



eurostat

STATISTIQUES FISCALES

TAX STATISTICS

STEUERSTATISTIK

STATISTICHE FISCALI

BELASTINGSTATISTIEK

SKATTESTATISTIK

1968 1972

1973

OFFICE STATISTIQUE
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Adresses

Luxembourg 1, Centre Louvigny, Boîte postale 1907 — Tél. 288 31

1040 Bruxelles, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200 (Bureau de liaison) — Tél. 35 80 40

STATISTICAL OFFICE
OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Addresses

Luxembourg 1, Centre Louvigny, P.O. Box 1907 — Tel. 288 31

1040 Brussels, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200 (Liaison Office) — Tel. 35 80 40

STATISTISCHES AMT
DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Anschriften

Luxemburg 1, Centre Louvigny, Postfach 1907 — Tel. 288 31

1040 Brüssel, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200 (Verbindungsbüro) — Tel. 35 80 40

ISTITUTO STATISTICO
DELLE COMUNITÀ EUROPEE

Indirizzi

Lussemburgo 1, Centre Louvigny, Casella postale 1907 — Tel. 288 31

1040 Bruxelles, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200 (Ufficio di collegamento) — Tel. 35 80 40

BUREAU VOOR DE STATISTIEK
DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Adressen

Luxemburg 1, Centre Louvigny, Postbus 1907 — Tel. 288 31

1040 Brussel, Bâtiment Berlaymont, Wetstraat 200 (Verbindingsbureau) — Tel. 35 80 40

DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS
STATISTISKE KONTOR

Adresser

Luxembourg 1, Centre Louvigny, Postboks 1907 — Tlf. 288 31

1040 Bruxelles, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200 (Forbindelseskontor) — Tlf. 35 80 40

STATISTIQUES FISCALES

TAX STATISTICS

STEUERSTATISTIK

STATISTICHE FISCALI

BELASTINGSTATISTIEK

SKATTESTATISTIK

1968-1972

1973

ANNUAIRE

YEARBOOK

JAHRBUCH

ANNUARIO

JAARBOEK

ÅRBOG

La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source

Reproduction of the contents of this publication
is subject to acknowledgement of the source

Inhaltswiedergabe nur mit Quellennachweis
gestattet

La riproduzione del contenuto è subordinata
alla citazione della fonte

Het overnemen van gegevens is toegestaan mits
met duidelijke bronvermelding

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
INTRODUCTION	5		
SECTION I: <i>Concepts et définitions du Système européen de comptes économiques intégrés (SEC)</i>	9	— Belgique	82
A. Classification des impôts	9	— Luxembourg	84
B. Affectation des impôts par sous-secteur bénéficiaire	10	— Royaume-Uni	86
C. Cotisations sociales effectives	11	— Irlande	88
SECTION II: <i>Commentaire statistique et tableaux comparatifs</i>	12	— Danemark	90
SECTION III: <i>Tableaux de synthèse par pays</i>	73	SECTION IV: <i>Tableaux détaillés par pays</i>	93
Tableau 1: Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie		Tableau 3: Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire	
Tableau 2: Recettes fiscales et cotisations sociales par sous-secteur bénéficiaire		Tableau 4: Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire	
— Allemagne (RF)	74	— Allemagne (RF)	94
— France	76	— France	98
— Italie	78	— Italie	104
— Pays-Bas	80	— Pays-Bas	110
		— Belgique	114
		— Luxembourg	118
		— Royaume-Uni	122
		— Irlande	126
		— Danemark	128

Symboles et abréviations

Ensemble des pays membres des Communautés européennes	EUR 9	Deutsche Mark	DM
néant	—	Franc français	Ffr
donnée très faible	0	Lire italienne	Lit
donnée non disponible	·	Florin	Fl
donnée incertaine ou estimée	()	Franc belge	Fb
estimation faite par l'Office Statistique des Communautés européennes	[]	Franc luxembourgeois	Flx
million	Mio	Livre sterling, Livre irlandaise	£
milliard	Mrd	Couronne danoise	Dkr
		Unité de compte des Communautés européennes = 0,888671 gr d'or fin	Eur
		Union économique belgo-luxembourgeoise	UEBL

INTRODUCTION

Le présent annuaire, destiné à fournir les chiffres les plus récents des recettes fiscales prélevées dans les pays membres des Communautés Européennes, introduit une double extension. D'une part il présente pour la première fois des données pour le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark, permettant ainsi des comparaisons au niveau de la Communauté élargie. D'autre part, le champ couvert, limité jusqu'ici aux impôts proprement dits, a été étendu aux cotisations sociales effectives prélevées par les administrations publiques.

L'insertion des statistiques fiscales relatives aux trois nouveaux pays membres a été grandement facilitée par le concours actif que les offices statistiques et les administrations fiscales de ces pays ont apporté à l'office statistique des Communautés Européennes. C'est ainsi que la distinction entre droits de douane et droits d'accise, qui au Royaume-Uni et en Irlande suit traditionnellement des critères très différents de ceux utilisés dans les autres pays membres, a pu être rendue homogène grâce au reclassement de certaines taxes et à l'éclatement, effectué par les administrations britanniques et irlandaises, de certains « customs duties » en leur élément protecteur et leur élément fiscal.

Une autre difficulté de nature institutionnelle, provenait du fait que dans les trois nouveaux pays membres, l'année fiscale ne coïncide pas avec l'année civile, mais s'étend du 1^{er} avril au 31 mars. Cette difficulté a pu être surmontée pour le Royaume-Uni, où l'on dispose également des chiffres détaillés de recettes fiscales par année civile. Pour l'Irlande et le Danemark au contraire, les chiffres publiés dans le présent annuaire se réfèrent à l'année fiscale; dans les tableaux comparatifs les chiffres de l'année x indiqués pour l'Irlande et le Danemark se réfèrent par conséquent aux données relatives à la période allant du 1^{er} avril de l'année x au 31 mars de l'année $x + 1$.

* * *

La prise en considération des cotisations sociales dans le présent annuaire est étroitement liée à l'élargissement de la Communauté. Du fait que pour le financement de leurs dépenses sociales les nouveaux et les anciens États membres font appel dans des proportions très inégales à l'impôt et aux cotisations sociales, une comparaison internationale valable ne peut être établie qu'en considérant à la fois les recettes fiscales et les cotisations sociales.

Les cotisations sociales reprises dans le présent annuaire sont les cotisations sociales effectives prélevées par les administrations publiques. Sont par conséquent

exclues les cotisations sociales fictives, qui ne correspondent à aucune recette réelle des administrations publiques, ainsi que les cotisations sociales effectives allant aux entreprises d'assurance. Par contre, les cotisations sociales effectives aux administrations publiques sont reprises dans leur ensemble; leur montant comprend de ce fait certaines cotisations ayant un caractère volontaire, mais dont l'importance par rapport aux cotisations sociales obligatoires est faible.

Dans les différents tableaux du présent annuaire, les cotisations sociales effectives sont systématiquement intégrées, mais distinguées des impôts proprement dits.

* * *

Les trois catégories d'impôts et les cotisations sociales prises en considération ci-après sont strictement définies selon le Système européen de comptes économiques intégrés (SEC) ⁽¹⁾. Celui-ci distingue selon leur nature économique:

- I. les impôts courants sur le revenu et le patrimoine (R 61)
- II. les impôts en capital (R 72)
- III. les impôts liés à la production et à l'importation (R 20)
- IV. les cotisations sociales effectives (R 62).

Dans la présente étude, les impôts liés à la production et à l'importation sont, en outre, ventilés en :

- R 201. Taxes générales sur le chiffre d'affaires
- R 202. Droits d'importation et prélèvements agricoles
- R 203. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens
- R 204. Impôts sur les services
- R 205. Impôts fonciers et immobiliers
- R 206. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation
- R 207. Autres impôts liés à la production et à l'importation.

Les tableaux détaillés par pays (section IV) fournissent les recettes de chaque impôt particulier, en dehors de tout souci de classification. L'utilisateur intéressé à une classification différente pourra lui-même procéder ainsi aux regroupements nécessaires à ses besoins particuliers.

Le lecteur désireux de se renseigner sur les caractéristiques (assiette, assujettis, mode de recouvrement, etc.) d'un impôt particulier est prié de se reporter à la description fournie dans l'« Inventaire des impôts » 1972, édité par la Commission des Communautés européennes, Direction Générale « Marché intérieur et rapprochement

(1) « Système européen de comptes économiques intégrés (SEC) », Office Statistique des Communautés européennes, 1970.

des législations ». Dans cette publication les impôts sont désignés par le même code que dans le présent annuaire.

Il convient enfin de souligner que les chiffres publiés ci-après représentent des données de caisse et non des données établies sur la base de droits constatés.

Les chiffres de l'année 1972 ont un caractère provisoire.

L'annuaire de statistiques fiscales est articulé comme suit :

- I. Concepts et définitions du Système européen de comptes économiques intégrés (SEC)
- II. Commentaire statistique et tableaux comparatifs
- III. Tableaux de synthèse par pays
- IV. Tableaux détaillés par pays.

- SECTION I: **Concepts et définitions du Système européen
de comptes économiques intégrés (SEC)**
- SECTION II: **Commentaire statistique et tableaux comparatifs**

SECTION I

CONCEPTS ET DÉFINITIONS DU SYSTÈME EUROPÉEN DE COMPTES ÉCONOMIQUES INTÉGRÉS (SEC)

A. CLASSIFICATION DES IMPÔTS

Le SEC distingue trois catégories d'impôts:

1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (R 61)
2. Impôts en capital (R 72)
3. Impôts liés à la production et à l'importation (R 20)

1. **Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine (R61)** comprennent tous les versements obligatoires prélevés périodiquement par les administrations publiques et par le reste du monde sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles.

Ils excluent par conséquent les prélèvements sur le patrimoine qui ne sont pas opérés périodiquement tels que les droits de succession et les prélèvements exceptionnels sur le capital.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine comprennent notamment:

- a) les impôts sur le revenu des personnes physiques (revenus du travail, de la propriété, de l'entreprise, pensions, etc.), y compris les impôts fonciers et immobiliers dans le cas où ces impôts constituent un aspect particulier du calcul et du recouvrement de l'impôt global sur le revenu
- b) les impôts sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales
- c) les impôts courants sur la fortune ou le patrimoine des ménages, sociétés et organismes sans but lucratif
- d) les taxes sur les gains à la loterie, aux jeux et paris
- e) les taxes payées par les ménages pour l'utilisation des véhicules qui ne servent pas à des fins productives.

Sont exclues de cette catégorie les redevances pour le droit d'usage des appareils de radio et de télévision dont le produit est affecté aux organismes de radio-diffusion et de télévision. Ces redevances sont en effet considérées dans le SEC comme la contrepartie de l'achat d'un service marchand.

Il est opportun de préciser que le montant des impôts qui est enregistré comprend les intérêts de retard et les amendes fiscales, ainsi que les frais accessoires éventuels de recouvrement et d'assiette et est diminué des remboursements d'impôts effectués par les administrations publiques dans le cadre de leur politique économique et des restitutions d'impôts en cas de perception induue.

2. **Les impôts en capital (R72)** sont des prélèvements obligatoires perçus par les administrations publiques de manière non périodique sur le capital ou le patrimoine des unités institutionnelles.

Le critère de la non périodicité du prélèvement à charge de l'assujetti, est à la base de cette définition et permet de distinguer les impôts en capital des impôts courants sur le revenu et le patrimoine. Cette catégorie comprend les droits de succession, les droits sur les donations et les prélèvements exceptionnels sur le capital.

3. **Les impôts liés à la production et à l'importation (R20)** sont des versements obligatoires prélevés par les administrations publiques ou par les Institutions communautaires européennes sur les unités productrices et qui frappent la production et l'importation de biens et services ou l'utilisation de facteurs de production; ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

La production est entendue ici au sens large de la comptabilité nationale et couvre aussi bien la production de biens que la production de services (transport, commerce, crédit, assurance, etc.). Les impôts qui frappent la vente ou l'achat de biens et services font partie des impôts liés à la production.

Le SEC opère une distinction⁽¹⁾ entre:
— les impôts liés à la production (R 21)
— les impôts liés à l'importation (R29)

Les impôts liés à la production (R21) comprennent notamment:

- a) la taxe sur la valeur ajoutée⁽²⁾

(1) Cette distinction n'est pas opérée dans le présent annuaire.

(2) Sauf la partie de celle-ci qui constitue un impôt lié à l'importation.

- b) les autres taxes sur le chiffre d'affaires (1)
- c) les droits d'accise et les autres impôts sur la consommation (1)
- d) les droits d'enregistrement, sauf ceux qui frappent les mutations à titre gratuit
- e) les droits de timbre sauf ceux versés par les ménages à l'occasion de services fournis par les administrations publiques
- f) les taxes sur les ventes
- g) les taxes sur les spectacles et autres divertissements
- h) les taxes sur les loteries, jeux et paris autres que celles frappant les gains réalisés
- i) les taxes sur les véhicules à moteur, pour autant que ceux-ci soient des biens de capital fixe
- j) les impôts fonciers et immobiliers, sauf dans le cas où ces impôts constituent un aspect particulier du calcul et du recouvrement de l'impôt global sur le revenu
- k) les impôts sur la masse des salaires distribués et sur la force motrice installée
- l) les taxes sur la circulation des capitaux
- m) les bénéfices des monopoles fiscaux que ceux-ci transfèrent à l'État
- n) les excédents d'exploitation des entreprises publiques qui, sans constituer des monopoles fiscaux, occupent une position monopolistique, dans la mesure où ces excédents dépassent de manière permanente une marge bénéficiaire normale
- o) les droits d'exportation
- p) les droits, redevances, participations aux frais versés par des unités productrices aux administrations publiques à l'occasion de services fournis par celles-ci dans le cadre de leur politique générale et qui sont obligatoires dès que l'on a recours à ces services (par exemple redevances pour passeports, examens et permis de conduire, frais de justice).

Les impôts liés à l'importation (R29) représentent les versements obligatoires prélevés par les administrations publiques ou par les Institutions communautaires européennes, sur les biens importés afin de mettre ceux-ci en libre pratique sur le territoire économique d'un pays. Ces versements comprennent les droits de douane, les prélèvements sur produits agricoles importés, la taxe sur la valeur ajoutée, les taxes uniques, les droits d'accise et les autres taxes sur le chiffre d'affaires qui frappent les produits importés.

B. AFFECTATION DES IMPÔTS PAR SOUS-SECTEUR BÉNÉFICIAIRE

Parmi les bénéficiaires des recettes fiscales le présent annuaire distingue, conformément au SEC, les sous-secteurs suivants:

- l'administration centrale (S61) (2)
- les administrations locales (S62)
- les Institutions communautaires européennes (S92)

Les deux premiers sous-secteurs font partie du secteur « Administrations publiques » de l'économie nationale. Les Institutions communautaires européennes constituent un sous-secteur du secteur « Reste du monde ».

Le critère d'affectation des impôts entre sous-secteurs est celui du bénéficiaire direct et non celui de l'institution qui perçoit. Ainsi, lorsqu'une administration publique (par exemple l'administration centrale) encaisse des impôts dont une quote-part déterminée doit automatiquement être cédée à une autre administration publique (par exemple une administration locale), on admet qu'il s'agit d'une opération pour compte. Dans ce cas, la part des recettes fiscales correspondant à la quote-part destinée à l'autre administration publique est comptabilisée comme un impôt reçu directement par cette autre administration, et non comme un transfert courant entre administrations publiques.

Cette solution s'impose à fortiori dans le cas d'impôts prenant la forme de centimes additionnels à des impôts de l'État, centimes dont par exemple les communes ont, entre certaines limites, le pouvoir de déterminer elles-mêmes le taux ou le montant.

On retrouvera ainsi en ressources de chaque sous-secteur non seulement les impôts qui lui sont propres mais aussi les quote-parts qu'il touche automatiquement dans les impôts perçus par un autre sous-secteur. Ce traitement est appliqué de manière uniforme aux impôts collectés par l'administration centrale pour compte des administrations locales et pour compte des Institutions communautaires européennes. Pour ces dernières, les ressources fiscales propres comprennent le prélèvement CECA sur les entreprises charbonnières et sidérurgiques et, à partir de 1971, les prélèvements agricoles, les cotisations sucre et une partie des droits de douane.

Il apparaît cependant nécessaire d'attirer l'attention sur la distinction entre les recettes fiscales perçues pour compte et les transferts de recettes fiscales entre administrations publiques. On ne comptabilise en

(1) Sauf la partie de ceux-ci qui constitue des impôts liés à l'importation.

(2) Pour l'Allemagne: Bund et Länder.

ressources du sous-secteur bénéficiaire que la part des recettes fiscales qui est perçue par une autre administration publique et qui lui est cédée automatiquement. On exclut ainsi les transferts de l'État qui, tout en étant financés par des recettes fiscales, se font principalement par l'intermédiaire de certains fonds (fonds des provinces, des communes), et suivant des paramètres variables (population, superficie, etc.).

C. COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES

Les cotisations sociales effectives (R62) comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations. Elles se distinguent en :

- a) cotisations sociales effectives à charge des employeurs (R621)
- b) cotisations sociales à charge des salariés (R 622)
- c) cotisations sociales des non-salariés (R 623).

Elles peuvent être reçues par :

- a) les administrations de sécurité sociale
- b) les autres sous-secteurs des administrations publiques (c.-à-d. les administrations centrale et locales)
- c) les caisses de pension, mutuelles, compagnies d'assurance et autres organismes classés dans les entreprises d'assurance.

d) le reste du monde.

Les cotisations sociales effectives versées aux organismes classés sous c) et d) ne sont pas reprises dans le présent annuaire n'étant pas prélevées par les administrations publiques.

Les cotisations peuvent être versées en vertu d'une obligation légale ou réglementaire, d'une convention collective au niveau d'un secteur d'activité, d'un accord entre employeur et salariés au niveau de l'entreprise, d'un contrat de travail lui-même et, dans certains cas, sur une base volontaire (par ex. cotisations versées par des personnes qui ne sont pas ou plus tenues légalement de les verser).

Dans le présent annuaire le caractère volontaire des cotisations versées devrait en imposer l'exclusion; toutefois, compte tenu de leur exigüité et devant l'impossibilité qu'éprouvent la plupart des pays d'en chiffrer le montant, les cotisations volontaires aux administrations de sécurité sociale sont provisoirement incluses.

Enfin, ces cotisations sociales sont dites effectives pour les distinguer des cotisations sociales fictives qui représentent la contrepartie des prestations sociales fournies directement, c.-à-d. en dehors de tout circuit de cotisations, par les employeurs (par ex. retraites versées directement par les administrations publiques à leurs fonctionnaires). Ces cotisations sociales fictives ne sont pas reprises dans le présent annuaire puisqu'elles ne correspondent en effet à aucune recette effective des administrations publiques.

SECTION II

COMMENTAIRE STATISTIQUE ET TABLEAUX COMPARATIFS

La synthèse des chiffres détaillés réunis dans le présent annuaire et leur comparaison entre pays permet de fournir une vue d'ensemble de la fiscalité dans les pays membres des Communautés européennes, ceci sous le triple point de vue:

1. du prélèvement obligatoire global
2. de la structure comparée de ce prélèvement par catégorie
3. de la ventilation de ce prélèvement entre sous-secteurs des Administrations publiques et Institutions Communautaires Européennes.

1. PRELEVEMENT OBLIGATOIRE GLOBAL

Par prélèvement obligatoire global on entend ici l'ensemble des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives prélevées par les Administrations publiques.

Les montants et les taux d'accroissement du prélèvement obligatoire global dans les neuf pays membres sont indiqués dans le tableau A.

Si l'on examine l'évolution, au cours de la période 1968-1972, des données exprimées en termes réels on constate que l'accroissement du prélèvement obligatoire

*Tableau A. Prélèvement obligatoire global, 1968-1972
(Recettes fiscales et cotisations sociales effectives)*

	Allemagne (RF)	France	Italie	Pays-Bas	Belgique	Luxembourg	Royaume-Uni	Irlande	Danemark
en millions d'unités monétaires nationales (Italie, en milliards)									
1968	177 906	219 341	14 648,4	35 428	354 105	12 274	15 051	364,37	33 997
1969	209 882	256 214	15 669,7	40 498	397 650	14 143	16 980	431,28	36 690
1970	232 348	280 424	17 319,6	46 572	453 898	17 129	19 074	508,14	49 182
1971	264 339	307 306	19 311,1	54 922	508 577	19 305	20 129	602,77	56 154
1972	292 881	346 793	21 262,6	63 643	570 850	21 880	21 407	694,00	63 813
Taux d'accroissement nominaux (en %)									
1969/68	18,0	16,8	7,0	14,3	12,2	15,2	12,8	18,4	7,9
1970/69	10,7	9,4	10,5	15,0	14,1	21,1	12,3	17,8	34,0
1971/70	13,8	9,6	11,5	17,9	12,0	12,7	5,5	18,6	14,2
1972/71	10,8	12,8	10,1	15,9	12,2	13,3	6,3	15,1	13,6
1972/68	64,6	58,1	45,2	79,6	61,2	78,3	42,2	90,5	87,7
Taux d'accroissement réels ⁽¹⁾ (en %)									
1972/68	29,9	26,1	15,7	36,0	32,0	39,0	7,4	27,3	45,4

global a été le plus élevé au Danemark (45 %), au Luxembourg (39 %) et aux Pays-Bas (36 %), moyen en Belgique (32 %), en Allemagne (30 %), en Irlande (27 %) et en France (26 %), nettement plus faible en Italie (16 %) et au Royaume-Uni (7 %).

Le tableau B fournit pour l'année 1972 les montants du prélèvement obligatoire global et du produit intérieur brut exprimés en une unité monétaire commune — l'Eur ⁽²⁾ — et indique le niveau de ces deux grandeurs par habitant.

Les ordres de grandeur de ce tableau montrent qu'en 1972 le prélèvement obligatoire global par habitant exprimé en Eur est le plus élevé au Danemark et le plus faible en Irlande.

Le Danemark (1686 Eur) est suivi d'assez loin par l'Allemagne, les pays du Benelux et la France (1200 à 1360 Eur), tandis que le Royaume-Uni n'atteint qu'un niveau de 919 Eur par habitant. L'Italie et l'Irlande occupent les dernières positions à un niveau respectif de 619 et 553 Eur.

(1) Les données en termes réels ont été obtenues en divisant les données nominales par l'indice de prix du produit intérieur brut.

(2) La conversion en Eur a été faite sur la base des parités officielles déclarées au FMI ou des cours centraux (1 Eur = 1 unité de compte des Communautés Européennes = 0,888671 gr d'or fin).

Il va de soi que le prélèvement obligatoire global par habitant ne constitue pas à lui seul une mesure de la pression fiscale. Celle-ci ne peut être appréciée qu'en considérant en même temps le niveau du produit intérieur brut par habitant. On peut constater à cet égard une corrélation assez étroite entre les deux indicateurs. Mais cette corrélation n'est pas parfaite et le tableau B permet de discerner quelques exceptions notables. C'est ainsi que le Danemark et l'Allemagne, bien qu'atteignant

un produit par habitant sensiblement égal, se distinguent l'un par un prélèvement fiscal assez lourd, l'autre par un prélèvement plutôt modéré. La situation des Pays-Bas est encore plus frappante. Bien que dans ce pays le produit par habitant soit moins élevé que celui du Luxembourg, de la France et de la Belgique, le prélèvement obligatoire par habitant y est sensiblement plus élevé et atteint le niveau de l'Allemagne.

Tableau B. Prélèvement obligatoire global et produit intérieur brut aux prix du marché en Eur, 1972

	Prélèvement obligatoire global		Produit intérieur brut aux prix du marché	
	Chiffres globaux Mio Eur	par habitant Eur	Chiffres globaux Mio Eur	par habitant Eur
Allemagne (RF)	83 711	1 357	237 047	3 844
France	62 438	1 207	180 390	3 489
Italie	33 678	619	108 738	1 999
Pays-Bas	18 066	1 355	42 571	3 194
Belgique	11 732	1 208	32 191	3 315
Luxembourg	450	1 292	1 219	3 502
Royaume-Uni	51 377	919	147 912	2 647
Irlande	1 666	553	5 299	1 758
Danemark	8 420	1 686	19 486	3 902
EUR 9	271 538	1 065	774 853	3 038

Le tableau C montre l'importance que représentent les recettes fiscales, les cotisations sociales effectives et le prélèvement obligatoire global par rapport au

produit intérieur brut aux prix du marché. Ce calcul permet de s'affranchir des parités monétaires et des différences de niveau et d'évolution de prix entre pays.

Tableau C. Prélèvement obligatoire global en % du produit intérieur brut aux prix du marché, 1968-1972

	Allemagne (RF)	France	Italie	Pays-Bas	Belgique	Luxembourg	Royaume-Uni	Irlande	Danemark
Recettes fiscales									
1968	23,0	22,4	19,7	25,3	24,1	21,7	29,9	26,4	34,6
1969	24,4	22,7	19,4	25,1	24,5	22,1	32,0	27,1	32,6
1970	23,1	22,0	18,3	25,5	24,6	23,2	32,6	28,5	39,8
1971	23,7	21,3	18,6	26,4	25,0	24,8	30,9	29,5	41,4
1972	23,7	21,6	18,6	27,0	25,0	26,1	29,4	28,6	41,3
Cotisations sociales effectives									
1968	9,9	12,4	11,4	13,5	10,0	9,8	5,0	2,3	1,9
1969	10,2	12,7	10,9	14,1	10,0	9,3	4,8	2,3	1,8
1970	10,7	12,7	11,6	14,4	10,7	9,9	5,2	2,5	1,8
1971	11,1	12,9	12,2	15,2	11,1	10,4	5,0	2,8	1,9
1972	11,6	13,0	12,4	15,4	11,5	10,8	5,4	2,9	1,9
Recettes fiscales et cotisations sociales effectives									
1968	32,9	34,9	31,2	38,8	34,1	31,4	34,9	28,8	36,5
1969	34,7	35,4	30,3	39,2	34,5	31,4	36,8	29,5	34,4
1970	33,8	34,7	29,9	39,9	35,3	33,1	37,9	31,0	41,6
1971	34,8	34,2	30,8	41,6	36,2	35,2	35,9	32,3	43,2
1972	35,3	34,6	31,0	42,4	36,4	36,9	34,7	31,4	43,2

En se limitant aux seules **recettes fiscales** on constate en premier lieu que, pour toute la période étudiée, leur taux par rapport au produit intérieur brut est plus élevé dans les nouveaux pays membres que dans les anciens. Le Danemark se distingue aussi bien par le niveau élevé de son taux que par l'accroissement rapide de celui-ci. Le Royaume-Uni vient en deuxième position, mais depuis 1970 son taux est en baisse. C'est en Italie et en France que l'on observe non seulement les taux les plus bas, mais aussi une légère diminution de ceux-ci depuis 1968. Dans les autres pays de la Communauté la part des recettes fiscales dans le produit intérieur brut est ascendante.

Les **cotisations sociales effectives** représentent par rapport au produit intérieur brut une proportion généralement inverse à celle des recettes fiscales. C'est ainsi que dans tous les anciens pays membres la part des cotisations sociales atteint au moins 10 %. Elle est plus importante en France et en Italie, pays où le pourcentage des recettes fiscales est le plus bas. La position des Pays-Bas est exceptionnelle, car parmi les Six ce pays détient à la fois le taux le plus élevé des cotisations sociales et le taux le plus élevé des recettes fiscales. Dans les nouveaux pays membres la charge des cotisations sociales est nettement plus faible, mais elle est compensée par une ponction fiscale plus lourde. Le Danemark, avec le pourcentage d'impôts le plus élevé (41,3 %) et la charge de cotisations sociales la plus faible (1,9 %) en offre un exemple extrême. On notera enfin qu'au cours des dernières années la part des cotisations sociales dans le produit intérieur brut s'est accrue dans tous les pays de la Communauté, Danemark excepté.

Les constatations qui précèdent montrent clairement que ce n'est qu'en prenant en considération à la fois les prélèvements fiscaux proprement dits et les cotisations sociales effectives que l'on peut tirer des conclusions sur le plan international quant à l'importance des prélèvements obligatoires. A ce propos on relève que les neuf pays de la Communauté élargie se classent en trois groupes nettement distincts. Le premier groupe comprend le Danemark et les Pays-Bas, où le prélèvement obligatoire global représente 42 à 43 % du produit intérieur brut. Un deuxième groupe de pays englobe l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et le Royaume-Uni, pays où le pourcentage correspondant est d'environ 35 %. Un troisième groupe comprend l'Irlande et l'Italie, pays où le prélèvement global n'est que de 31 % du produit intérieur brut. Ces deux pays sont également ceux où le produit ou revenu par habitant est le plus bas et où, par conséquent, la capacité contributive est la plus faible.

L'évolution des taux du prélèvement obligatoire global est caractérisé dans la plupart des pays par une augmentation au cours de la période 1968-1972. L'accroissement est particulièrement rapide au Danemark et au Luxembourg. Il faut toutefois souligner qu'en France et en Italie ces taux sont restés stationnaires, alors qu'au Royaume-Uni une baisse sensible est intervenue depuis 1970.

2. STRUCTURE COMPAREE DU PRELEVEMENT OBLIGATOIRE GLOBAL

Le tableau D décompose le prélèvement global entre les différentes catégories d'impôts et les cotisations sociales effectives dans les pays membres en 1972 et met en évidence les différences importantes entre les systèmes fiscaux.

Les **impôts liés à la production et à l'importation** représentent dans l'ensemble des prélèvements obligatoires une part très différente selon les pays. C'est en Irlande que cette part est la plus élevée (59 %) alors qu'aux Pays-Bas elle est la plus faible (28 %). Les autres pays peuvent être combinés en trois groupes :

- France et Royaume-Uni (44 et 42 %)
- Danemark (39 %), Allemagne (37 %) ⁽¹⁾ et Italie (37 %)
- Belgique et Luxembourg (33 %) ⁽¹⁾.

Parmi les impôts liés à la production et à l'importation la taxe sur la valeur ajoutée était appliquée en 1972 dans six pays. Son rendement net représente 26 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires en France, 18 % en Belgique, plus ou moins 16 % au Danemark, Allemagne, Pays-Bas, et seulement 12 % au Luxembourg. Par ailleurs on notera pour le Royaume-Uni le pourcentage très faible (6,4 %) des taxes générales sur le chiffre d'affaires (purchase tax).

Les droits d'accises et impôts sur la consommation des biens fournissent dans cinq pays de 7 à 11 %, au Danemark 14 %, en Italie et au Royaume-Uni environ 18 % et en Irlande 28 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires.

Les impôts fonciers et immobiliers représentent plus de 10 % au Royaume-Uni et en Irlande alors que dans quatre anciens pays membres ce pourcentage n'atteint que 1 % du prélèvement obligatoire. Il convient de noter qu'au Royaume-Uni et en Irlande les collectivités locales perçoivent uniquement des impôts fonciers (Rates).

Les **impôts en capital** — qui comprennent essentiellement les droits de succession et de donation — ne

(1) Les parts indiquées pour l'Allemagne et le Luxembourg comprennent l'impôt commercial (Gewerbsteuer) dont la nature économique et par conséquent le classement sont contestables. Si l'on classait cet impôt parmi les impôts courants sur le revenu et le patrimoine, la part des impôts liée à la production et à l'importation dans l'ensemble des prélèvements obligatoires descendrait à 32 % pour l'Allemagne et à 30 % pour le Luxembourg.

représentent dans les pays membres qu'une part minime des prélèvements obligatoires, les pourcentages les plus élevés étant enregistrés au Royaume-Uni (2,3 %) et en Irlande (1,9 %).

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine constituent au Danemark et au Royaume-Uni, avec respectivement 56 % et 41 %, la part la plus élevée du prélèvement global. C'est en France (18 %) et en Italie (22 %) que la fiscalité directe est la plus faible, les autres pays ayant un pourcentage variant de 30 à 37 %.

Les cotisations sociales effectives ne représentent dans les nouveaux pays membres qu'une part relativement faible du prélèvement obligatoire global. L'Italie et la France, pays ayant l'imposition directe la plus faible, ont le pourcentage le plus fort de cotisations sociales avec respectivement 40 et 38 %. Les autres pays possèdent une structure du prélèvement obligatoire global plus équilibrée. En effet, les deux grandes catégories d'impôts et les cotisations sociales constituent chacune, à peu près, un tiers de ce prélèvement.

Tableau D. Structure comparée du prélèvement obligatoire global, 1972 (a)

	Allemagne (RF)	France	Italie	Pays-Bas	Belgique	Luxembourg	Royaume-Uni	Irlande	Danemark	EUR 9
I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	36,6	44,1	37,4	28,2	33,2	33,5	41,8	59,4	39,3	38,9
1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	16,0	26,1	10,9	15,4	18,1	12,4	6,4	14,5	16,5	15,7
2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	1,2	0,9	1,7	2,1	2,1	1,9	1,7	2,6	2,6	1,4
3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	9,7	7,6	18,3	7,1	7,9	7,7	17,4	28,4	14,3	11,7
4. Impôts sur les services	1,0	1,2	2,6	0,1	0,7	0,5	0,8	0,6	0,1	1,1
5. Impôts fonciers et immobiliers	1,0	1,2	(b)	0,3	(b)	0,9	11,1	10,1	3,7	2,9
6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	0,7	1,8	4,4	0,9	1,9	4,3	1,0	1,7	1,2	1,6
7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	7,0	5,3	1,4	2,4	2,5	5,8	3,2	1,4	0,9	4,5
II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	30,4	17,8	22,0	35,1	34,5	36,7	40,5	29,7	55,8	29,6
III. Impôts en capital	0,2	0,5	0,6	0,5	0,9	0,5	2,3	1,9	0,4	0,8
IV. Total des recettes fiscales (I + II + III)	67,2	62,4	60,0	63,7	68,5	70,7	84,5	90,9	95,6	69,3
V. Cotisations sociales effectives	32,8	37,6	40,0	36,3	31,5	29,3	15,5	9,1	4,4	30,7
VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV + V)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

3. VENTILATION DU PRELEVEMENT OBLIGATOIRE GLOBAL ENTRE SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES EUROPEENNES

Dans le tableau E on a établi, selon les critères exposés dans la section I B et C, une ventilation de l'ensemble des recettes fiscales et des cotisations sociales

effectives par sous-secteur bénéficiaire. Cette ventilation pose des problèmes délicats dans la mesure où d'une part les modes de perception et de répartition des recettes fiscales entre administration centrale et administrations locales et d'autre part l'organisation et le financement de la sécurité sociale diffèrent institutionnellement d'un pays à l'autre.

Sur la base des critères retenus, la répartition s'établissait en 1972 de la manière suivante:

(a) Irlande et Danemark 1972/1973.

(b) Pour l'Italie et la Belgique les impôts fonciers et immobiliers ont été considérés comme des impôts courants sur le revenu et le patrimoine.

Tableau E. Ventilation des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire, 1972 (en %)

	Administrations publiques (S 60)				Institutions communautaires européennes (S 92)
	Administration centrale (S 61)	Administrations locales (S 62)	Administrations de sécurité sociale (S 63)	Total	
Allemagne (RF)	58,2 (a)	8,2	32,8	99,2	0,8
France	57,1	5,7	36,6	99,4	0,6
Italie	50,5	8,9	39,4	98,9	1,1
Pays-Bas	61,0	1,4	36,3	98,8	1,2
Belgique	63,3	5,1	30,2	98,6	1,4
Luxembourg	58,4	11,8	28,8	99,0	1,0
Royaume-Uni	74,7	11,1	14,2	100,0	—
Irlande	80,8	10,1	9,1	100,0	—
Danemark	69,2	26,2	4,4	99,8	0,2 (b)

Une première distinction à établir est celle entre la part des administrations publiques nationales et celle prélevée par les Institutions communautaires européennes. Cette dernière couvre le prélèvement CECA sur la production des entreprises charbonnières et sidérurgiques et comprend depuis 1971, suite aux décisions du Conseil des Communautés attribuant des ressources propres aux Communautés européennes, les prélèvements agricoles, les cotisations sucre et une partie des droits de douane. En 1972, la part des Institutions communautaires européennes dans le prélèvement obligatoire global représentait dans les six anciens pays membres un pourcentage variant de 0,6 % (France) à 1,4 % (Belgique).

La répartition des recettes entre sous-secteurs des administrations publiques nationales fait apparaître des différences considérables entre pays. C'est le cas pour les administrations de sécurité sociale, qui dans les anciens pays membres ont une part qui varie entre 29 % pour le Luxembourg et 39 % pour l'Italie, alors que cette part ne s'élève qu'à 14 % au Royaume-Uni à 9 % en Irlande et à 4 % au Danemark.

En ce qui concerne la part des administrations locales dans le prélèvement obligatoire, le Danemark se distingue par le pourcentage le plus élevé (26 %). Cette part est la plus faible aux Pays-Bas (1,4 %) et en Belgique (5,1 %); il faut toutefois souligner que pour ces deux pays la part des administrations locales ne comprend pas les recettes fiscales perçues par l'Etat et redistribuées aux administrations locales par l'intermédiaire du Fonds des communes et des provinces.

Pour la France, il y a lieu d'indiquer que la part de 5,7 % des administrations locales ne comprend pas le versement compensatoire accordé par l'Etat aux administrations locales en compensation de la suppression de la taxe sur les salaires, versement qui est à charge du budget de l'Etat. Si, comme dans la comptabilité nationale française, ce versement était considéré comme une recette fiscale des administrations locales, la part de celles-ci s'élèverait en 1972 à 9,4 %.

Pour l'Italie il convient de signaler que la part des administrations locales comprend les impôts d'Etat allant aux régions à statut spécial; le montant de ces impôts est le résultat d'estimations provisoires.

(a) Bund et Länder.

(b) Les données du Danemark se référant à l'année fiscale 1972/73, ce montant correspond au versement relatif aux trois premiers mois de l'année 1973.

TABLE OF CONTENTS

	Page		Page
INTRODUCTION	19	— Italy	78
		— Netherlands	80
		— Belgium	82
SECTION I: <i>Concepts and definitions of the European System of Integrated Economic Accounts (ESA)</i>	23	— Luxembourg	84
A. Classification of taxes	23	— United Kingdom	86
B. Allocation of tax receipts by receiving sub-sectors	24	— Ireland	88
C. Actual social welfare contributions	24	— Denmark	90
SECTION II: <i>Statistical comments and comparative tables</i>	26	SECTION IV: <i>Detailed tables by country</i>	93
SECTION III: <i>Summary tables by country</i>	73	Table 3: Tax receipts by type of taxes and by receiving sub-sector	
Table 1: Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type		Table 4: Actual social welfare contributions by type and by receiving sub-sector	
Table 2: Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector		— Germany (FR)	94
— Germany (FR)	74	— France	98
— France	76	— Italy	104
		— Netherlands	110
		— Belgium	114
		— Luxembourg	118
		— United Kingdom	122
		— Ireland	126
		— Denmark	128

Symbols and abbreviations

Total of the Member countries of the European Communities	EUR 9	Deutsche Mark	DM
nil	—	French Franc	Ffr
very small	0	Italian Lira	Lit
not available	·	Guilder	Fl
uncertain or estimated	()	Belgian Franc	Fb
estimate made by the Statistical Office of the European Communities	[]	Luxembourg Franc	Flx
million	Mio	Pound Sterling, Irish Pound	£
thousand million (US: billion)	Mrd	Danish Kroner	Dkr
		Unit of account of the European Communities = 0,888671 gr of fine gold	Eur
		Belgo-Luxembourg Economic Union	UEBL

INTRODUCTION

This yearbook, which presents the most recent data on the tax revenue of the Member countries, has been enlarged in two respects. On the one hand it includes for the first time data for the United Kingdom, Ireland and Denmark, thus allowing comparisons to be made between the countries of the enlarged Community. On the other hand, the field covered, which in previous issues was limited to taxes proper, has been extended to actual social welfare contributions paid to general government.

The inclusion of tax statistics for the three new Member countries has been made much easier by the active cooperation which the Statistical Office of the European Communities has received from the statistical offices and taxation departments of the countries concerned. The distinction between customs and excise duties, for example, which in the United Kingdom and Ireland has traditionally been based on very different criteria from those adopted in the other Member countries, has been made consistent with Community practice by the reclassification of certain duties, and the analysis by the British and Irish authorities of certain "customs duties" into a protective and a fiscal element.

A further difficulty, arising out of administrative practice, stems from the fact that the fiscal year in the three new Member States does not coincide with the calendar year, but runs instead from 1st April to 31st March. It has been possible to resolve this difficulty in the case of the United Kingdom, where detailed figures are also available for tax revenues for the calendar year. The figures given in this yearbook for Ireland and Denmark, on the other hand, refer to the fiscal year; in comparative tables, therefore, the figures quoted for Ireland and Denmark for any given year refer to the data for the period from 1st April of that year to 31st March of the following year.

* * *

The inclusion in this yearbook of social welfare contributions is closely connected with the enlargement of the Community. As the old and new Member States differ widely in the extent to which they finance their social expenditure from taxation as opposed to social welfare contributions, valid international comparisons can be made only if both tax receipts and social welfare contributions are taken into account.

The social welfare contributions listed in this yearbook are actual contributions paid to general government. Imputed social welfare contributions are therefore

excluded, as they do not result in any actual receipts accruing to the government, and the same applies to actual social welfare contributions paid to insurance enterprises. Actual social welfare contributions to general government, however, are recorded in full; the amounts shown therefore include certain contributions of a voluntary nature, which are, however, insignificant in comparison with the compulsory contributions.

Actual social welfare contributions are systematically incorporated in the various tables in this yearbook, but they are shown separately from proper tax receipts.

* * *

The three categories of taxes and the social welfare contributions which are considered in this publication are defined in strict accordance with the European System of Integrated Economic Accounts (ESA)⁽¹⁾, which distinguishes, according to their economic character, between:

- I. Current taxes on income and wealth (R 61)
- II. Capital taxes (R 72)
- III. Taxes linked to production and imports (R 20)
- IV. Actual social welfare contributions (R 62)

For the purposes of this yearbook, taxes linked to production and imports are further broken down into:

- R 201 General turnover taxes
- R 202 Import duties and agricultural levies
- R 203 Excise duties and taxes on the consumption of goods
- R 204 Taxes on services
- R 205 Taxes on land and buildings
- R 206 Stamp, registration and similar duties
- R 207 Other taxes linked to production and imports

The detailed country tables (Section IV) show data on the revenue from each particular tax without any concern for classification. Users wishing to adopt a particular classification may, therefore, group the data to suit their own requirements.

Readers who wish to obtain information on the characteristics of a specific tax (basis of assessment, persons liable, method of collection, etc.) may refer to the description given in "Inventory of Taxes 1972", published by the Commission of the European Communities, Directorate-General "Internal Market and

(1) "European System of Integrated Economic Accounts" (ESA), Statistical Office of the European Communities, 1970.

Approximation of Legislation". Taxes have the same coding in the Inventory as in this yearbook.

It should be noted that figures published in this yearbook represent amounts actually paid and not amounts due.

Figures for 1972 are provisional.

The yearbook on tax statistics is set out as follows:

- I. Concepts and definitions of the European System of Integrated Economic Accounts (ESA)
- II. Statistical comments and comparative tables
- III. Summary tables by country
- IV. Detailed tables by country.

SECTION I : **Concepts and definitions of the European
System of Integrated Economic Accounts (ESA)**

SECTION II : **Statistical comments and comparative tables**

- h) taxes on lotteries, gambling and betting, except those levied on the amounts won
- i) taxes on motor vehicles whenever these are fixed capital goods
- j) taxes on land and buildings, except when these taxes constitute merely an administrative device for assessing and collecting total income tax
- k) taxes on the total wage bill or on the capacity of the power installed
- l) taxes on movements of capital
- m) the profits of fiscal monopolies which are transferred to the government
- n) the operating surpluses of public enterprises which, without being constituted as fiscal monopolies, actually occupy a monopolistic position, to the extent that these surpluses tend permanently to exceed a normal margin of profit
- o) duties on exports
- p) duties, fees or contributions to costs paid by producer units to general government in respect of services provided by the latter, as a matter of general policy, and which are compulsory whenever these services are required (for example, passport and driving licence fees, legal costs).

Taxes linked to imports (R 29) represent compulsory payments levied by general government, or by the institutions of the European Communities, on imported goods in order to admit them to free circulation on the economic territory of a country. These payments include, in particular, customs duties, levies on imported agricultural goods, value added tax on imported goods, other turnover taxes affecting imported goods as well as excise duties and any other consumption taxes affecting imported goods.

B. ALLOCATION OF TAX RECEIPTS BY RECEIVING SUB-SECTORS

In accordance with ESA, the present yearbook distinguishes as beneficiaries of tax receipts the following sub-sectors:

- central government (S 61) ⁽¹⁾
- local government (S 62)
- institutions of the European Communities (S 92).

The first two sub-sectors are elements of the sector "general government" of the national economy. The institutions of the European Communities are a sub-sector of the sector "rest of the world".

(1) For Germany: Bund and Länder.

Taxes are allocated to the particular sub-sector in which the final recipient is classed; this is not necessarily the same as the classification of the institution which collects the tax. Thus, where a public body (say, the central government) collects taxes, a fixed percentage of which must automatically be passed on to another public body (say, a local government), these transactions should be treated as transactions on behalf of another institutional unit. Accordingly, that amount of the tax corresponding to the share of the other public body is recorded among the tax receipts of that body and not as a current transfer within general government.

This treatment is the only real solution possible in cases where local taxes are levied in the form of a surtax on a central government tax, and where, for example, local authorities are, within certain limits, free to determine the percentage or the amount of the surtax.

The tax receipts of each sub-sector include, therefore, not only its own taxes but also the share which it receives of the taxes of other sub-sectors. This treatment is applied systematically to taxes collected by central government agencies on behalf of local government authorities and on behalf of the institutions of the European Communities. As regards the proper tax resources of the latter, these include the ECSC levy on coal and steel enterprises and, from 1971 on, the agricultural levies, sugar contributions and part of the customs duties.

The distinction between tax receipts on behalf of another institutional unit and transfers of tax receipts within general government needs to be emphasized. Only those tax receipts which are collected by another public agency and which are automatically passed on to the receiving sub-sector are recorded among the latter's resources. This excludes transfers from central government which, even though being financed by tax receipts, are generally made through the intermediary of certain funds (provincial or local authorities' funds) and on the basis of variable parameters (population, surface area, etc.).

C. ACTUAL SOCIAL WELFARE CONTRIBUTIONS

Actual social welfare contributions (R 62) include all payments made by insured persons or their employers to institutions providing social welfare benefits in order to acquire or preserve the right to these benefits.

Among actual social welfare contributions, a distinction is drawn between:

- a) Employers' actual social welfare contributions (R 621)

- b) Employees' social welfare contributions (R 622)
- c) Social welfare contributions by self-employed and non-employed persons (R 623).

Actual social welfare contributions may be received by:

- a) social security funds
- b) other sub-sectors of general government (i.e. central or local government)
- c) pension funds, friendly societies, insurance companies and other institutions classified in the insurance enterprises sector
- d) the rest of the world.

Actual social welfare contributions paid to sectors mentioned under c) and d), above, are not recorded in the present annuaire, because they are not levied by general government.

Payments of actual social welfare contributions may be compulsory by legal regulation or statute; or they may be paid because of collective agreements at an

industry level or agreements between employer and employees at an enterprise level, or because they are written into the contract of employment itself. In certain cases, the contributions may be voluntary (e.g. contributions paid by persons who are not, or who are no longer, legally obliged to make such payments).

In principle, voluntary contributions should be excluded from the data given in the present yearbook; in practice, however, they have not been eliminated since, while it is known that the amounts involved are relatively small, most countries are unable to compile these statistics.

Finally, it should be mentioned that the term actual social welfare contributions has been chosen in order to distinguish these from imputed social welfare contributions, the latter representing the counterpart to social welfare benefits paid directly, i.e. without any contributory scheme, by employers. (e.g. retirement pensions paid directly by general government to its civil servants). Such imputed contributions have not been included in the present yearbook as they do not represent any actual receipts of general government.

SECTION II

STATISTICAL COMMENTS AND COMPARATIVE TABLES

The aggregation of the detailed data set out in this yearbook, and the comparison of these data between countries, enable an overall picture to be obtained of the tax systems of the Member countries of the European Communities from three points of view:

- 1) Total receipts from taxes and social welfare contributions
- 2) comparative structure of these receipts by categories
- 3) breakdown of these receipts according to sub-sectors of general government and institutions of the European Communities.

1. TOTAL TAX RECEIPTS AND SOCIAL WELFARE CONTRIBUTIONS

In this yearbook, these are taken to mean the total revenue from taxes and the actual social welfare contributions received by general government.

The amounts and rates of increase of these revenues in the nine Member countries are given in Table A.

If the figures for the real rates for the period 1968-1972 are studied, it can be seen that the increase in total tax receipts and social welfare contributions was highest

Table A: Total tax receipts and social welfare contributions, 1968-1972

	Germany (FR)	France	Italy	Netherlands	Belgium	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Denmark
	in millions of units of the national currencies (in thousands of millions for Italy)								
1968	177 906	219 341	14 648.4	35 428	354 105	12 274	15 051	364.37	33 997
1969	209 882	256 214	15 669.7	40 498	397 650	14 143	16 980	431.28	36 690
1970	232 348	280 424	17 319.6	46 572	453 898	17 129	19 074	508.14	49 182
1971	264 339	307 306	19 311.1	54 922	508 577	19 305	20 129	602.77	56 154
1972	292 881	346 793	21 262.6	63 643	570 850	21 880	21 407	694.00	63 813
	nominal rates of increase (in %)								
1969/68	18.0	16.8	7.0	14.3	12.2	15.2	12.8	18.4	7.9
1970/69	10.7	9.4	10.5	15.0	14.1	21.1	12.3	17.8	34.0
1971/70	13.8	9.6	11.5	17.9	12.0	12.7	5.5	18.6	14.2
1972/71	10.8	12.8	10.1	15.9	12.2	13.3	6.3	15.1	13.6
1972/68	64.6	58.1	45.2	79.6	61.2	78.3	42.2	90.5	87.7
	real rates of increase ⁽¹⁾ (in %)								
1972/68	29.9	26.1	15.7	36.0	32.0	39.0	7.4	27.3	45.4

in Denmark (45%), Luxembourg (39%) and the Netherlands (36%), average in Belgium (32%), the Federal Republic of Germany (30%), Ireland (27%) and France (26%), and noticeably lower in Italy (16%) and the United Kingdom (7%).

Table B gives the amounts of total tax receipts and social welfare contributions and of the gross domestic product for 1972, expressed in a common monetary unit, the Eur ⁽²⁾, and shows the value of these two aggregates per capita.

These figures show that, in 1972, taxes and social welfare contributions per capita, expressed in Eur, were highest in Denmark and lowest in Ireland.

A fairly long way behind Denmark (1686 Eur) come Germany, the Benelux countries and France (1200 to 1360 Eur), while the figure for the United Kingdom is only 919 Eur. Italy and Ireland are bottom of the table with 619 and 553 Eur respectively.

It is obvious that per capita data on tax receipts and social welfare contributions alone are insufficient to

(1) The real rates were obtained by deflating the nominal rates by the price index of the gross domestic product.

(2) Conversion to Eur was based on the official parities declared to the IMF or on the central rates of exchange (1 Eur = 1 unit of account of the European Communities = 0.888671 gr. of fine gold).

Table B: Tax receipts and social welfare contributions and gross domestic product at market prices, 1972

	Tax receipts and social welfare contributions		Gross domestic product at market prices	
	total Mio Eur	per capita Eur	total Mio Eur	per capita Eur
Germany (FR)	83 711	1 357	237 047	3 844
France	62 438	1 207	180 390	3 489
Italy	33 678	619	108 738	1 999
Netherlands	18 066	1 355	42 571	3 194
Belgium	11 732	1 208	32 191	3 315
Luxembourg	450	1 292	1 219	3 502
United Kingdom	51 377	919	147 912	2 647
Ireland	1 666	553	5 299	1 758
Denmark	8 420	1 686	19 486	3 902
EUR 9	271 538	1 065	774 853	3 038

measure the tax burden. To this end, the per capita gross domestic product must also be taken into account, and if this is done, there is fairly close correlation between the two parameters in most cases. This correlation is far from perfect, however, and a look at Table B reveals some striking exceptions. Although Denmark and Germany, for instance, have approximately the same per capita gross domestic product, tax receipts and social welfare contributions in Denmark are noticeably higher than in Germany. The situation in the Netherlands is even more striking. Although the per

capita gross domestic product of this country is lower than in Luxembourg, France and Belgium, its tax receipts and social welfare contributions are much higher and approach the level of those in Germany.

Table C shows the ratio of tax receipts, actual social welfare contributions and total tax receipts and social welfare contributions to the gross domestic product at market prices. This comparison is not affected by exchange rates nor by differences in levels and movements of prices between countries.

Table C: Tax receipts and social welfare contributions in percent of gross domestic product at market prices 1968-1972

	Germany (FR)	France	Italy	Netherlands	Belgium	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Denmark
	Tax receipts								
1968	23.0	22.4	19.7	25.3	24.1	21.7	29.9	26.4	34.6
1969	24.4	22.7	19.4	25.1	24.5	22.1	32.0	27.1	32.6
1970	23.1	22.0	18.3	25.5	24.6	23.2	32.6	28.5	39.8
1971	23.7	21.3	18.6	26.4	25.0	24.8	30.9	29.5	41.4
1972	23.7	21.6	18.6	27.0	25.0	26.1	29.4	28.6	41.3
	Actual social welfare contributions								
1968	9.9	12.4	11.4	13.5	10.0	9.8	5.0	2.3	1.9
1969	10.2	12.7	10.9	14.1	10.0	9.3	4.8	2.3	1.8
1970	10.7	12.7	11.6	14.4	10.7	9.9	5.2	2.5	1.8
1971	11.1	12.9	12.2	15.2	11.1	10.4	5.0	2.8	1.9
1972	11.6	13.0	12.4	15.4	11.5	10.8	5.4	2.9	1.9
	Tax receipts and social welfare contributions								
1968	32.9	34.9	31.2	38.8	34.1	31.4	34.9	28.8	36.5
1969	34.7	35.4	30.3	39.2	34.5	31.4	36.8	29.5	34.4
1970	33.8	34.7	29.9	39.9	35.3	33.1	37.9	31.0	41.6
1971	34.8	34.2	30.8	41.6	36.2	35.2	35.9	32.3	43.2
1972	35.3	34.6	31.0	42.4	36.4	36.9	34.7	31.4	43.2

If only tax receipts are considered, it is immediately evident that, for the period covered, their level as compared to the GDP, is higher in the new Member countries than in the original ones. Denmark is remarkable not only for its high level but also for the rapid increase in the ratio. The United Kingdom is second, but the level there has been falling since 1970. Not only do Italy and France have the lowest levels, but these have also fallen slightly since 1968. In the other Community countries, the ratio of tax receipts to the gross domestic product is rising.

Compared to GDP, the amount paid on actual social welfare contributions is generally inversely proportional to the tax receipts. In all the original Member countries, the percentage represented by actual social welfare contributions is at least 10%. It is higher in France and Italy, where the percentage for tax receipts is lowest. The position of the Netherlands is exceptional in that, of the six original Members, this country has the highest level for both actual social welfare contributions and tax receipts. In the new Member countries, social welfare contributions are noticeably lower, but this is offset by a higher tax incidence. An extreme example of this is Denmark, which has the highest percentage for tax receipts (41.3%) and the lowest for actual social welfare contributions (1.9%). It should also be noted that the ratio of social welfare contributions to the gross domestic product has increased over the past few years in all Community countries except Denmark.

The above findings show clearly that conclusions about the relative importance of tax receipts and social welfare contributions in the various countries can be drawn only by considering not just the tax receipts themselves, but also the social welfare contributions. In this context, it is of interest to note that the nine countries of the enlarged Community fall into three distinct groups. The first consists of Denmark and the Netherlands, where tax receipts and social welfare contributions amount to 42 to 43% of the gross domestic product. The second group is made up of Germany, France, Belgium, Luxembourg and the United Kingdom, for which the corresponding figure is about 35%.

The third group comprises Ireland and Italy, where the percentage amounts to only 31% of the gross domestic product. These two countries also have the lowest per capita product or income, and hence the lowest capacity for paying taxes and contributions.

One feature of the ratios of tax receipts and social welfare contributions to GDP in most of the countries is an increase over the period 1968-1972, the increase being particularly sharp in Denmark and Luxembourg.

In France and Italy, however, the ratios have remained the same, while the United Kingdom shows a marked decrease since 1970.

2. COMPARATIVE STRUCTURE OF TAX RECEIPTS AND SOCIAL WELFARE CONTRIBUTIONS

Table D gives a breakdown of the total receipts of the Member countries in 1972 into the various categories of taxes and social welfare contributions and highlights the main differences between the tax systems.

Within the total receipts from taxes and social welfare contributions the proportion accounted for by **taxes linked to production and imports** varies widely from one country to the other. The figure is highest in Ireland (59%) and lowest in the Netherlands (28%). The other countries fall into three groups:

- France and the United Kingdom (44% and 42%)
- Denmark (39%), Germany (37%)⁽¹⁾ and Italy (37%)
- Belgium and Luxembourg (33%)⁽¹⁾.

Of the taxes linked to production and imports, the value added tax was being applied in six countries in 1972. Its net yield accounts for 26% of total receipts in France, 18% in Belgium, about 16% in Denmark, Germany and the Netherlands and only 12% in Luxembourg. Another notable feature is the low percentage (6.4%) for the general turnover taxes (purchase tax) in the United Kingdom.

Excise duties and taxes on the consumption of goods represent 7 to 11% of total receipts in five countries, 14% in Denmark, approximately 18% in Italy and the United Kingdom and 28% in Ireland.

The proportion of taxes on land and buildings is more than 10% in the United Kingdom and Ireland, whereas the corresponding figure for four original Member countries is less than 1%. It should be noted that, in the United Kingdom and Ireland, these are the only taxes levied by local authorities (rates).

Capital taxes, comprising mainly inheritance taxes, death duties and gift taxes, represent only a very small part of total receipts in the Member countries, the highest percentages being recorded in the United Kingdom (2.3%) and Ireland (1.9%).

The proportion of total tax receipts and social welfare contributions accounted for by **current taxes on income and wealth** is highest in Denmark and the United

(1) The percentages given for Germany and Luxembourg include the trade tax (Gewerbesteuer). The economic nature — and hence the classification — of this tax are debatable. If it were included among current taxes on income and wealth, the percentage for taxes linked to production and imports would fall to 32% for Germany and 30% for Luxembourg.

Kingdom, with 56 % and 41 % respectively. Direct taxation is lowest in France (18 %) and Italy (22 %), while the percentage in the other countries ranges from 30 to 37 %.

In the new Member countries, **actual social welfare contributions** represent only a relatively small part of total receipts from taxes and social welfare contributions.

Italy and France, which have the lowest proportion of direct taxation, have the highest percentages for social welfare contributions, with 40 % and 38 % respectively. The structure of taxes and social welfare contributions in the other countries is more evenly balanced, with the two large categories of taxes and the social welfare contributions each accounting for approximately one third of total receipts.

Table D: Comparative structure of tax receipts and social welfare contributions, 1972 (a)

	Germany (FR)	France	Italy	Netherlands	Belgium	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Denmark	EUR 9
I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	36.6	44.1	37.4	28.2	33.2	33.5	41.8	59.4	39.3	38.9
1. General turnover taxes	16.0	26.1	10.9	15.4	18.1	12.4	6.4	14.5	16.5	15.7
2. Import duties and agricultural levies	1.2	0.9	1.7	2.1	2.1	1.9	1.7	2.6	2.6	1.4
3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	9.7	7.6	18.3	7.1	7.9	7.7	17.4	28.4	14.3	11.7
4. Taxes on services	1.0	1.2	2.6	0.1	0.7	0.5	0.8	0.6	0.1	1.1
5. Taxes on land and buildings	1.0	1.2	(b)	0.3	(b)	0.9	11.1	10.1	3.7	2.9
6. Stamps, registration and similar duties	0.7	1.8	4.4	0.9	1.9	4.3	1.0	1.7	1.2	1.6
7. Other taxes linked to production and imports	7.0	5.3	1.4	2.4	2.5	5.8	3.2	1.4	0.9	4.5
II. Current taxes on income and wealth	30.4	17.8	22.0	35.1	34.5	36.7	40.5	29.7	55.8	29.6
III. Capital taxes	0.2	0.5	0.6	0.5	0.9	0.5	2.3	1.9	0.4	0.8
IV. Total tax receipts (I + II + III)	67.2	62.4	60.0	63.7	68.5	70.7	84.5	90.9	95.6	69.3
V. Actual social welfare contributions	32.8	37.6	40.0	36.3	31.5	29.3	15.5	9.1	4.4	30.7
VI. Total tax receipts and actual social welfare contributions (IV + V)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

3. BREAKDOWN OF TOTAL TAX RECEIPTS AND SOCIAL WELFARE CONTRIBUTIONS BY SUB-SECTORS OF GENERAL GOVERNMENT AND INSTITUTIONS OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Table E gives a breakdown of total tax receipts and social welfare contributions by receiving sub-sector in accordance with the criteria laid down in section I B and C. This breakdown creates some delicate problems, insofar as not only the methods of collecting taxes and of allocating the revenue to central and local government, but also the organisation and financing of social security funds differ basically from one country to the other.

On the basis of the criteria referred to, the breakdown for 1972 was as follows (see page 28).

A distinction must first be made between the proportion allocated to general government and the share of the institutions of the European Communities. The latter covers the ECSC levy on coal and steel production and, since 1971, as a result of the Council decisions laying down the resources belonging to the European Communities, also includes the agricultural levies, the sugar levies and a part of the customs duties. In 1972, the proportion of total tax receipts and social welfare contributions allocated to the institutions of the European Communities ranged in the six original Member countries from 0.6 % (France) to 1.4 % (Belgium).

(a) 1972/73 in the case of Ireland and Denmark.

(b) For Italy and Belgium, taxes on land and buildings are classed as current taxes on income and wealth.

Table E: Breakdown of tax receipts and social welfare contributions by receiving sub-sector, 1972

%

	General government (S 60)				Institutions of the European Communities (S 92)
	Central government (S 61)	Local government (S 62)	Social security funds (S 63)	Total	
Germany (FR)	58.2 (a)	8.2	32.8	99.2	0.8
France	57.1	5.7	36.6	99.4	0.6
Italy	50.5	8.9	39.4	98.9	1.1
Netherlands	61.0	1.4	36.3	98.8	1.2
Belgium	63.3	5.1	30.2	98.6	1.4
Luxembourg	58.4	11.8	28.8	99.0	1.0
United Kingdom	74.7	11.1	14.2	100.0	—
Ireland	80.8	10.1	9.1	100.0	—
Denmark	69.2	26.2	4.4	99.8	0.2 (b)

The figures for the distribution of revenue between the sub-sectors of general government reveal considerable differences between countries. In the case of the social security funds, for instance, the proportions in the original Member countries vary between 29 % for Luxembourg and 39 % for Italy, whereas the figure is only 14 % for the United Kingdom, 9 % for Ireland and 4 % for Denmark.

As regards the proportion of total revenue allocated to local government, Denmark is conspicuous for having the highest percentage (26 %). The figure is lowest in the Netherlands (1.4 %) and in Belgium (5.1 %). It should, however, be noted that the data for these two countries do not include the tax revenue collected by the State and redistributed to local government bodies through special local and provincial funds.

In the case of France, it should be pointed out that the 5.7 % allocated of local government do not include the compensatory payments made by the State to local government to make up for the abolition of the payroll tax (*taxe sur les salaires*), since these payments are charged to the general State budget. If they were shown as tax receipts of local government, as is done in the French national accounting, the percentage would increase to 9.4 % for 1972.

It should also be noted that, in Italy, the proportion allocated to local government includes the State taxes benefiting those regions which have a special status. The revenue from these taxes is based on provisional estimates.

(a) Bund and Länder.

(b) Since the data for Denmark refer to the fiscal year 1972/73, this figure represents the payments for the first three months of 1973.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite		Seite
EINLEITUNG	33		
ABSCHNITT I: <i>Begriffe und Definitionen des Europäischen Systems Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen (ESVG)</i>	37	— Italien	78
A. Gliederung der Steuern	37	— Niederlande	80
B. Zuordnung des Steueraufkommens nach empfangenden Teilsektoren	38	— Belgien	82
C. Tatsächliche Sozialbeiträge	39	— Luxemburg	84
ABSCHNITT II: <i>Statistischer Kommentar und Vergleichstabellen</i>	40	— Vereinigtes Königreich	86
ABSCHNITT III: <i>Zusammengefaßte Tabellen nach Ländern</i>	73	— Irland	88
Tabelle 1: Steuereinnahmen und tatsächliche Sozialbeiträge nach Arten		— Dänemark	90
Tabelle 2: Steuereinnahmen und tatsächliche Sozialbeiträge nach empfangenden Teilsektoren		ABSCHNITT IV: <i>Aufgegliederte Tabellen nach Ländern</i>	93
— Deutschland (BR)	74	Tabelle 3: Steuereinnahmen nach Arten und empfangenden Teilsektoren	
— Frankreich	76	Tabelle 4: Tatsächliche Sozialbeiträge nach Arten und empfangenden Teilsektoren	
		— Deutschland (BR)	94
		— Frankreich	98
		— Italien	104
		— Niederlande	110
		— Belgien	114
		— Luxemburg	118
		— Vereinigtes Königreich	122
		— Irland	126
		— Dänemark	128

Zeichen und Abkürzungen

Gesamtheit der Mitgliedsländer der Europäischen Gemeinschaften	EUR 9	Deutsche Mark	DM
Nichts	—	Französischer Franc	Ffr
Unbedeutend	0	Italienische Lira	Lit
Kein Nachweis vorhanden	·	Holländischer Gulden	Fl
Unsichere oder geschätzte Angabe	()	Belgischer Franc	Fb
Vom Statistischen Amt der Europäischen Gemeinschaften vorgenommene schätzung	[]	Luxemburgischer Franc	Flx
Million	Mio	Pfund Sterling, irisches Pfund	£
Milliarde	Mrd	Dänische Krone	Dkr
		Rechnungseinheit der Europäischen Gemeinschaften = 0,888671 Gr. Feingold	Eur

EINLEITUNG

Das vorliegende Jahrbuch, das die neuesten Zahlenangaben über die Steuereinnahmen in den Mitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften enthält, ist in zweifacher Hinsicht erweitert worden. Einerseits findet der Leser darin erstmalig Angaben für das Vereinigte Königreich, Irland und Dänemark, was Vergleiche auf der Ebene der erweiterten Gemeinschaft ermöglicht, und andererseits umfaßt der bisher auf die eigentlichen Steuern beschränkte Darstellungsbereich jetzt auch die vom Staat erhobenen Sozialbeiträge.

Die Einbeziehung der Steuerstatistiken der drei neuen Mitgliedsländer ist durch die aktive Mithilfe, die die Statistischen Ämter und die Steuerbehörden dieser Länder dem Statistischen Amt der Europäischen Gemeinschaften geleistet haben, wesentlich erleichtert worden. So konnte für die Unterscheidung zwischen Zöllen und Verbrauchsteuern, der im Vereinigten Königreich und Irland traditionsgemäß Kriterien zugrundeliegen, die weitgehend von denen der übrigen Länder der Gemeinschaft abweichen, mittels einer von den britischen und irischen Behörden vorgenommenen speziellen Zuordnung gewisser Steuern und der Aufgliederung einiger "customs duties" in einen Zollschutz und einen Steueranteil eine homogene Grundlage geschaffen werden.

Eine weitere Schwierigkeit institutioneller Art besteht darin, daß das Haushaltsjahr der drei neuen Mitgliedsländer nicht mit dem Kalenderjahr übereinstimmt, sondern vom 1. April bis zum 31. März läuft. Für das Vereinigte Königreich, in dem detaillierte Angaben über die Steuereinnahmen auch für Kalenderjahre verfügbar sind, konnte diese Schwierigkeit überwunden werden. Für Irland und Dänemark dagegen beziehen sich die in dem vorliegenden Jahrbuch veröffentlichten Zahlen auf das Haushaltsjahr. In den Vergleichstabellen gelten daher für Irland und Dänemark die für ein Jahr angegebenen Zahlen für den Zeitraum vom 1. April dieses Jahres bis zum 31. März des folgenden Jahres.

* * *

Die Einbeziehung der Sozialbeiträge in das vorliegende Jahrbuch steht in engem Zusammenhang mit der Erweiterung der Gemeinschaft. Aufgrund der Tatsache, daß die neuen und alten Mitgliedstaaten ihre Sozialausgaben zu sehr unterschiedlichen Anteilen aus Steuern und aus Sozialbeiträgen finanzieren, ist ein zwischenstaatlicher Vergleich nur dann sinnvoll, wenn nicht nur

die Steuereinnahmen, sondern auch die Sozialabgaben berücksichtigt werden.

Bei den in dem vorliegenden Jahrbuch nachgewiesenen Sozialbeiträgen handelt es sich um die vom Staat erhobenen tatsächlichen Sozialbeiträge. Unterstellte Sozialbeiträge, die keiner tatsächlichen Einnahme des Staates entsprechen, sind daher ausgeschlossen, ebenso wie tatsächliche Sozialbeiträge, die an Versicherungsunternehmen geleistet werden. Dagegen werden die vom Staat vereinnahmten tatsächlichen Sozialbeiträge in ihrer Gesamtheit berücksichtigt. Damit sind auch Sozialbeiträge, die freiwillig gezahlt werden, einbezogen; die betreffenden Beiträge sind jedoch im Vergleich zu den Pflichtsozialbeiträgen gering.

In den Tabellen des vorliegenden Jahrbuches sind die tatsächlichen Sozialbeiträge systematisch mit einbezogen, werden jedoch getrennt von den eigentlichen Steuereinnahmen ausgewiesen.

* * *

Die nachstehenden drei Steuerkategorien und die Sozialbeiträge entsprechen genau den Definitionen des Europäischen Systems Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen (ESVG) ⁽¹⁾. Dieses unterscheidet nach ihrer volkswirtschaftlichen Bedeutung:

- I. Laufende Einkommen- und Vermögensteuern (R 61)
- II. Vermögenswirksame Steuern (R 72)
- III. Produktionssteuern und Einfuhrabgaben (R 20)
- IV. Tatsächliche Sozialbeiträge (R 62).

In dem vorliegenden Jahrbuch wird die Kategorie "Produktionssteuern und Einfuhrabgaben" außerdem noch wie folgt aufgeschlüsselt:

- R 201 Allgemeine Umsatzsteuern
- R 202 Zölle und Agrarabschöpfungen
- R 203 Verbrauchsteuern
- R 204 Steuern auf Dienstleistungen
- R 205 Grundsteuern
- R 206 Stempel-, Eintragung- und Verkehrsteuern
- R 207 Sonstige Produktionssteuern und Einfuhrabgaben.

Die aufgegliederten Ländertabellen (Abschnitt IV) enthalten Angaben über die Einnahmen für jede einzelne Steuer ohne Rücksicht auf Gliederungskriterien. Benutzer, die sich für eine andere Einteilung interessieren,

(1) Europäisches System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen (ESVG), Statistisches Amt der Europäischen Gemeinschaften, 1970.

können so selber die notwendigen Zusammenfassungen nach ihren besonderen Bedürfnissen durchführen.

Leser, die sich über die Merkmale (Bemessungsgrundlage, Steuerpflichtige, Erhebungsverfahren, usw.) einer bestimmten Steuer unterrichten möchten, werden auf die Beschreibung in dem von der Kommission der Europäischen Gemeinschaften, Generaldirektion "Binnenmarkt und Rechtsangleichung", herausgegebenen "Inventar der Steuern, Ausgabe 1972" hingewiesen. In dieser Veröffentlichung werden die Steuern mit den gleichen Schlüsselzahlen gekennzeichnet wie in dem vorliegenden Jahrbuch.

Bei den nachstehend veröffentlichten Angaben handelt es sich in der Regel um Kassenzahlen; der Nachweis erfolgt also im Zeitpunkt der kassenmässigen Vereinnahmung und nicht im Zeitpunkt der Fälligkeit.

Die Zahlen für 1972 sind vorläufig.

Das Jahrbuch Steuerstatistik ist wie folgt gegliedert:

- I. Begriffe und Definitionen des Europäischen Systems Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen (ESVG)
- II. Statistischer Kommentar und Vergleichstabellen
- III. Zusammengefaßte Tabellen nach Ländern
- IV. Aufgegliederte Tabellen nach Ländern.

ABSCHNITT I : **Begriffe und Definitionen des Europäischen Systems Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen (ESVG)**

ABSCHNITT II : **Statistischer Kommentar und Vergleichstabellen**

ABSCHNITT I

BEGRIFFE UND DEFINITIONEN DES EUROPÄISCHEN SYSTEMS VOLKSWIRTSCHAFTLICHER GESAMTRECHNUNGEN (ESVG)

A. GLIEDERUNG DER STEUERN

Das ESGV unterscheidet drei Kategorien von Steuern:

1. Laufende Einkommen- und Vermögensteuern (R 61)
2. Vermögenswirksame Steuern (R 72)
3. Produktionsteuern und Einfuhrabgaben (R 20).

1. **Die laufenden Einkommen- und Vermögensteuern** (R 61) umfassen alle regelmäßig vom Staat und von der Übrigen Welt erhobenen Zwangsabgaben auf Einkommen und Vermögen von institutionellen Einheiten.

Sie schließen somit Abgaben vom Vermögen, die nicht regelmäßig anfallen, wie Erbschaftsteuern und außerordentliche Vermögensabgaben, aus.

Zu den laufenden Einkommen- und Vermögensteuern rechnen insbesondere:

a) Steuern vom Einkommen natürlicher Personen (aus unselbständiger Arbeit, aus Vermögen, aus Untermertätigkeit, aus Pensionsleistungen usw.) einschließlich der Grundsteuern in den Fällen, in denen diese Steuern lediglich eine Form der Berechnung und Erhebung eines Teils der globalen Einkommensteuer darstellen

b) Steuern auf die Gewinne von Gesellschaften und anderen juristischen Personen

c) laufende Abgaben vom Vermögen und Besitz von privaten Haushalten, Kapitalgesellschaften und Organisationen ohne Erwerbscharakter

d) Steuern auf Lotteriegewinne sowie sonstige Spiel- und Wettgewinne

e) Kraftfahrzeugsteuern und sonstige Abgaben von privaten Haushalten für die Nutzung von Kraftfahrzeugen zu nichtproduktiven Zwecken.

Nicht zu dieser Kategorie gehören Gebühren für die Benutzung von Rundfunk- und Fernsehgeräten, deren Erlös den Hörfunk- und Fernsehanstalten zufließt. Diese Gebühren werden im ESGV als Käufe von marktbestimmten Dienstleistungen angesehen.

Es ist darauf hinzuweisen, daß der zu buchende Steuerbetrag auch Verzugszuschläge und eventuelle zusätzliche Veranlagungs- und Einziehungskosten ent-

hält; er ist vermindert um Steuererstattungen, welche der Staat im Rahmen seiner Wirtschaftspolitik vornimmt, sowie um Rückzahlungen bei ungerechtfertigter Erhebung.

2. **Vermögenswirksame Steuern** (R 72) sind Zwangsabgaben, welche der Staat in unregelmäßigen Abständen vom Vermögen oder Besitz der institutionellen Einheiten erhebt.

Das Kriterium des Fehlens einer Periodizität in der Besteuerung liegt dieser Definition zugrunde und ermöglicht es, die vermögenswirksamen Steuern von den laufenden Einkommen- und Vermögensteuern zu unterscheiden. Zur Kategorie der vermögenswirksamen Steuern gehören Erbschaft- und Schenkungsteuern und außerordentliche Vermögensabgaben.

3. **Produktionsteuern und Einfuhrabgaben** (R 20) sind Zwangsabgaben, die der Staat oder die Institutionen der Europäischen Gemeinschaften von produzierenden Einheiten erheben und welche die Produktion und die Einfuhr von Waren und Dienstleistungen oder den Einsatz von Produktionsfaktoren belasten. Die Steuern sind ohne Rücksicht darauf zu zahlen, ob Betriebsgewinne erzielt worden sind oder nicht.

Der Begriff Produktion ist hier im weiten Sinne der Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen zu verstehen und umfaßt außer der Warenproduktion auch Dienstleistungen (des Handels, des Verkehrs, des Kreditwesens, des Versicherungsgewerbes usw.). Steuern auf den Verkauf und den Kauf von Waren und Dienstleistungen gehören ebenfalls zu den Produktionsteuern.

Das ESGV unterscheidet ⁽¹⁾:

- Produktionsteuern (R 21)
- Einfuhrabgaben (R 29).

Produktionsteuern (R 21)

Die Produktionsteuern (R 21) umfassen insbesondere folgende Steuern und Abgaben:

- a) Mehrwertsteuer ⁽²⁾
- b) Sonstige Steuern auf den Umsatz ⁽²⁾
- c) Verbrauchsteuern ⁽²⁾

(1) Diese Aufteilung ist in dem vorliegenden Jahrbuch nicht enthalten.

(2) Ohne den Teil dieser Steuern, der als Einfuhrabgaben zu betrachten ist.

- d) Eintragungsteuern, ohne diejenigen, die auf die unentgeltliche Überlassung von Eigentum erhoben werden
- e) Stempelabgaben, ohne diejenigen, die von privaten Haushalten bei Inanspruchnahme von Dienstleistungen des Staates gezahlt werden
- f) Verkaufsteuern
- g) Vergnügungsteuern
- h) Wett-, Spiel- und Lotteriesteuern außer Steuern auf die erzielten Gewinne
- i) Kraftfahrzeugsteuern auf Kraftfahrzeuge, die als Anlagegüter angesehen werden
- j) Grundsteuern außer in den Fällen, in denen diese Steuern lediglich eine Form der Berechnung und Erhebung eines Teils der globalen Einkommensteuer darstellen
- k) Steuern auf die Lohnsumme und die installierte Antriebsleitung
- l) Kapitalverkehrssteuern
- m) Gewinne von Staatsmonopolen, die von diesen an den Fiskus abgeführt werden
- n) Betriebsüberschüsse von öffentlichen Unternehmen, die zwar keine Staatsmonopole sind, aber eine Monopolstellung einnehmen, soweit diese Betriebsüberschüsse nicht nur vorübergehend eine normale Gewinnspanne übersteigen
- o) Ausfuhrabgaben
- p) Abgaben, Gebühren und Kostenbeteiligungen, die von produzierenden Einheiten an den Staat für die Inanspruchnahme von Dienstleistungen gezahlt werden müssen, welche dieser im Rahmen seiner allgemeinen Verwaltungsaufgaben erbringt (z.B. Paßgebühren, Gebühren für Untersuchungen, Führerscheine, Gerichtskosten).

Einfuhrabgaben (R 29) umfassen alle Zwangsabgaben, die vom Staat oder von Institutionen der Europäischen Gemeinschaften auf eingeführte Güter erhoben werden, die in den freien Verkehr des Wirtschaftsgebietes eines Landes eingehen. Hierzu gehören insbesondere die Zölle, die Abschöpfungsbeträge auf eingeführte landwirtschaftliche Erzeugnisse, die Mehrwertsteuer auf Einfuhren, sonstige Umsatzsteuern auf Einfuhren (Einfuhrausgleichsteuern) sowie allgemeine und spezielle Verbrauchsteuern auf eingeführte Güter.

B. ZUORDNUNG DES STEUERAUFKOMMENS NACH EMPFANGENDEN TEILSEKTOREN

Das vorliegende Jahrbuch sieht als Empfänger der Steuereinnahmen dem ESVG gemäß folgende Teilsektoren vor:

- Zentralstaat (S 61) ⁽¹⁾
- Lokale Gebietskörperschaften (S 62)
- Institutionen der Europäischen Gemeinschaften (S 92).

Die beiden erstgenannten Teilsektoren gehören zum Sektor „Staat“ der Volkswirtschaft. Die Institutionen der Europäischen Gemeinschaften sind ein Teilsektor des Sektors „Übrige Welt“.

Der Nachweis der Steuereinnahmen bei den einzelnen Teilsektoren beruht auf dem Kriterium des endgültigen Steuerempfängers und nicht auf dem der Stelle, welche die Steuern erhebt. Demnach gilt folgende Zuordnungsregel: wenn eine Körperschaft des Staates (z.B. der Zentralstaat) Steuern einnimmt, von denen ein bestimmter Anteil automatisch an eine andere staatliche Stelle (z.B. eine lokale Gebietskörperschaft) abgetreten werden muß, wird angenommen, daß es sich um eine Transaktion für Rechnung anderer handelt. In diesem Fall wird der Teil der Steuereinnahmen, der für die andere öffentliche Körperschaft bestimmt ist, als Steuer behandelt, die von dieser anderen Körperschaft erhoben wird, und nicht als eine laufende Übertragung innerhalb des Staates. Für Steuern, welche in Form von Zuschlägen zu Steuern des Zentralstaates erhoben werden und bei denen z.B. die Gemeinden selbst innerhalb bestimmter Grenzen den Hebesatz oder den Betrag bestimmen können, ist diese Lösung sogar die einzige sinnvolle.

Die Steuereinnahmen jedes Teilsektors enthalten also nicht nur die Steuern, die ihm direkt zufließen, sondern auch die Anteile, die ihm aus den Steuereinnahmen anderer Teilsektoren automatisch zustehen. Diese Regelung gilt einheitlich für Steuern, die der Zentralstaat für Rechnung von lokalen Gebietskörperschaften und der Institutionen der Europäischen Gemeinschaften einnimmt. Die Eigenmittel der letzteren bestehen aus den EGKS-Umlagen von Kohle- und Stahlunternehmen und, ab 1971, aus den Agrarabschöpfungen und einem Anteil an den Zolleinnahmen.

Es ist hier auf den Unterschied zwischen Steuereinnahmen einer staatlichen Körperschaft für Rechnung einer anderen und Übertragungen von Steuereinnahmen zwischen staatlichen Körperschaften hinzuweisen. Bei ersteren handelt es sich ausschließlich um Steuereinnahmen, die der einnehmende Teilsektor automatisch an den empfangenden Teilsektor weiterzuleiten hat. Damit besteht eine klare Abgrenzung von den Zuweisungen an andere staatliche Körperschaften, die zwar auch aus dem Steueraufkommen finanziert werden, jedoch oft über bestimmte Fonds (Provinz- und Gemeindefonds) laufen und an variable Bemessungsgrundlagen (Einwohnerzahl, Fläche, u.ä.) gebunden sind.

(1) Für die Bundesrepublik Deutschland einschließlich der Zentralverwaltungen der Bundesländer.

C. TATSÄCHLICHE SOZIALBEITRÄGE

Tatsächliche Sozialbeiträge (R 62) umfassen alle Zahlungen, die versicherte Personen oder ihre Arbeitgeber an Institutionen leisten, die Sozialleistungen gewähren, um Ansprüche auf diese Leistungen zu erwerben und zu erhalten. Diese Sozialbeiträge gliedern sich in

- a) Tatsächliche Sozialbeiträge der Arbeitgeber (R 621)
- b) Arbeitnehmeranteil der tatsächlichen Sozialbeiträge (R 622)
- c) Sozialbeiträge von Nichtarbeitnehmern (R 623).

Tatsächliche Sozialbeiträge können an folgende Stellen geleistet werden:

- a) Sozialversicherungsinstitutionen
- b) übrige staatliche Stellen (d.h. Institutionen des Zentralstaates und lokale Gebietskörperschaften)
- c) Pensionskassen, Versicherungsvereine auf Gegenseitigkeit, Versicherungsgesellschaften und sonstige Institutionen, die dem Sektor Versicherungsunternehmen zugeordnet werden
- d) die übrige Welt.

Tatsächliche Sozialbeiträge, welche die unter c) und d) zugeordneten Institutionen erhalten, werden in dem

vorliegenden Jahrbuch nicht nachgewiesen, da sie nicht vom Staat erhoben werden.

Die Entrichtung tatsächlicher Sozialbeiträge kann aufgrund eines Gesetzes oder einer Rechtsverordnung, aufgrund eines Tarifvertrages für einen Wirtschaftsbereich, aufgrund einer Vereinbarung zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer auf Unternehmensebene, aufgrund des Arbeitsvertrags selbst und in bestimmten Fällen auf freiwilliger Grundlage erfolgen (z.B. Beiträge von Personen, die nicht oder nicht mehr gesetzlich zur Beitragszahlung verpflichtet sind).

Soweit Beitragszahlungen freiwillig erfolgen, dürften sie eigentlich in dem vorliegenden Jahrbuch nicht erscheinen; da sie aber von geringer Bedeutung sind und in den meisten Ländern zahlenmäßig kaum erfaßt werden können, sind sie noch in den Angaben enthalten.

Schließlich ist darauf hinzuweisen, daß die Bezeichnung Tatsächliche Sozialbeiträge gewählt worden ist, um diese von den unterstellten Sozialbeiträgen abzugrenzen, die den Gegenwert von Sozialleistungen darstellen, die direkt, d.h. ohne Zwischenschaltung von Beitragszahlungen von Arbeitgebern gezahlt werden (z.B. Pensionszahlungen des Staates an seine Beamten in Ruhestand). Diese unterstellten Sozialbeiträge werden in dem vorliegenden Jahrbuch nicht ausgewiesen, weil sie keine tatsächliche Einnahme des Staates darstellen.

ABSCHNITT II

STATISTISCHER KOMMENTAR UND VERGLEICHSTABELLEN

Die Zusammenfassung des im vorliegenden Jahrbuch dargebotenen Zahlenmaterials und sein Vergleich zwischen den Ländern vermitteln einen Überblick über das Steuerwesen in den Mitgliedsländern der Europäischen Gemeinschaften nach drei Gesichtspunkten:

- 1) Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen insgesamt
- 2) Strukturvergleich dieses Aufkommens nach Kategorien
- 3) Aufgliederung dieses Aufkommens nach Teilsektoren des Staates und Institutionen der Europäischen Gemeinschaften.

1. AUFKOMMEN AN STEUERN UND SOZIALBEITRÄGEN

Als Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen wird in diesem Jahrbuch der Gesamtbetrag des Steueraufkommens und der vom Staat empfangenen tatsächlichen Sozialbeiträge bezeichnet.

Die Beträge und die Zuwachsraten dieses Aufkommens in den neun Mitgliedsländern sind aus Tabelle A zu ersehen.

In Realwerten ausgedrückt ergibt sich für den Zeitraum 1968-1972 die stärkste Zunahme des Auf-

Tabelle A: Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen, 1968-1972

	Deutschland (BR)	Frankreich	Italien	Niederlande	Belgien	Luxemburg	Vereinigtes Königreich	Irland	Dänemark
in Millionen Landeswährung (Italien in Milliarden)									
1968	177 906	219 341	14 648,4	35 428	354 105	12 274	15 051	364,37	33 997
1969	209 882	256 214	15 669,7	40 498	397 650	14 143	16 980	431,28	36 690
1970	232 348	280 424	17 319,6	46 572	453 898	17 129	19 074	508,14	49 182
1971	264 339	307 306	19 311,1	54 922	508 577	19 305	20 129	602,77	56 154
1972	292 881	346 793	21 262,6	63 643	570 850	21 880	21 407	694,00	63 813
Nominelle Zuwachsraten (in %)									
1969/68	18,0	16,8	7,0	14,3	12,2	15,2	12,8	18,4	7,9
1970/69	10,7	9,4	10,5	15,0	14,1	21,1	12,3	17,8	34,0
1971/70	13,8	9,6	11,5	17,9	12,0	12,7	5,5	18,6	14,2
1972/71	10,8	12,8	10,1	15,9	12,2	13,3	6,3	15,1	13,6
1972/68	64,6	58,1	45,2	79,6	61,2	78,3	42,2	90,5	87,7
Reale Zuwachsraten ⁽¹⁾ (in %)									
1972/68	29,9	26,1	15,7	36,0	32,0	39,0	7,4	27,3	45,4

kommens an Steuern und Sozialbeiträgen in Dänemark (45 %), Luxemburg (39 %) und den Niederlanden (36 %), eine geringere Zunahme in Belgien (32 %), Deutschland (30 %), Irland (27 %) und Frankreich (26 %) sowie eine erheblich schwächere Zunahme in Italien (16 %) und im Vereinigten Königreich (7 %).

Tabelle B zeigt für das Jahr 1972, in der gemeinsamen Währungseinheit — Eur ⁽²⁾ — ausgedrückt, die Höhe des Aufkommens an Steuern und Sozialbeiträgen und des Bruttoinlandsprodukts sowohl global als auch je Einwohner.

Die Tabelle zeigt, daß das in Eur ausgedrückte Pro-Kopf-Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen im Jahre 1972 in Dänemark am höchsten und in Irland am niedrigsten war.

Deutschland, die Beneluxländer und Frankreich (1200 bis 1360 Eur) folgen in ziemlich weitem Abstand hinter Dänemark (1686 Eur), wogegen das Vereinigte Königreich nur einen Betrag von 919 Eur erreicht. Italien und Irland liegen mit 619 bzw. 553 Eur auf den letzten Plätzen.

(1) Die realen Werte wurden durch Division der nominellen Werte durch den Preisindex des Bruttoinlandsprodukts ermittelt.

(2) Die Umrechnung in Eur basiert auf den amtlichen IWF-Paritäten oder den Leitkursen (1 Eur = eine Rechnungseinheit der Europäischen Gemeinschaften = 0,888671 Gr. Feingold).

Tabelle B: Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen und Bruttoinlandsprodukt zu Marktpreisen in Eur, 1972

	Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen		Bruttoinlandsprodukt zu Marktpreisen	
	insgesamt Mio Eur	je Einwohner Eur	insgesamt Mio Eur	je Einwohner Eur
Deutschland (BR)	83 711	1 357	237 047	3 844
Frankreich	62 438	1 207	180 390	3 489
Italien	33 678	619	108 738	1 999
Niederlande	18 066	1 355	42 571	3 194
Belgien	11 732	1 208	32 191	3 315
Luxemburg	450	1 292	1 219	3 502
Vereinigtes Königreich	51 377	919	147 912	2 647
Irland	1 666	553	5 299	1 758
Dänemark	8 420	1 686	19 486	3 902
EUR 9	271 538	1 065	774 853	3 038

Selbstverständlich ist das Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen je Einwohner allein noch kein Maßstab für die Steuerlast. Diese kann nur beurteilt werden, wenn zur gleichen Zeit die Höhe des Bruttoinlandsproduktes je Einwohner im Betracht gezogen wird. Hierbei läßt sich im allgemeinen eine ziemlich enge Korrelation zwischen den beiden Größen feststellen. Diese Wechselbeziehung ist jedoch keineswegs vollkommen, und Tabelle B läßt einige bemerkenswerte Ausnahmen erkennen. So verzeichnet Dänemark ein ziemlich hohes Aufkommen und Deutschland ein eher mäßiges, obwohl beide ein fast gleiches Inlandsprodukt erreichen. Die Lage der Niederlande ist noch erstaunlicher. Obwohl das Bruttoinlandsprodukt je Einwohner dieses Landes niedriger ist als das von Luxemburg, Frankreich und

Belgien, ergibt sich hier ein deutlich höheres, das Niveau von Deutschland erreichendes Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen je Einwohner.

Tabelle C zeigt die Höhe des Steueraufkommens, der tatsächlichen Sozialbeiträge und des gesamten Aufkommens an Steuern und Sozialbeiträgen im Vergleich zum Bruttoinlandsprodukt zu Marktpreisen. Diese Berechnung ermöglicht einen Vergleich, der von Währungsparitäten sowie von Unterschieden im Preisniveau und in der Preisentwicklung zwischen den Ländern nicht beeinflusst ist.

Beschränkt man sich nur auf das **Steueraufkommen**, so läßt sich zunächst für den untersuchten Zeitraum feststellen, daß die Prozentsätze im Vergleich zum

Tabelle C: Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen in % des Bruttoinlandsprodukts zu Marktpreisen, 1968-1972

	Deutschland (BR)	Frankreich	Italien	Niederlande	Belgien	Luxemburg	Vereinigtes Königreich	Irland	Dänemark
Steueraufkommen									
1968	23,0	22,4	19,7	25,3	24,1	21,7	29,9	26,4	34,6
1969	24,4	22,7	19,4	25,1	24,5	22,1	32,0	27,1	32,6
1970	23,1	22,0	18,3	25,5	24,6	23,2	32,6	28,5	39,8
1971	23,7	21,3	18,6	26,4	25,0	24,8	30,9	29,5	41,4
1972	23,7	21,6	18,6	27,0	25,0	26,1	29,4	28,6	41,3
Tatsächliche Sozialbeiträge									
1968	9,9	12,4	11,4	13,5	10,0	9,8	5,0	2,3	1,9
1969	10,2	12,7	10,9	14,1	10,0	9,3	4,8	2,3	1,8
1970	10,7	12,7	11,6	14,4	10,7	9,9	5,2	2,5	1,8
1971	11,1	12,9	12,2	15,2	11,1	10,4	5,0	2,8	1,9
1972	11,6	13,0	12,4	15,4	11,5	10,8	5,4	2,9	1,9
Steueraufkommen und tatsächliche Sozialbeiträge									
1968	32,9	34,9	31,2	38,8	34,1	31,4	34,9	28,8	36,5
1969	34,7	35,4	30,3	39,2	34,5	31,4	36,8	29,5	34,4
1970	33,8	34,7	29,9	39,9	35,3	33,1	37,9	31,0	41,6
1971	34,8	34,2	30,8	41,6	36,2	35,2	35,9	32,3	43,2
1972	35,3	34,6	31,0	42,4	36,4	36,9	34,7	31,4	43,2

Bruttoinlandsprodukt in den neuen Mitgliedsländern höher liegen als in den alten. Dänemark zeichnet sich ebenso durch die Höhe des Prozentsatzes wie durch dessen schnellen Anstieg aus. Das Vereinigte Königreich steht an zweiter Stelle, allerdings geht seine Quote seit 1970 zurück. In Italien und Frankreich aber sind die Prozentsätze nicht nur an sich schon am niedrigsten, sondern sinken auch seit 1968 leicht ab. In den anderen Ländern der Gemeinschaft ist der Anteil des Steueraufkommens am Bruttoinlandsprodukt im Ansteigen begriffen.

Die **tatsächlichen Sozialbeiträge** weisen im Vergleich zum Bruttoinlandsprodukt einen im allgemeinen zum Steueraufkommen umgekehrt proportionalen Anteil auf. So erreicht der Anteil der tatsächlichen Sozialbeiträge in allen alten Mitgliedsländern mindestens zehn Prozent. In Frankreich und in Italien, wo die Prozentsätze des Steueraufkommens niedrig liegen, ist dieser Anteil größer. Die Niederlande nehmen eine Ausnahmestellung ein, denn innerhalb der Sechs hat dieses Land gleichzeitig die höchste Quote für die Sozialbeiträge und für das Steueraufkommen. In den neuen Mitgliedsländern ist die Belastung durch Sozialbeiträge zwar eindeutig geringer, wird aber durch höhere Steuern ausgeglichen. Dänemark mit dem höchsten Prozentsatz für Steuern (41,3 %) und der niedrigsten Sozialbeitragslast (1,9 %) ist hierfür ein extremes Beispiel. Schließlich ist festzustellen, daß im Laufe der letzten Jahre der Anteil der Sozialbeiträge am Bruttoinlandsprodukt in allen Ländern der Gemeinschaft, mit Ausnahme von Dänemark, angestiegen ist.

Diese Feststellungen zeigen klar, daß auf internationaler Ebene nur dann Schlußfolgerungen in bezug auf den Umfang des Aufkommens an Zwangsabgaben gezogen werden können, wenn sowohl das eigentliche Steueraufkommen als auch die Sozialbeiträge in Betracht gezogen werden. Hierzu ist für die neun Länder der erweiterten Gemeinschaft festzustellen, daß sich dieselben in drei klar zu unterscheidende Gruppen einteilen lassen. Die erste Gruppe umfaßt Dänemark und die Niederlande, bei denen das Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen 42 bis 43 % des Bruttoinlandsprodukts ausmacht. Die zweite Gruppe besteht aus Deutschland, Frankreich, Belgien, Luxemburg und dem Vereinigten Königreich. In diesen Ländern liegt die Quote bei ungefähr 35 %.

Die dritte Gruppe umfaßt Irland und Italien, wo das Aufkommen nur 31 % des Bruttoinlandsprodukts ausmacht. Es sind dies auch die Länder, in denen das Einkommen je Einwohner am niedrigsten und demzufolge auch die Steuerkraft am geringsten ist.

Die Entwicklung der Quoten des Aufkommens an Steuern und Sozialbeiträgen ist in den meisten Ländern durch ein Ansteigen während des Zeitraums von 1968 bis 1972 gekennzeichnet, wobei die Zunahme in Dänemark und Luxemburg besonders groß ist. Es muß andererseits darauf hingewiesen werden, daß die Quoten Frankreichs und Italiens stationär geblieben sind wogegen im Vereinigten Königreich seit 1970 ein spürbarer Rückgang eingetreten ist.

2. STRUKTURVERGLEICH DER AUFKOMMEN AN STEUERN UND SOZIALBEITRÄGEN

In Tabelle D werden die Aufkommen der Mitgliedsländer im Jahre 1972 in die einzelnen Steuerkategorien und die Sozialbeiträge unterteilt und die großen Unterschiede zwischen den Steuersystemen klar herausgestellt.

Auf die **Produktionsteuern und Einfuhrabgaben** entfällt je nach den Ländern ein sehr unterschiedlicher Anteil des Gesamtaufkommens. In Irland ist dieser Anteil am höchsten (59 %) und in den Niederlanden am niedrigsten (28 %). Die anderen Länder können in drei Gruppen eingeteilt werden:

- Frankreich und Vereinigtes Königreich (44 % und 42 %)
- Dänemark (39 %), Deutschland (37 %) ⁽¹⁾ und Italien (37 %)
- Belgien und Luxemburg (33 %) ⁽¹⁾.

Die zu den Produktionsteuern und Einfuhrabgaben gehörende Mehrwertsteuer wurde im Jahre 1972 in sechs Ländern erhoben. Ihr Nettoaufkommen macht in Frankreich 26 % des gesamten Aufkommens aus, in Belgien 18 %, in Dänemark, Deutschland und den Niederlanden etwa 16 % und nur in Luxemburg 12 %. Für das Vereinigte Königreich ist bei den allgemeinen Umsatzsteuern (purchase tax) der sehr niedrige Anteil (6,4 %) anzumerken.

Die Verbrauchsteuern erbringen in fünf Ländern zwischen 7 und 11 %, in Dänemark 14 %, in Italien und im Vereinigten Königreich ungefähr 18 % sowie in Irland 28 % des gesamten Aufkommens.

Auf die Grundsteuern entfallen im Vereinigten Königreich und in Irland mehr als 10 % des gesamten Aufkommens, wogegen in vier alten Mitgliedsländern nur ein Anteil von 1 % erreicht wird. Es ist zu erwähnen, daß die lokalen Gebietskörperschaften im Vereinigten Königreich und in Irland lediglich Grundsteuern ("rates") erheben.

(1) Die für Deutschland und Luxemburg ausgewiesenen Anteile enthalten die Gewerbesteuer, deren volkswirtschaftliche Bedeutung und demzufolge Zuordnung umstritten ist. Bei einer Zuordnung dieser Steuer zu den laufenden Einkommen- und Vermögensteuern würde sich der Anteil der Produktionsteuern und Einfuhrabgaben am gesamten Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen für Deutschland auf 32 % und für Luxemburg auf 30 % verringern.

Auf die **vermögenswirksamen Steuern**, die im wesentlichen die Erbschaft- und Schenkungsteuern umfassen, entfällt nur ein geringfügiger Anteil des Aufkommens an Steuern und Sozialbeiträgen in den Mitgliedsländern; die höchsten Prozentsätze weisen hier das Vereinigte Königreich (2,3 %) und Irland (1,9 %) aus.

Auf die **laufenden Einkommen- und Vermögensteuern** entfallen in Dänemark und im Vereinigten Königreich mit 56 % bzw. 41 % die höchsten Anteile am Gesamtaufkommen. Die direkte Besteuerung ist in Frankreich (18 %) und in Italien (22 %) am niedrigsten, während

die anderen Länder eine Quote zwischen 30 und 37 % verzeichnen.

Auf die **tatsächlichen Sozialbeiträge** entfällt in den neuen Mitgliedsländern nur ein verhältnismäßig geringer Anteil des gesamten Aufkommens. Italien und Frankreich sind zwar die Länder mit der geringsten Direktbesteuerung, ihr Anteil an Sozialbeiträgen liegt dafür aber mit 40 bzw. 38 % auch am höchsten. In den anderen Ländern ist die Struktur des Aufkommens besser ausgeglichen; auf jede der beiden großen Steuerkategorien und auf die Sozialbeiträge entfällt dort etwa ein Drittel des gesamten Aufkommens.

Tabelle D: Strukturvergleich der Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen, 1972 (a)

	Deutschland (BR)	Frankreich	Italien	Niederlande	Belgien	Luxemburg	Vereinigtes Königreich	Irland	Dänemark	EUR 9
I. <i>Produktionsteuern und Einfuhrabgaben (1 bis 7)</i>	36,6	44,1	37,4	28,2	33,2	33,5	41,8	59,4	39,3	38,9
1. Allgemeine Umsatzsteuern	16,0	26,1	10,9	15,4	18,1	12,4	6,4	14,5	16,5	15,7
2. Zölle und Agrarabschöpfungen	1,2	0,9	1,7	2,1	2,1	1,9	1,7	2,6	2,6	1,4
3. Verbrauchsteuern	9,7	7,6	18,3	7,1	7,9	7,7	17,4	28,4	14,3	11,7
4. Steuern auf Dienstleistungen	1,0	1,2	2,6	0,1	0,7	0,5	0,8	0,6	0,1	1,1
5. Grundsteuern	1,0	1,2	(b)	0,3	(b)	0,9	11,1	10,1	3,7	2,9
6. Stempel-, Eintragung- und Verkehrsteuern	0,7	1,8	4,4	0,9	1,9	4,3	1,0	1,7	1,2	1,6
7. Sonstige Produktionsteuern und Einfuhrabgaben	7,0	5,3	1,4	2,4	2,5	5,8	3,2	1,4	0,9	4,5
II. <i>Laufende Einkommen- und Vermögensteuern</i>	30,4	17,8	22,0	35,1	34,5	36,7	40,5	29,7	55,8	29,6
III. <i>Vermögenswirksame Steuern</i>	0,2	0,5	0,6	0,5	0,9	0,5	2,3	1,9	0,4	0,8
IV. <i>Steuereinnahmen insgesamt (I + II + III)</i>	67,2	62,4	60,0	63,7	68,5	70,7	84,5	90,9	95,6	69,3
V. <i>Tatsächliche Sozialbeiträge</i>	32,8	37,6	40,0	36,3	31,5	29,3	15,5	9,1	4,4	30,7
VI. <i>Steuereinnahmen und tatsächliche Sozialbeiträge insgesamt (IV + V)</i>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

3. AUFGLIEDERUNG DES AUFKOMMENS AN STEUERN UND SOZIALBEITRÄGEN NACH TEILSEKTOREN DES STAATES UND INSTITUTIONEN DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

In Tabelle E wird der Gesamtbetrag der Steuereinnahmen und der tatsächlichen Sozialbeiträge gemäß den in den Abschnitten I B und C erläuterten Kriterien nach empfangenden Teilsektoren aufgliedert. Diese Gliede-

rung wirft heikle Probleme auf, da sich einerseits die Verfahren der Steuererhebung und die Verteilung des Steueraufkommens auf den Zentralstaat und die lokalen Gebietskörperschaften und zum anderen auch die Organisation und die Finanzierung der sozialen Sicherung von einem Land zum andern institutionell unterscheiden.

Auf Grund der erwähnten Kriterien ergibt sich für das Jahr 1972 folgende Aufgliederung:

(a) Irland und Dänemark: 1972/73.

(b) Für Italien und Belgien werden die Grundsteuern den laufenden Einkommen- und Vermögensteuern zugeordnet.

Tabelle E: Aufgliederung der Steuereinnahmen und der tatsächlichen Sozialbeiträge nach empfangenden Teilsektoren, 1972

%

	Staat (S 60)				Institutionen der Europäischen Gemeinschaften (S 92)
	Zentralstaat (S 61)	Lokale Gebietskörperschaften (S 62)	Sozialversicherung (S 63)	Insgesamt	
Deutschland (BR)	58,2 (a)	8,2	32,8	99,2	0,8
Frankreich	57,1	5,7	36,6	99,4	0,6
Italien	50,5	8,9	39,4	98,9	1,1
Niederlande	61,0	1,4	36,3	98,8	1,2
Belgien	63,3	5,1	30,2	98,6	1,4
Luxemburg	58,4	11,8	28,8	99,0	1,0
Vereinigtes Königreich	74,7	11,1	14,2	100,0	—
Irland	80,8	10,1	9,1	100,0	—
Dänemark	69,2	26,2	4,4	99,8	0,2 (b)

Es ist zunächst zwischen dem Anteil des Staates und dem von den Institutionen der Europäischen Gemeinschaften erhobenen Anteil zu unterscheiden. Der letztere enthält die Umlage der EGKS auf die Produktion der Kohle- und Stahlunternehmen und umfaßt seit 1971, gemäß den Entscheidungen des Rates der Europäischen Gemeinschaften, diesen eigene Einkünfte zuzuweisen, auch die Agrarabschöpfungen, die Zuckerabgabe und einen Teil der Zölle. Im Jahre 1972 betrug der Anteil der Institutionen der Europäischen Gemeinschaften am gesamten Aufkommen an Steuern und Sozialbeiträgen in den sechs alten Mitgliedsländern zwischen 0,6 % (Frankreich) und 1,4 % (Belgien).

Die Verteilung des Aufkommens auf die Teilsektoren des Staates läßt beträchtliche Unterschiede zwischen den einzelnen Ländern erkennen. So ist der Anteil des Teilsektors Sozialversicherung, der bei den alten Mitgliedsländern zwischen 29 % für Luxemburg und 38 % für Italien beträgt, im Vereinigten Königreich auf 14 %, in Irland auf 9 % und in Dänemark auf 4 % beschränkt.

Was den Anteil der lokalen Gebietskörperschaften am gesamten Aufkommen betrifft, zeichnet sich Däne-

mark durch den höchsten Prozentsatz (26 %) aus. In den Niederlanden (1,4 %) und in Belgien (5,1 %) ist dieser Anteil am geringsten. Es muß jedoch hervorgehoben, daß der Anteil der lokalen Gebietskörperschaften in diesen beiden Ländern nicht die vom Staat erhobenen und an die Gebietskörperschaften über Gemeinde- und Provinzfonds weitergeleiteten Steuereinnahmen enthält.

Bei Frankreich ist anzumerken, dass der Anteil der lokalen Gebietskörperschaften von 5,7 % nicht die Ausgleichszahlung einschließt, die der Staat den lokalen Gebietskörperschaften zur Deckung des durch die Abschaffung der Lohnsummensteuer entstandenen Steuerausfalls gewährt hat und die eine Zuweisung zu Lasten des allgemeinen Staatshaushaltes darstellt. Würde diese Zuweisung wie in der französischen Gesamtrechnung als Steuereinnahme der lokalen Gebietskörperschaften verbucht, ergäbe sich für sie für 1972 ein Anteil von 9,4 %.

Für Italien ist zu sagen, daß der Anteil der lokalen Gebietskörperschaften auch die Steuern einschließt, die der Zentralstaat erhebt und an Regionen mit Sonderstatut weiterleitet; die betreffenden Beträge stellen vorläufige Schätzungen dar.

(a) Bund und Länder.

(b) Da sich die Angaben für Dänemark auf das Haushaltsjahr 1972/73 beziehen, entspricht der Betrag den Zahlungen für die ersten drei Monate des Jahres 1973.

INDICE

	Pagina		Pagina
INTRODUZIONE	47	— Italia	78
		— Paesi Bassi	80
		— Belgio	82
SEZIONE I: <i>Concetti e definizioni del Sistema europeo di conti economici integrati (SEC)</i>	51	— Lussemburgo	84
A. Classificazione delle imposte	51	— Regno Unito	86
B. Ripartizione delle entrate tributarie per sottosettore beneficiario	52	— Irlanda	88
C. Contributi sociali effettivi	52	— Danimarca	90
SEZIONE II: <i>Commento statistico e tavole comparative</i>	54	SEZIONE IV: <i>Tavole analitiche per paese</i>	93
SEZIONE III: <i>Tavole sintetiche per paese</i>	73	Tavola 3: Entrate tributarie per tipo d'imposta e per sottosettore beneficiario	
Tavola 1: Entrate tributarie e contributi sociali effettivi per categoria		Tavola 4: Contributi sociali effettivi per tipo e per sottosettore beneficiario	
Tavola 2: Entrate tributarie e contributi sociali effettivi per sottosettore beneficiario		— Germania (RF)	94
— Germania (RF)	74	— Francia	98
— Francia	76	— Italia	104
		— Paesi Bassi	110
		— Belgio	114
		— Lussemburgo	118
		— Regno Unito	122
		— Irlanda	126
		— Danimarca	128

Abbreviazioni e segni convenzionali

Insieme dei paesi membri delle Comunità europee	EUR 9	Franco francese	Ffr
il fenomeno non esiste	—	Lira italiana	Lit
cifra trascurabile	0	Fiorino	Fl
dato non disponibile	.	Franco belga	Fb
dato incerto o stima	()	Franco lussemburghese	Flx
stima effettuata dall'Istituto Statistico delle Comunità europee	[]	Lira sterlina, sterlina irlandese	£
milione	Mio	Corona danese	Dkr
miliardo	Mrd	Unità di conto delle Comunità europee = 0,888671 gr d'oro fino	Eur
Marco tedesco	DM	Unione economica belgo-lussemburghese	UEBL

INTRODUZIONE

Il presente annuario, inteso a fornire i dati più recenti sul gettito fiscale nei Paesi membri delle Comunità Europee, introduce una duplice estensione. Da una parte, esso riporta, per la prima volta, i dati relativi al Regno Unito, all'Irlanda ed alla Danimarca, consentendo in tal modo dei raffronti a livello della Comunità ampliata; dall'altra, il campo coperto, finora limitato alle imposte vere e proprie, è stato esteso ai contributi sociali effettivi prelevati dalle pubbliche amministrazioni.

L'inserimento delle statistiche fiscali relative ai tre nuovi Stati membri è stato notevolmente agevolato dal contributo attivo apportato dagli istituti statistici e dalle amministrazioni fiscali dei paesi suddetti allo istituto statistico delle Comunità Europee. In tal modo, grazie alla riclassificazione di talune imposte e alla suddivisione di alcuni « customs duties » in elemento di protezione ed elemento fiscale, effettuata dalle Amministrazioni britannica e irlandese, è stato possibile rendere omogenea la distinzione tra dazi doganali e imposte di fabbricazione, che nel Regno Unito e nella Repubblica irlandese segue tradizionalmente criteri estremamente diversi da quelli adottati negli altri Stati membri.

Un'ulteriore difficoltà, di natura istituzionale, era originata dal fatto che, nei tre nuovi Stati membri, l'anno fiscale non coincide con l'anno solare, ma va dal 1° aprile al 31 marzo. E' stato possibile superare questa difficoltà per quanto riguarda il Regno Unito, dove sono disponibili anche i dati analitici degli introiti fiscali per anno solare. Per quanto riguarda l'Irlanda e la Danimarca, invece, i dati pubblicati nel presente annuario si riferiscono all'anno fiscale; nelle tavole comparative i valori dell'anno x indicati per l'Irlanda e la Danimarca si riferiscono quindi ai dati per il periodo che intercorre dal 1° aprile dell'anno x al 31 marzo dell'anno $x + 1$.

* * *

L'esame dei contributi sociali nel presente annuario è strettamente connesso con l'ampliamento della Comunità. Per lo stesso fatto che per il finanziamento delle rispettive spese sociali gli Stati membri, vecchi e nuovi, ricorrono, in proporzioni estremamente disuguali, all'imposta ed ai contributi sociali, un confronto internazionale valido può essere effettuato soltanto prendendo in considerazione contemporaneamente sia il gettito fiscale che i contributi sociali.

I contributi sociali riportati nel presente annuario rappresentano i contributi sociali effettivi prelevati

dalle singole pubbliche amministrazioni. Ne sono quindi esclusi i contributi sociali figurativi, che non corrispondono ad alcun introito reale delle pubbliche amministrazioni, nonché i contributi sociali effettivi versati alle compagnie d'assicurazione. D'altro canto, i contributi sociali effettivi versati alle pubbliche amministrazioni sono riportati nel loro complesso; il loro ammontare comprende quindi taluni contributi che rivestono carattere volontario, ma la cui importanza rispetto ai contributi sociali obbligatori è scarsa.

Nelle diverse tavole del presente annuario, i contributi sociali effettivi sono sistematicamente integrati, ma distinti dalle imposte propriamente dette.

* * *

Le tre categorie d'imposte ed i contributi sociali considerati in appresso sono definiti secondo il Sistema europeo di conti economici integrati (SEC)⁽¹⁾. In effetti, in quest'ultimo si distinguono, secondo la loro natura economica:

- I. le imposte correnti sul reddito e sul patrimonio (R 61)
- II. le imposte in conto capitale (R 72)
- III. le imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni (R 20)
- IV. i contributi sociali effettivi (R 62).

Nella presente pubblicazione, la penultima di queste categorie è stata inoltre suddivisa in:

- R. 201. Imposte generali sugli affari
- R. 202. Dazi d'importazione e prelievi agricoli
- R. 203. Imposte di fabbricazione e imposte sui consumi
- R. 204. Imposte sui servizi
- R. 205. Imposte sui terreni e fabbricati
- R. 206. Tasse di bollo, imposte di registro e sui trasferimenti
- R. 207. Altre imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni.

Le tavole analitiche per Paese (sezione IV) riportano le entrate relative ad ogni imposta particolare, a prescindere da problemi di classificazione. In tal modo, il lettore che desideri optare per una diversa classificazione potrà procedere lui stesso ai raggruppamenti più consoni alle sue esigenze.

(1) " Sistema europeo di conti economici integrati " (SEC), Istituto Statistico delle Comunità Europee, 1970.

Si rimanda il lettore in cerca d'informazioni sulle caratteristiche (base imponibile, soggetto passivo, modo di riscossione, aliquota, ecc.) di un'imposta, alla descrizione riportata nell'« Inventario delle imposte » 1972, pubblicato dalla Commissione delle Comunità Europee, Direzione generale « Mercato Interno e ravvicinamento delle legislazioni ». Nella pubblicazione suddetta le imposte sono designate mediante il medesimo codice adottato per il presente annuario.

E' opportuno infine sottolineare che i valori pubblicati in appresso rappresentano dati di cassa e non dati di competenza.

I dati relativi al 1972 sono provvisori.

L'annuario di statistiche fiscali è articolato nel seguente modo:

- I. Concetti e definizioni del Sistema europeo di conti economici integrati (SEC)
- II. Commento statistico e tavole comparative
- III. Tavole sintetiche per paese
- IV. Tavole analitiche per paese.

SEZIONE I: **Concetti e definizioni del Sistema europeo di
conti economici integrati (SEC)**

SEZIONE II: **Commento statistico e tavole comparative**

SEZIONE I

CONCETTI E DEFINIZIONI DEL SISTEMA EUROPEO DI CONTI ECONOMICI INTEGRATI (SEC)

A. CLASSIFICAZIONE DELLE IMPOSTE

Il SEC distingue tre categorie d'imposte:

1. Imposte correnti sul reddito e sul patrimonio (R 61)
2. Imposte in conto capitale (R 72)
3. Imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni (R 20)

1. **Le imposte correnti sul reddito e sul patrimonio (R 61)** comprendono tutti i versamenti obbligatori prelevati periodicamente dalle amministrazioni pubbliche e dal resto del mondo sul reddito e sul patrimonio delle unità istituzionali.

Sono esclusi di conseguenza i prelevamenti sul patrimonio che vengono operati a intervalli irregolari quali le imposte di successione ed i prelevamenti straordinari sul capitale.

Le imposte correnti sul reddito e sul patrimonio comprendono in particolare:

- a) le imposte sul reddito delle persone fisiche (redditi da lavoro, da capitale e da impresa, pensioni, ecc.) e le imposte sui terreni e fabbricati se queste costituiscono un aspetto particolare del calcolo e dell'accertamento dell'imposta globale sul reddito
- b) le imposte sugli utili delle società e delle altre persone giuridiche
- c) le imposte correnti sul patrimonio o il capitale delle famiglie, delle società e degli organismi senza scopo di lucro
- d) le tasse sulle vincite alle lotterie, ai giuochi e alle scommesse
- e) le tasse pagate dalle famiglie per l'utilizzazione dei veicoli non destinati a fini produttivi.

Sono esclusi da questa categoria i canoni di abbonamento alla radiodiffusione e alla televisione di cui sono beneficiari gli organismi televisivi e di radiodiffusione. I canoni sono considerati acquisti di servizi destinabili alla vendita.

È opportuno precisare che l'ammontare delle imposte da registrare comprende gli interessi di mora, le ammende fiscali, nonché eventualmente gli aggi esattoriali

e le spese di accertamento, al netto dei rimborsi d'imposta effettuati dalle amministrazioni pubbliche nel quadro della politica economica e al netto delle restituzioni per imposte non dovute.

2. **Le imposte in conto capitale (R 72)** sono dei prelevamenti percepiti dalle amministrazioni pubbliche a intervalli irregolari sul capitale o sul patrimonio delle unità istituzionali.

Il criterio della irregolarità, cioè della non periodicità del prelevamento operato sui soggetti passivi, costituisce la base di questa definizione e consente la distinzione tra le imposte in conto capitale e le imposte correnti sul reddito e sul patrimonio. La presente categoria comprende le imposte di successione e sulle donazioni ed i prelevamenti straordinari sul capitale.

3. **Le imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni (R 20)** sono i versamenti obbligatori a carico delle unità produttive prelevati dalle amministrazioni pubbliche o dalle Istituzioni comunitarie europee sulla produzione e l'importazione dei beni e servizi o sulla utilizzazione dei fattori di produzione; queste imposte sono dovute indipendentemente dalla realizzazione di profitti di gestione.

La produzione è qui intesa nel senso lato dei conti nazionali, e comprende la produzione di beni e la produzione di servizi (trasporto, commercio, credito e assicurazione, ecc.). Le imposte che colpiscono la vendita o l'acquisto di beni e servizi sono considerate imposte indirette sulla produzione.

Il SEC distingue: ⁽¹⁾

- le imposte indirette sulla produzione (R 21)
- le imposte indirette sulle importazioni (R 29)

Le imposte indirette sulla produzione (R 21) comprendono principalmente:

- a) l'imposta sul valore aggiunto ⁽²⁾
- b) le altre imposte sugli affari ⁽²⁾
- c) le imposte di fabbricazione e le altre imposte sui consumi ⁽²⁾
- d) le imposte di registro, eccetto quelle che colpiscono i trasferimenti a titolo gratuito

(1) Questa distinzione non è stata fatta nel presente annuario.

(2) Esclusa la quota che colpisce le importazioni.

- e) le tasse di bollo, ad eccezione di quelle versate dalle famiglie in occasione di servizi resi dalle amministrazioni pubbliche
- f) le imposte sulle vendite
- g) i diritti sugli spettacoli e sui divertimenti
- h) le tasse di lotteria, sui giuochi e sulle scommesse, escluse le tasse sulle vincite
- i) le tasse di circolazione degli automezzi, se questi costituiscono dei beni d'investimento
- j) le imposte sui terreni e fabbricati, eccetto nel caso in cui queste imposte costituiscono un aspetto particolare del calcolo e dell'accertamento della imposta globale sul reddito
- k) le imposte sui redditi da lavoro distribuiti e sulla forza motrice
- l) le imposte sui movimenti di capitali
- m) i profitti dei monopoli fiscali trasferiti allo Stato
- n) gli utili di gestione delle imprese pubbliche che, senza essere dei monopoli fiscali, occupano una posizione di monopolio, nella misura in cui questi utili sono in permanenza superiori ad un profitto normale
- o) i diritti sulle esportazioni
- p) i diritti, canoni, partecipazione alle spese versati dalle unità produttive alle amministrazioni pubbliche per servizi prestati da queste ultime nel quadro della politica generale e obbligatori nel momento in cui si richiedono i suddetti servizi per esempio diritti per passaporti, esami e patenti di guida, spese giudiziarie).

Le imposte sulle importazioni (R 29) comprendono l'insieme di versamenti obbligatori, prelevati dalle amministrazioni pubbliche e dalle Istituzioni comunitarie europee sui beni importati, prima di immetterli al regime della libera pratica sul territorio economico del paese. Questi versamenti comprendono in particolare i dazi doganali, i prelievi su prodotti agricoli importati, l'imposta sul valore aggiunto su beni importati ed altre imposte sugli affari (imposte di conguaglio) e sui consumi relative ai prodotti importati.

B. RIPARTIZIONE DELLE ENTRATE TIBUTARIE PER SOTTOSETTORE BENEFICIARIO

Tra gli Enti beneficiari di tributi il presente annuario, in conformità alle regole del SEC, distingue i seguenti sottosettori:

- le Amministrazioni centrali (S 61) ⁽¹⁾

— le Amministrazioni locali (S 62)

— le Istituzioni comunitarie europee (S 92)

I primi due sottosettori compongono il settore « Amministrazioni pubbliche » dell'economia nazionale. Le Istituzioni comunitarie europee costituiscono un sottosettore del settore « Resto del Mondo ». Il criterio della ripartizione delle entrate tributarie tra sottosettori è quello del beneficiario diretto e non quello dell'Ente impositore.

Infatti, allorché un'amministrazione pubblica (per esempio lo Stato) riscuote delle imposte di cui una quota determinata viene automaticamente devoluta ad un'altra amministrazione pubblica (per esempio un ente locale), si è in presenza di un'operazione per conto. In tal caso, la parte delle entrate fiscali corrispondente alla quota destinata all'altra amministrazione pubblica deve essere registrata come imposta percepita direttamente da questa amministrazione e non come trasferimento corrente tra amministrazioni pubbliche. Questa soluzione è d'obbligo, a fortiori, nel caso di imposte addizionali o sovrimposte ad imposte erariali di cui i comuni, per esempio, hanno il potere, entro certi limiti, di determinare l'aliquota o l'ammontare.

Vengono così registrate in entrata di ciascun sottosettore non solo i tributi propri ma anche le quote d'imposte riscosse da un altro sottosettore e devolute automaticamente. Questo trattamento è applicato uniformemente alle imposte percepite dalle amministrazioni centrali per conto delle amministrazioni locali e per conto delle Istituzioni comunitarie europee. Le entrate tributarie di quest'ultime comprendono il prelievo CECA sulle imprese carbonifere e siderurgiche, e a decorrere dal 1° gennaio 1971 i prelievi agricoli, i contributi zucchero e parte dei dazi doganali.

E' importante tuttavia attirare l'attenzione sulla distinzione tra entrate tributarie percepite da un'amministrazione per conto di un'altra, e trasferimenti di tributi tra amministrazioni pubbliche. Si registrano in entrata del sottosettore beneficiario unicamente le quote d'imposte percepite da un'altra amministrazione pubblica e che vengono devolute automaticamente al sottosettore in questione. Si escludono quindi i trasferimenti dello Stato i quali, pur essendo finanziati da tributi, vengono effettuati utilizzando taluni fondi (fondo provinciale, fondo comunale) e secondo parametri variabili (popolazione, superficie, ecc.)

C. CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI

I contributi sociali effettivi (R 62) comprendono tutti i versamenti che le persone assicurate o i loro datori di lavoro effettuano agli organismi che erogano delle

(1) Per la Germania: Bund e Länder.

prestazioni sociali, al fine di acquisire o di conservare il diritto alle prestazioni. Essi si distinguono in:

- a) contributi sociali effettivi a carico dei datori di lavoro (R 621)
- b) contributi sociali a carico dei lavoratori dipendenti (R 622)
- c) contributi sociali dei lavoratori indipendenti (R 623).

I settori e i sottosettori che li ricevono sono i seguenti:

- a) gli enti di previdenza ed assistenza sociale
- b) gli altri sottosettori delle amministrazioni pubbliche (per esempio le amministrazioni centrali e locali)
- c) le casse di pensione, mutue, compagnie di assicurazione e gli altri organismi classificati nel settore delle imprese di assicurazione
- d) il resto del mondo.

I contributi sociali effettivi versati agli organismi classificati nelle voci *c*) e *d*) non sono presi in considerazione nel presente annuario in quanto essi non vengono prelevati dalle amministrazioni pubbliche.

I contributi sociali effettivi possono essere versati in virtù di un obbligo legale o di un regolamento, di una

convenzione collettiva a livello di un settore di attività, di un accordo tra datore di lavoro e dipendente a livello di singola impresa, di un contratto di lavoro e, in alcuni casi, volontariamente (per esempio contributi versati da persone non assoggettate o non più assoggettate legalmente).

Per il carattere volontario che rivestono, questi contributi non dovrebbero essere presi in considerazione nel presente annuario; tuttavia data la loro esiguità e l'impossibilità che incontrano la maggior parte dei paesi di determinarne l'ammontare, i contributi volontari versati agli enti di previdenza e assistenza sociale provvisoriamente non sono stati esclusi.

I contributi sociali infine sono detti effettivi per distinguerli dai contributi sociali figurativi i quali rappresentano la contropartita delle prestazioni sociali corrisposte direttamente, cioè al di fuori di un circuito di contributi, dai datori di lavoro (per esempio pensioni versate direttamente dalle amministrazioni pubbliche ai loro dipendenti). Nel presente annuario questi contributi figurativi non sono stati presi in considerazione poichè essi non corrispondono ad alcun introito reale della pubblica amministrazione.

SEZIONE II

COMMENTO STATISTICO E TAVOLE COMPARATIVE

La sintesi dei dati raccolti in questo volume ed il loro confronto tra paesi consente di presentare un quadro d'insieme della fiscalità nei paesi membri delle Comunità Europee e ciò sotto il triplice punto di vista:

- 1) del prelievo obbligatorio complessivo
- 2) della struttura comparata di detto prelievo per categoria
- 3) della ripartizione del prelievo tra i sottosettori delle pubbliche amministrazioni e le Istituzioni comunitarie europee.

1. PRELIEVO OBBLIGATORIO COMPLESSIVO

Per prelievo obbligatorio complessivo s'intende l'insieme delle entrate tributarie e dei contributi sociali effettivi prelevati dalle pubbliche amministrazioni.

L'ammontare e il saggio di incremento del prelievo obbligatorio complessivo nei nove paesi membri sono indicati nella tabella A.

Nell'esaminare l'evoluzione, relativa al periodo 1968-1972, dei dati espressi in termini reali, si rileva che il più elevato incremento del prelievo obbligatorio com-

Tabella A: **Prelievo obbligatorio complessivo, 1968-1972**
(Gettito fiscale e contributi sociali effettivi)

	Germania (R.F.)	Francia	Italia	Paesi Bassi	Belgio	Lussemburgo	Regno Unito	Irlanda	Danimarca
milioni di unità monetarie nazionali (per l'Italia, miliardi)									
1968	177 906	219 341	14 648,4	35 428	354 105	12 274	15 051	364,37	33 997
1969	209 882	256 214	15 669,7	40 498	397 650	14 143	16 980	431,28	36 690
1970	232 348	280 424	17 319,6	46 572	453 898	17 129	19 074	508,14	49 182
1971	264 339	307 306	19 311,1	54 922	508 577	19 305	20 129	602,77	56 154
1972	292 881	346 793	21 262,6	63 643	570 850	21 880	21 407	694,00	63 813
Saggio d'incremento nominale (in %)									
1969/68	18,0	16,8	7,0	14,3	12,2	15,2	12,8	18,4	7,9
1970/69	10,7	9,4	10,5	15,0	14,1	21,1	12,3	17,8	34,0
1971/70	13,8	9,6	11,5	17,9	12,0	12,7	5,5	18,6	14,2
1972/71	10,8	12,8	10,1	15,9	12,2	13,3	6,3	15,1	13,6
1972/68	64,6	58,1	45,2	79,6	61,2	78,3	42,2	90,5	87,7
Saggio d'incremento reale ⁽¹⁾ (in %)									
1972/68	29,9	26,1	15,7	36,0	32,0	39,0	7,4	27,3	45,4

plessivo si è avuto, in Danimarca (45%), in Lussemburgo (39%) e nei Paesi Bassi (36%); valori medi sono stati registrati in Belgio (32%), in Germania (30%), in Irlanda (27%) e in Francia (26%), mentre l'incremento più basso si è avuto in Italia (16%) e nel Regno Unito (7%).

La tabella B indica, per il 1972, l'ammontare del prelievo obbligatorio complessivo e del prodotto interno lordo espressi in un'unità monetaria comune — l'Eur ⁽²⁾ — fornendo nel contempo anche il livello pro-capite delle due grandezze summenzionate.

Gli ordini di grandezza della tabella seguente rivelano che nel 1972 il più alto prelievo obbligatorio complessivo pro-capite espresso in Eur si osserva in Danimarca, e quello più basso in Irlanda.

La Danimarca (1.686 Eur) è seguita a distanza dalla Germania, dai paesi del Benelux e dalla Francia (1.200-1.360 Eur), mentre il Regno Unito arriva soltanto a 919 Eur pro-capite. L'Italia e l'Irlanda occupano le ultime posizioni, rispettivamente con 619 e 553 Eur.

E' evidente che il prelievo obbligatorio complessivo pro-capite non costituisce di per sé una misura della

(1) I dati in termini reali sono stati ricavati dividendo i dati nominali per l'indice dei prezzi del prodotto interno lordo.

(2) La conversione in Eur è stata effettuata sulla base delle parità ufficiali dichiarate al FMI o dei corsi centrali (1 Eur = 1 unità di conto delle Comunità Europee = 0,888671 g d'oro fino).

Tabella B: Prelievo obbligatorio complessivo e prodotto interno lordo ai prezzi di mercato in Eur, 1972

	Prelievo obbligatorio complessivo		Prodotto interno lordo ai prezzi di mercato	
	Dati complessivi Mio Eur	Pro-capite Eur	Dati complessivi Mio Eur	Pro-capite Eur
Germania (R.f.)	83 711	1 357	237 047	3 844
Francia	62 438	1 207	180 390	3 489
Italia	33 678	619	108 738	1 999
Paesi Bassi	18 066	1 355	42 571	3 194
Belgio	11 732	1 208	32 191	3 315
Lussemburgo	450	1 292	1 219	3 502
Regno Unito	51 377	919	147 912	2 647
Irlanda	1 666	553	5 299	1 758
Danimarca	8 420	1 686	19 486	3 902
EUR 9	271 538	1 065	774 853	3 038

pressione tributaria. Questa può essere valutata soltanto considerando contemporaneamente il livello del prodotto interno lordo pro-capite. Al riguardo, è dato constatare una correlazione piuttosto stretta tra i due indicatori. Detta correlazione, tuttavia, non è perfetta e la tabella B mette in luce delle eccezioni rilevanti. In tal modo, pur registrando un prodotto pro-capite pressoché identico, la Danimarca e la Germania si distinguono la prima per un prelievo fiscale piuttosto pesante, la seconda per un prelievo alquanto moderato. La situazione dei Paesi Bassi è ancora più sorprendente: infatti, nonostante che in detto paese il prodotto pro-capite sia inferiore a quello del Lussemburgo, della Francia e del Belgio, il prelievo obbligatorio pro-capite è note-

volmente più elevato, raggiungendo il livello della Germania.

La tabella C indica l'incidenza delle entrate tributarie, dei contributi sociali effettivi e del prelievo obbligatorio complessivo rispetto al prodotto interno lordo ai prezzi di mercato. Un calcolo siffatto rende possibile l'affrancamento dalle parità monetarie e dalle differenze di livello e di andamento dei prezzi tra i vari paesi.

Ove ci si limiti all'esame delle sole **entrate tributarie**, si constata in primo luogo che, per l'intero periodo studiato, il rispettivo saggio rispetto al prodotto interno lordo è più elevato nei nuovi paesi membri che non

Tabella C: Prelievo obbligatorio complessivo in % del prodotto interno lordo ai prezzi di mercato, 1968-1972

	Germania (R.f.)	Francia	Italia	Paesi Bassi	Belgio	Lussemburgo	Regno Unito	Irlanda	Danimarca
Entrate tributarie									
1968	23,0	22,4	19,7	25,3	24,1	21,7	29,9	26,4	34,6
1969	24,4	22,7	19,4	25,1	24,5	22,1	32,0	27,1	32,6
1970	23,1	22,0	18,3	25,5	24,6	23,2	32,6	28,5	39,8
1971	23,7	21,3	18,6	26,4	25,0	24,8	30,9	29,5	41,4
1972	23,7	21,6	18,6	27,0	25,0	26,1	29,4	28,6	41,3
Contributi sociali effettivi									
1968	9,9	12,4	11,4	13,5	10,0	9,8	5,0	2,3	1,9
1969	10,2	12,7	10,9	14,1	10,0	9,3	4,8	2,3	1,8
1970	10,7	12,7	11,6	14,4	10,7	9,9	5,2	2,5	1,8
1971	11,1	12,9	12,2	15,2	11,1	10,4	5,0	2,8	1,9
1972	11,6	13,0	12,4	15,4	11,5	10,8	5,4	2,9	1,9
Entrate tributarie e contributi sociali effettivi									
1968	32,9	34,9	31,2	38,8	34,1	31,4	34,9	28,8	36,5
1969	34,7	35,4	30,3	39,2	34,5	31,4	36,8	29,5	34,4
1970	33,8	34,7	29,9	39,9	35,3	33,1	37,9	31,0	41,6
1971	34,8	34,2	30,8	41,6	36,2	35,2	35,9	32,3	43,2
1972	35,3	34,6	31,0	42,4	36,4	36,9	34,7	31,4	43,2

in quelli originari. La Danimarca si distingue sia per il livello elevato del saggio che per il rapido incremento dello stesso. Il Regno Unito viene al secondo posto, ma dal 1970 il saggio britannico è in diminuzione. In Italia ed in Francia si osservano invece non soltanto i saggi più bassi, ma anche una leggera flessione dal 1968. Negli altri paesi della Comunità l'incidenza delle entrate tributarie sul prodotto interno lordo è in fase ascendente.

I **contributi sociali effettivi** rappresentano, rispetto al prodotto interno lordo, una proporzione generalmente inversa a quella delle entrate tributarie. In tal modo, in tutti i sei paesi membri originari, l'incidenza dei contributi sociali ammonta almeno al 10%. Essa è più elevata in Francia e in Italia, paesi questi in cui la percentuale degli introiti tributari è la più bassa. La posizione dei Paesi Bassi è eccezionale, poiché tra i Sei l'Olanda detiene temporaneamente il più alto saggio di contributi sociali ed il massimo saggio di introiti tributari. Nei nuovi paesi membri il carico dei contributi sociali è nettamente inferiore, ma è compensato da una pressione tributaria più pesante. Un esempio estremo è dato dalla Danimarca, caratterizzata dalla massima percentuale di imposte (41,3%) e dal minimo carico di contributi sociali (1,9%). Si rileverà infine che, negli ultimi anni, l'incidenza dei contributi sociali sul prodotto interno lordo è aumentata in tutti i paesi della Comunità, ad eccezione della Danimarca.

I rilievi che precedono indicano chiaramente che è possibile trarre conclusioni sul piano internazionale, per quanto concerne il livello dei prelievi obbligatori, soltanto considerando contemporaneamente i prelievi fiscali propriamente detti e i contributi sociali effettivi. In proposito si osserva che i nove paesi della Comunità ampliata rientrano in tre gruppi nettamente distinti. Il primo gruppo comprende la Danimarca ed i Paesi Bassi, dove il prelievo obbligatorio complessivo rappresenta il 42-43% del prodotto interno lordo. Un secondo gruppo di Stati comprende Germania, Francia, Belgio, Lussemburgo e Regno Unito, paesi questi in cui la percentuale corrispondente è di circa 35%. Un terzo gruppo comprende l'Irlanda e l'Italia il cui prelievo complessivo ammonta soltanto al 31% del prodotto interno lordo. Questi due paesi sono altresì caratterizzati dal più basso prodotto o reddito pro-capite, e quindi, dalla minore capacità contributiva.

L'evoluzione dei saggi del prelievo obbligatorio complessivo è contraddistinta, nella maggioranza dei paesi, da un incremento relativamente al periodo 1968-1972. Detto incremento è particolarmente rapido in Dani-

marca e nel Lussemburgo. Va tuttavia ribadito che in Francia e in Italia i tassi in questione sono rimasti stazionari mentre dal 1970 si è registrata una sensibile flessione nel Regno Unito.

2. STRUTTURA COMPARATA DEL PRELIEVO OBBLIGATORIO COMPLESSIVO

La tabella D scinde il prelievo complessivo tra le varie categorie di imposte e contributi sociali effettivi nei paesi membri, evidenziando nel contempo le principali differenze tra i vari sistemi tributari.

L'incidenza delle imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni in relazione ai prelievi obbligatori varia sensibilmente da un paese all'altro. La quota più alta è registrata in Irlanda (59%), la più bassa si riscontra nei Paesi Bassi (28%). Gli altri paesi possono essere ripartiti in tre gruppi:

- Francia e Regno Unito (44 e 42%)
- Danimarca (39%), Germania (37%)⁽¹⁾ e Italia (37%)
- Belgio e Lussemburgo (33%)⁽¹⁾.

Fra le imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni, nel 1972 l'imposta sul valore aggiunto era in vigore in sei paesi. Il gettito di questo tributo rappresenta, per la Francia, il 26% dei prelievi obbligatori complessivi, per il Belgio il 18%, per la Danimarca, la Germania ed i Paesi Bassi circa il 16% e per il Lussemburgo soltanto il 12%. D'altro canto, per quanto riguarda il Regno Unito, si rileverà la percentuale estremamente ridotta (6,4%) delle imposte generali sugli affari (purchase tax).

Le imposte di fabbricazione e le imposte sui consumi costituiscono, in cinque paesi, il 7-11% dei prelievi obbligatori complessivi, mentre in Danimarca tale percentuale ammonta al 14%, in Italia e nel Regno Unito circa al 18% e in Irlanda al 28%.

Le imposte sui terreni e sui fabbricati rappresentano oltre il 10% nel Regno Unito e in Irlanda, mentre in quattro paesi membri originari detta percentuale raggiunge soltanto l'1% del prelievo obbligatorio. E' opportuno rilevare che nel Regno Unito e nella Repubblica d'Irlanda le collettività locali riscuotono esclusivamente le imposte sui terreni e fabbricati (Rates).

Le imposte in conto capitale — che comprendono principalmente le imposte sulle successioni e sulle donazioni — non rappresentano nei paesi membri che una quota

(1) Le quote relative alla Germania e al Lussemburgo comprendono l'imposta commerciale (Gewerbesteuer) la cui natura economica e quindi, la classificazione sono discutibili. Ove si classificasse detta imposta tra le imposte correnti sul reddito e sul patrimonio, l'aliquota delle imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni rispetto al complesso dei prelievi obbligatori scenderebbe al 32% per la Germania ed al 30% per il Lussemburgo.

minima del prelievo obbligatorio; le percentuali più elevate sono registrate nel Regno Unito (2,3 %) e in Irlanda (1,9 %).

Le imposte correnti sul reddito e sul patrimonio costituiscono la quota più elevata del prelievo complessivo in Danimarca e nel Regno Unito, registrando rispettivamente il 56 % ed il 41 %. La fiscalità diretta più bassa si ha in Francia (18 %) ed in Italia (22 %) mentre i rimanenti paesi registrano una percentuale che varia dal 30 al 37 %.

Nei nuovi paesi membri i contributi sociali effettivi rappresentano una percentuale relativamente ridotta del prelievo obbligatorio complessivo. L'Italia e la Francia, paesi con l'imposizione diretta più bassa, hanno la percentuale più elevata di contributi sociali rispettivamente con il 40 e il 38 %. Gli altri paesi possiedono una struttura di prelievo obbligatorio complessivo maggiormente equilibrata. Infatti, le due grandi categorie di imposte ed i contributi sociali costituiscono ciascuna approssimativamente un terzo del prelievo suddetto.

Tabella D: Struttura comparata del prelievo obbligatorio complessivo, 1972 (a)

	Germania (R.f.)	Francia	Italia	Paesi Bassi	Belgio	Lussem- burgo	Regno Unito	Irlanda	Danimarca	EUR 9
I. Imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni (1-7)	36,6	44,1	37,4	28,2	33,2	33,5	41,8	59,4	39,3	38,9
1. Imposte generali sugli affari	16,0	26,1	10,9	15,4	18,1	12,4	6,4	14,5	16,5	15,7
2. Dazi d'importazione e prelievi agricoli	1,2	0,9	1,7	2,1	2,1	1,9	1,7	2,6	2,6	1,4
3. Imposte di fabbricazione e imposte sui consumi	9,7	7,6	18,3	7,1	7,9	7,7	17,4	28,4	14,3	11,7
4. Imposte sui servizi	1,0	1,2	2,6	0,1	0,7	0,5	0,8	0,6	0,1	1,1
5. Imposte sui terreni e fabbricati	1,0	1,2	(b)	0,3	(b)	0,9	11,1	10,1	3,7	2,9
6. Tasse di bollo, imposte di registro e sui trasferimenti	0,7	1,8	4,4	0,9	1,9	4,3	1,0	1,7	1,2	1,6
7. Altre imposte indirette sulla produzione e sulle importazioni	7,0	5,3	1,4	2,4	2,5	5,8	3,2	1,4	0,9	4,5
II. Imposte correnti sul reddito e sul patrimonio	30,4	17,8	22,0	35,1	34,5	36,7	40,5	29,7	55,8	29,6
III. Imposte in conto capitale	0,2	0,5	0,6	0,5	0,9	0,5	2,3	1,9	0,4	0,8
IV. Totale entrate tributarie (I + II + III)	67,2	62,4	60,0	63,7	68,5	70,7	84,5	90,9	95,6	69,3
V. Contributi sociali effettivi	32,8	37,6	40,0	36,3	31,5	29,3	15,5	9,1	4,4	30,7
VI. Totale entrate tributarie e contributi sociali effettivi (IV + V)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

3. RIPARTIZIONE DEL PRELIEVO OBBLIGATORIO COMPLESSIVO TRA I SOTTOSETTORI DELLE PUBBLICHE AMMINISTRAZIONI E DELLE ISTITUZIONI COMUNITARIE EUROPEE

Nella tabella E, secondo i criteri esposti nella sezione I B e C, si è effettuata una ripartizione delle entrate tributarie e dei contributi sociali effettivi per sotto-

settore beneficiario. Siffatta ripartizione solleva dei problemi delicati nella misura in cui, da una parte, il modo di riscossione e la ripartizione del gettito fra l'amministrazione centrale e le amministrazioni locali e, d'altra parte, l'organizzazione e il finanziamento della sicurezza sociale risultano diversi da un paese all'altro sotto il profilo istituzionale.

Nel 1972, sulla base dei criteri adottati, la ripartizione delle entrate si presentava nel modo seguente:

(a) Irlanda e Danimarca 1972/73.

(b) Per l'Italia ed il Belgio le imposte sui terreni e fabbricati sono considerate come imposte correnti sul reddito e sul patrimonio.

Tavola E: Ripartizione delle entrate tributarie e dei contributi sociali effettivi per sottosettore beneficiario, 1972 (in %)

	Amministrazioni pubbliche (S 60)				Istituzioni comunitarie europee (S 92)
	Amministrazioni centrali (S 61)	Amministrazioni locali (S 62)	Enti di previdenza e assistenza sociale (S 63)	Totale	
Germania (Rf)	58,2 (a)	8,2	32,8	99,2	0,8
Francia	57,1	5,7	36,6	99,4	0,6
Italia	50,5	8,9	39,4	98,9	1,1
Paesi Bassi	61,0	1,4	36,3	98,8	1,2
Belgio	63,3	5,1	30,2	98,6	1,4
Lussemburgo	58,4	11,8	28,8	99,0	1,0
Regno Unito	74,7	11,1	14,2	100,0	—
Irlanda	80,8	10,1	9,1	100,0	—
Danimarca	69,2	26,2	4,4	99,8	0,2 (b)

Innanzitutto, occorre distinguere tra la quota prelevata dalle amministrazioni pubbliche nazionali e quella prelevata dalle Istituzioni comunitarie europee. Questa ultima comprende il prelievo CECA sulle imprese carbossiderurgiche; dal 1971, poichè il Consiglio delle Comunità ha attribuito risorse proprie alle Comunità europee, essa include altresì, i prelievi agricoli, i contributi zucchero ed una parte dei dazi doganali. Nel 1972, l'incidenza delle Istituzioni comunitarie europee sul prelievo obbligatorio complessivo rappresentava nei sei paesi membri originari una percentuale oscillante dello 0,6 % (Francia) all'1,4 % (Belgio).

La ripartizione delle entrate tributarie tra i sottosectori delle pubbliche amministrazioni nazionali pone in evidenza sensibili differenze tra i vari paesi. Ciò vale per gli enti di previdenza e assistenza sociale che, nei sei paesi iniziali, registrano una quota che varia tra il 29 % per il Lussemburgo e il 39 % per l'Italia; detta percentuale ammonta, invece, soltanto al 14 % per il Regno Unito, al 9 % per l'Irlanda ed al 4 % per la Danimarca.

Per quanto riguarda l'incidenza degli enti locali sul prelievo obbligatorio, la Danimarca si distingue per

la percentuale più elevata (26 %), mentre detta quota è minima nei Paesi Bassi (1,4 %) e in Belgio (circa 5,1 %); occorre tuttavia sottolineare che, per questi due paesi, l'incidenza delle amministrazioni locali non comprende le entrate tributarie riscosse dallo Stato e ridistribuite alle amministrazioni locali stesse tramite il Fondo comunale ed il Fondo provinciale.

Per quanto riguarda la Francia, è il caso di indicare che la percentuale del 5,7 % degli enti locali non comprende il versamento compensativo loro concesso dallo Stato a compensazione dell'abolizione dell'imposta sui salari, versamento che viene effettuato a carico del bilancio generale dello Stato. Se, come avviene nel sistema della contabilità nazionale francese, detto versamento venisse contabilizzato come un'entrata tributaria delle amministrazioni locali, la quota di queste ultime sarebbe del 9,4 % per il 1972.

Per l'Italia, va segnalato che la quota delle amministrazioni locali comprende le imposte dello Stato destinate alle regioni a statuto speciale; l'entità di dette imposte costituisce il risultato di stime provvisorie.

(a) Bund e Länder.

(b) Siccome i dati della Danimarca si riferiscono all'anno fiscale 1972/73, essi corrispondono al versamento relativo al primo trimestre del 1973.

INHOUDSOPGAVE

	bladzijde		bladzijde
INLEIDING	61	— Italië	78
		— Nederland	80
		— België	82
		— Luxemburg	84
		— Verenigde Koninkrijk	86
		— Ierland	88
		— Denemarken	90
AFDELING I: <i>Begrippen en definities van het Europese stelsel van economische rekeningen (ESER)</i>	65	AFDELING IV: <i>Gedetailleerde tabellen per land</i>	93
A. Indeling van de belastingen	65	Tabel 3: Belastingontvangsten naar belastingsoorten en naar ontvangende subsectoren	
B. Verdeling van de belastingen per ontvangende subsector	66	Tabel 4: Werkelijke sociale verzekeringspremies naar soorten en ontvangende subsectoren	
C. Werkelijke sociale verzekeringspremies	67	— Duitsland (BR)	94
AFDELING II: <i>Statistisch commentaar en vergelijkende tabellen</i>	68	— Frankrijk	98
AFDELING III: <i>Samenvattende tabellen per land</i>	73	— Italië	104
Tabel 1: Belastingontvangsten naar categoriën		— Nederland	110
Tabel 2: Belastingontvangsten en werkelijke sociale verzekeringspremies naar ontvangende subsectoren		— België	114
— Duitsland (BR)	74	— Luxemburg	118
— Frankrijk	76	— Verenigd Koninkrijk	122
		— Ierland	126
		— Denemarken	128

Tekens en afkortingen

Totaal van de lid-staten van de Europese Gemeenschappen	EUR 9	Duitse mark	DM
nihil	—	Franse frank	Ffr
zeer klein getal	0	Italiaanse lire	Lit
geen gegevens beschikbaar	·	Nederlandse gulden	Fl
onzekere of geschatte gegevens	()	Belgische frank	Fb
schatting van het Bureau voor de Statistiek der Europese Gemeenschappen	[]	Luxemburgse frank	Flx
miljoen	Mio	Pond sterling, Iers pond	£
miljard	Mrd	Deense kroon	Dkr
		Rekeneenheid van de Europese Gemeenschappen = 0,888671 gr. fijn goud	Eur
		Belgisch-Luxemburgse Economische Unie	BLEU

INLEIDING

Met dit jaarboek, dat de meest recente gegevens over de belastingontvangsten in de lid-staten van de Europese Gemeenschappen bevat, wordt op twee punten een uitbreiding ingevoerd. Enerzijds worden voor het eerst gegevens over het Verenigd Koninkrijk, Ierland en Denemarken opgenomen, zodat er binnen de uitgebreide Gemeenschap vergelijkingen kunnen worden getrokken. Anderzijds is het terrein dat tot dusver tot de eigenlijke belastingen beperkt bleef, nu uitgebreid met de werkelijk door de overheid geïnde sociale verzekeringspremies.

De actieve medewerking welke de Bureaus voor de Statistiek en de belastingdiensten van de drie nieuwe lid-staten het Bureau voor de Statistiek der Europese Gemeenschappen verleend hebben, heeft de opname van de fiscale statistieken dezer landen zeer vergemakkelijkt. Zo kon bijvoorbeeld het onderscheid tussen douanerechten en accijnzen, die in het Verenigd Koninkrijk en Ierland van oudsher aan geheel andere criteria onderworpen zijn dan in de andere lid-staten, gehomogeniseerd worden dank zij de hergroepering van sommige belastingen en het feit dat de Britse en Ierse diensten bij sommige « customs duties » het beschermende en het fiscale element hebben gesplitst.

Een andere moeilijkheid van institutionele aard vloeide voort uit het feit dat het fiscale jaar in de drie nieuwe lid-staten niet met het kalenderjaar samenvalt maar van 1 april t/m 31 maart loopt. Voor het Verenigd Koninkrijk kon deze moeilijkheid worden overwonnen; men beschikt daar namelijk ook over gedetailleerde cijfers van belastingontvangsten per kalenderjaar. De in dit jaarboek gepubliceerde cijfers voor Ierland en Denemarken hebben daarentegen betrekking op het fiscale jaar; in de vergelijkende tabellen hebben de voor Ierland en Denemarken vermelde gegevens voor jaar x diensgevolge betrekking op gegevens over de periode van 1 april van jaar x t/m 31 maart van jaar $x + 1$.

* * *

Het feit dat in dit jaarboek ook de sociale verzekeringspremies zijn opgenomen houdt nauw verband met de uitbreiding van de Gemeenschap. Aangezien de oude en de nieuwe lid-staten voor de financiering van hun sociale uitgaven in zeer ongelijke mate een beroep doen op belastingen en op sociale verzekeringspremies, kon een internationale vergelijking alleen worden opgesteld als zowel met de belastingontvangsten als met de sociale verzekeringspremies rekening werd gehouden.

De in dit jaarboek opgenomen sociale verzekeringspremies betreffen de werkelijk door de overheid geïnde sociale verzekeringspremies. Dientengevolge zijn niet opgenomen de fictieve sociale verzekeringspremies welke met geen enkele werkelijke ontvangst van de overheid overeenkomen, alsmede de werkelijke sociale verzekeringspremies welke naar de verzekeringsinstellingen gaan. In tegenstelling hiermee zijn de werkelijke sociale verzekeringspremies aan de overheid in hun geheel opgenomen; dit bedrag omvat derhalve bepaalde vrijwillige premies welke ten opzichte van de verplichte sociale verzekeringspremies echter niet erg zwaar wegen.

In de verschillende tabellen van dit jaarboek zijn de werkelijke sociale verzekeringspremies stelselmatig geïntegreerd, maar wel onderscheiden van de eigenlijke belastingen.

* * *

De hierna in aanmerking genomen drie categorieën van belastingen en sociale verzekeringspremies worden streng gedefinieerd volgens het Europees stelsel van economische rekeningen (ESER)⁽¹⁾. Hierin worden namelijk volgens hun economisch karakter onderscheiden:

- I. de belastingen op inkomen en vermogen (R 61)
- II. de vermogensheffingen (R 72)
- III. de indirecte belastingen (R 20)
- IV. de werkelijke sociale verzekeringspremies (R 62).

In de onderhavige studie worden de indirecte belastingen bovendien onderverdeeld in:

- R 201. Algemene omzetbelastingen
- R 202. Invoerrechten en heffingen op landbouwproducten
- R 203. Accijnzen en verbruiksbelastingen
- R 204. Belastingen op diensten
- R 205. Grondbelastingen
- R 206. Rechten van zegel, registratie en eigendomsovergang
- R 207. Overige indirecte belastingen

In de gedetailleerde tabellen per land (afdeling IV) worden de ontvangsten voor iedere belasting afzonder-

(1) Europees stelsel van economische rekeningen (ESER), Bureau voor de Statistiek der Europese Gemeenschappen, 1970.

lijk gegeven zonder rekening te houden met de indeling. De gebruiker die een andere indeling wenst kan aldus zelf de cijfers volgens eigen behoefte hergroeperen.

De lezer die nadere inlichtingen wenst over de kenmerken (grondslag, belastingplichtige, wijze van inning, enz.) van een bepaalde belasting wordt verwezen naar de beschrijving gegeven in de publikatie « Overzicht van de belastingen » 1972, uitgegeven door de Commissie van de Europese Gemeenschappen, Directoraat-Generaal Interne Markt en Harmonisatie van de Wetgevingen. In deze publikatie worden de belastingen met hetzelfde codenummer aangegeven als in dit jaarboek.

Tenslotte moet er nog op worden gewezen dat de in het onderstaande vermelde cijfers gegevens op kasbasis zijn en geen gegevens op batenbasis.

De cijfers over 1972 zijn voorlopige cijfers.

Het jaarboek « Belastingstatistiek » is als volgt samengesteld:

- I. Begrippen en definities van het Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESER)
- II. Statistisch commentaar en vergelijkende tabellen
- III. Samenvattende tabellen per land
- IV. Gedetailleerde tabellen per land.

AFDELING I : **Begrippen en definities van het Europese stelsel
van economische rekeningen (ESER)**

AFDELING II : **Statistisch commentaar en vergelijkende
tabellen**

AFDELING I

BEGRIPPEN EN DEFINITIES VAN HET EUROPESE STELSEL VAN ECONOMISCHE REKENINGEN (ESER)

A. INDELING VAN DE BELASTINGEN

Het ESER onderscheidt drie categorieën van belastingen:

1. Belastingen op inkomen en vermogen (R 61)
2. Vermogensheffingen (R 72)
3. Indirecte belastingen (R 20)

1. **De belastingen op inkomen en vermogen (R 61)** omvatten alle verplichte betalingen, die regelmatig door de overheid en door het buitenland op het inkomen en het vermogen van de institutionele eenheden worden gevorderd.

Van deze categorie zijn derhalve uitgesloten de belastingen op het vermogen die geen regelmatig karakter hebben, zoals de successierechten en de buitengewone vermogensheffingen.

De belastingen op inkomen en vermogen omvatten met name:

a) belastingen op het inkomen van natuurlijke personen (inkomen uit arbeid, uit vermogen, uit ondernemersactiviteit, pensioenen, enz.), met inbegrip van belastingen op grond en onroerende goederen, voor zover deze belastingen een bijzonder aspect vormen van de berekening en de inning van de totale belasting op het inkomen.

b) belastingen op de winsten van vennootschappen en andere rechtspersonen.

c) periodieke belastingen op het vermogen van gezinshuishoudingen, vennootschappen en instellingen zonder winstoogmerk.

d) belastingen op winsten uit loterijen, kansspelen en weddenschappen.

e) door gezinshuishoudingen betaalde belastingen voor het gebruik van voertuigen voor niet-productieve doeleinden.

Niet tot deze categorie behoren de luister- en kijk-gelden, waarvan de opbrengst aan radio- en televisie-instellingen toevloeit. Deze vergoedingen worden in het ESER beschouwd als een aankoop van verhandelbare diensten.

Hierbij dient erop te worden gewezen dat het bedrag van de belastingen dat wordt geregistreerd mede de rente bij te late betaling en de fiscale boetes omvat, alsmede de eventueel bijkomende kosten van inning, en wordt verminderd met de terugbetalingen van belastingen door de overheid in het kader van haar economische politiek en met de restitutie van belastingen bij onrechtmatige inning.

2. **Vermogensheffingen (R 72)** zijn verplichte, niet regelmatig voorkomende heffingen op het kapitaal of vermogen van institutionele eenheden.

Het criterium van het niet regelmatige karakter, d.w.z. dat de belasting niet periodiek wordt geheven, vormt de grondslag van deze definitie en maakt het mogelijk de vermogensheffingen te onderscheiden van de belastingen op inkomen en vermogen. Deze rubriek omvat de successierechten, de schenkingsrechten en de buitengewone heffingen op vermogen.

3. **De indirecte belastingen (R 20)** zijn verplichte betalingen, opgelegd door de overheid of door de Europese Gemeenschapsinstellingen aan productie-eenheden, die drukken op de productie en de invoer van goederen en diensten of op het gebruik van productiefactoren; deze belastingen zijn verschuldigd, onverschillig of er al dan geen exploitatiewinst wordt gemaakt.

De productie wordt hier in de ruime zin van de nationale rekeningen opgevat en omvat ook de productie van diensten van vervoer, handel, krediet en verzekering, enzovoort. De belastingen die drukken op de verkoop of de aankoop van goederen en diensten maken derhalve deel uit van de belastingen in verband met de productie.

Het ESER maakt een onderscheid ⁽¹⁾ tussen:

- de belastingen in verband met de productie (R 21)
- de belastingen in verband met de invoer (R 29)

De belastingen in verband met de productie (R 21) omvatten met name:

- a)* de belasting over de toegevoegde waarde ⁽²⁾
- b)* de andere omzetbelastingen ⁽²⁾
- c)* de accijnzen en andere verbruiksbelastingen ⁽²⁾

(1) Dit onderscheid is niet in dit jaarboek opgenomen.

(2) Behalve dat deel van deze belastingen, dat behoort tot de belastingen in verband met de invoer.

AFDELING II

STATISTISCH COMMENTAAR EN VERGELIJKENDE TABELLEN

De samenvatting van de in dit jaarboek bijeengebrachte gedetailleerde cijfers en de vergelijking hiervan tussen de landen geeft een algemeen beeld van het belastingwezen in de lid-staten van de Europese Gemeenschappen, en wel onder de volgende drie aspecten:

- 1) het totaal van belastingen en sociale verzekeringspremies
- 2) de vergelijkende structuur van dit totaal naar categorie
- 3) de verdeling van dit totaal over de subsectoren van de overheid en de Europese Gemeenschapsinstellingen.

1. TOTAAL VAN BELASTINGEN EN SOCIALE VERZEKERINGSPREMIES

Onder dit totaal wordt verstaan de som van de belastingontvangsten en van de werkelijke sociale verzekeringspremies die door de overheid zijn geheven.

De bedragen en de stijgingspercentages van het totaal der belastingen en sociale verzekeringspremies in de negen lid-staten worden in tabel A vermeld.

Indien men over de periode 1968/72 de ontwikkeling in reële termen beschouwt, stelt men vast dat de toename van het totaal van belastingen en werkelijke sociale

Tabel A: Totaal van belastingen en werkelijke sociale verzekeringspremies

	Duitsland (BR)	Frankrijk	Italië	Nederland	België	Luxemburg	Verenigd Koninkrijk	Ierland	Denemarken
in miljoenen nationale munteenheden (voor Italië in miljarden)									
1968	177 906	219 341	14 648,4	35 428	354 105	12 274	15 051	364,37	33 997
1969	209 882	256 214	15 669,7	40 498	397 650	14 143	16 980	431,28	36 690
1970	232 348	280 424	17 319,6	46 572	453 898	17 129	19 074	508,14	49 182
1971	264 339	307 306	19 311,1	54 922	508 577	19 305	20 129	602,77	56 154
1972	292 881	346 793	21 262,6	63 643	570 850	21 880	21 407	694,00	63 813
Nominale stijgingspercentages									
1969/68	18,0	16,8	7,0	14,3	12,2	15,2	12,8	18,4	7,9
1970/69	10,7	9,4	10,5	15,0	14,1	21,1	12,3	17,8	34,0
1971/70	13,8	9,6	11,5	17,9	12,0	12,7	5,5	18,6	14,2
1972/71	10,8	12,8	10,1	15,9	12,2	13,3	6,3	15,1	13,6
1972/68	64,6	58,1	45,2	79,6	61,2	78,3	42,2	90,5	87,7
Werkelijke stijgingspercentages (1)									
1972/68	29,9	26,1	15,7	36,0	32,0	39,0	7,4	27,3	45,4

verzekeringspremies in Denemarken (45 %), Luxemburg (39 %) en Nederland (36 %) het grootst is geweest, in België (32 %), Duitsland (30 %), Ierland (27 %) en Frankrijk (26 %) middelmatig en in Italië (16 %) en het Verenigd Koninkrijk (7 %) beduidend geringer.

In tabel B worden voor 1972 de bedragen vermeld van het totaal der belastingen en werkelijke sociale verzekeringspremies en van het bruto binnenlands produkt, uitgedrukt in een gemeenschappelijke munteenheid — de Eur (1) —, alsmede de bedragen van deze twee grootheden per inwoner.

Uit de bedragen van deze tabel blijkt, dat in 1972 het totaal van belastingen en sociale verzekeringspremies per inwoner, uitgedrukt in Eur, in Denemarken het hoogst is en in Ierland het laagst.

Na Denemarken (1686 Eur) volgen op vrij grote afstand Duitsland, de Beneluxlanden en Frankrijk (1200 tot 1360 Eur), terwijl het Verenigd Koninkrijk slechts een peil van 919 Eur per inwoner bereikt. Italië en Ierland komen achteraan met een peil van respectievelijk 619 en 553 Eur.

(1) De gegevens in reële termen zijn verkregen door de nominale gegevens te delen door het prijsindexcijfer van het bruto binnenlands produkt.

(2) De omrekening in Eur is verricht op basis van de officiële, bij het IMF opgegeven pariteiten of van de spilkoersen (1 Eur = 1 rekeneenheid van de Europese Gemeenschappen = 0,888671 gram fijn goud).

Tabel B: Totaal van belastingen en werkelijke sociale verzekeringspremies en bruto binnenlands produkt tegen marktprijzen Eur, in 1972

	Totaal van belastingen en werkelijke sociale verzekeringspremies		Bruto binnenlands produkt tegen marktprijzen	
	Totaalcijfers miljoenen Eur	per inwoner Eur	Totaalcijfers miljoenen Eur	per inwoner Eur
Duitsland (BR)	83 711	1 357	237 047	3 844
Frankrijk	62 438	1 207	180 390	3 489
Italië	33 678	619	108 738	1 999
Nederland	18 066	1 355	42 571	3 194
België	11 732	1 208	32 191	3 315
Luxemburg	450	1 292	1 219	3 502
Verenigd Koninkrijk	51 377	919	147 912	2 647
Ierland	1 666	553	5 299	1 758
Denemarken	8 420	1 686	19 486	3 902
EUR 9	271 538	1 065	774 853	3 038

Vanzelfsprekend vormt het totaal van de belastingen en werkelijke sociale verzekeringspremies per inwoner als zodanig geen maatstaf voor de belastingdruk. Deze laatste kan slechts worden beoordeeld, wanneer men tegelijkertijd de hoogte van het bruto binnenlands produkt per inwoner in aanmerking neemt. In dit verband kan men een vrij nauwe samenhang tussen deze twee indicatoren vaststellen. Maar deze samenhang is niet volledig en in tabel B kunnen enkele opmerkelijke uitzonderingen worden geconstateerd. Zo onderscheiden Denemarken en Duitsland zich — hoewel zij op een praktisch even groot binnenlands produkt per inwoner uitkomen — doordat het ene land een tamelijk zware belastingheffing kent, terwijl het andere een eerder gema-

tigde heffing heeft. De situatie in Nederland is nog frappanter. Hoewel in dat land het produkt per inwoner lager is dan dat van Luxemburg, Frankrijk en België, is het totaal van belastingen en sociale verzekeringspremies per inwoner daar aanzienlijk hoger, nl. op het peil van Duitsland.

In tabel C ziet men hoe groot de belastingontvangsten, de werkelijke sociale verzekeringspremies en het totaal hiervan zijn ten opzichte van het bruto binnenlands produkt tegen marktprijzen. Deze berekening maakt het mogelijk zich los te maken van de muntpariteiten en van de verschillen in prijspeil en prijsontwikkeling tussen de landen.

Tabel C: Totaal van belastingen en werkelijke sociale verzekeringspremies in % van het bruto binnenlands produkt tegen marktprijzen, 1968-1972

	Duitsland (BR)	Frankrijk	Italië	Nederland	België	Luxemburg	Verenigd Koninkrijk	Ierland	Denemarken
Belastingontvangsten									
1968	23,0	22,4	19,7	25,3	24,1	21,7	29,9	26,4	34,6
1969	24,4	22,7	19,4	25,1	24,5	22,1	32,0	27,1	32,6
1970	23,1	22,0	18,3	25,5	24,6	23,2	32,6	28,5	39,8
1971	23,7	21,3	18,6	26,4	25,0	24,8	30,9	29,5	41,4
1972	23,7	21,6	18,6	27,0	25,0	26,1	29,4	28,6	41,3
Werkelijke sociale verzekeringspremies									
1968	9,9	12,4	11,4	13,5	10,0	9,8	5,0	2,3	1,9
1969	10,2	12,7	10,9	14,1	10,0	9,3	4,8	2,3	1,8
1970	10,7	12,7	11,6	14,4	10,7	9,9	5,2	2,5	1,8
1971	11,1	12,9	12,2	15,2	11,1	10,4	5,0	2,8	1,9
1972	11,6	13,0	12,4	15,4	11,5	10,8	5,4	2,9	1,9
Belastingontvangsten en werkelijke sociale verzekeringspremies									
1968	32,9	34,9	31,2	38,8	34,1	31,4	34,9	28,8	36,5
1969	34,7	35,4	30,3	39,2	34,5	31,4	36,8	29,5	34,4
1970	33,8	34,7	29,9	39,9	35,3	33,1	37,9	31,0	41,6
1971	34,8	34,2	30,8	41,6	36,2	35,2	35,9	32,3	43,2
1972	35,3	34,6	31,0	42,4	36,4	36,9	34,7	31,4	43,2

Tabel E: Verdeling van de belastingontvangsten en werkelijke sociale verzekeringspremies naar ontvangende subsector, 1972 (in %)

	Overheid (S 60)				Europese Gemeenschaps- instellingen (S 92)
	Centrale overheid (S 61)	Lagere publiek- rechtelijke lichamen (S 62)	Sociale verzekerings- instellingen (S 63)	Totaal	
Duitsland (BR)	58,2 (a)	8,2	32,8	99,2	0,8
Frankrijk	57,1	5,7	36,6	99,4	0,6
Italië	50,5	8,9	39,4	98,9	1,1
Nederland	61,0	1,4	36,3	98,8	1,2
België	63,3	5,1	30,2	98,6	1,4
Luxemburg	58,4	11,8	28,8	99,0	1,0
Verenigd Koninkrijk	74,7	11,1	14,2	100,0	—
Ierland	80,8	10,1	9,1	100,0	—
Denemarken	69,2	26,2	4,4	99,8	0,2 (b)

Het eerste onderscheid dat men kan maken, is dat tussen het aandeel van de nationale overheid en het door de Europese Gemeenschapsinstellingen geheven gedeelte. Onder dit laatste gedeelte vallen de EGKS-heffing op de produktie van de ondernemingen in de kolen- en ijzer- en staalsector en voorts — sedert 1971 — ingevolge de besluiten van de Raad der Gemeenschappen tot toekenning van eigen middelen aan de Europese Gemeenschappen de heffingen op landbouwprodukten, de suikerbijdragen en een gedeelte van de douanerechten. In 1972 vormde het aandeel van de Europese Gemeenschapsinstellingen in het totaal der verplichte heffingen bij de zes oude lid-staten een percentage variërend van 0,6 % (Frankrijk) tot 1,4 % (België).

Uit de verdeling van de ontvangsten over de subsectoren van de nationale overheid blijkt dat er tussen de landen aanzienlijke verschillen bestaan. Dit geldt voor de sociale verzekeringsinstellingen die in de oude lid-staten een aandeel voor hun rekening nemen dat tussen 29 % voor Luxemburg en 39 % voor Italië schommelt; daarentegen bedraagt dit aandeel in het Verenigd Koninkrijk slechts 14 %, in Ierland 9 % en in Denemarken 4 %.

Wat het aandeel van de lagere publiekrechtelijke lichamen betreft, onderscheidt Denemarken zich door

het hoogste percentage (26 %). Dit aandeel is in Nederland (1,4 %) en in België (5,1 %) het laagst. Opgemerkt dient echter te worden dat voor deze twee landen het aandeel van de lagere publiekrechtelijke lichamen niet de belastingontvangsten omvat, die door het Rijk worden geïnd en weer via het gemeentefonds en het provinciefonds over de lagere publiekrechtelijke lichamen worden verdeeld.

Wat Frankrijk betreft, dient erop te worden gewezen dat het aandeel van 5,7 % van de lagere publiekrechtelijke lichamen niet de vergoeding omvat, die door de Staat ter compensatie van de afschaffing van de loonbelasting aan de lagere publiekrechtelijke lichamen wordt toegekend; deze vergoeding komt ten laste van de algemene staatsbegroting. Indien — zoals in de Franse nationale rekeningen — deze vergoeding geboekt was als een belastingopbrengst van de lagere publiekrechtelijke lichamen, zou hun aandeel in 1972 9,4 % bedragen.

Voor Italië dient te worden opgemerkt, dat het aandeel van de lagere publiekrechtelijke lichamen de belastingen van de Staat omvat, die voor gebieden met een speciaal statuut zijn bestemd; het bedrag van deze belastingen is vastgesteld op grond van voorlopige ramingen.

(a) Bund en Länder.

(b) Daar de gegevens voor Denemarken betrekking hebben op het belastingjaar 1972/73, heeft dit bedrag betrekking op de storting van de eerste drie maanden van het jaar 1973.

SECTION III : Tableaux de synthèse par pays

SECTION III : Summary tables by country

ABSCHNITT III : Zusammengefaßte Tabellen nach Ländern

SEZIONE III : Tavole sintetiche per paese

AFDELING III : Samenvattende tabellen per land

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio DM				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	69 437	84 203	86 795	95 987	107 182
R 201	1. General turnover taxes	25 568	33 711	37 907	42 708	46 791
R 202	2. Import duties and agricultural levies	3 251	3 650	3 626	3 596	3 635
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	20 616	22 073	23 283	24 831	28 302
R 204	4. Taxes on services	1 968	2 371	2 619	2 942	2 805
R 205	5. Taxes on land and buildings	2 473	2 590	2 683	2 801	3 004
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	1 304	1 653	1 660	1 856	2 029
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	14 257	18 155	15 017	17 253	20 616
R 61	II. Current taxes on income and wealth	54 504	63 197	71 294	83 690	88 921
R 72	III. Capital taxes	505	572	849	632	628
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	124 446	147 972	158 938	180 309	196 731
R 62	V. Actual social welfare contributions	53 460	61 910	73 410	84 030	96 150
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	177 906	209 882	232 348	264 339	292 881

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio DM				
	I. Central government (S 61)	110 765	130 338	141 735	158 555	170 393
R 20	1. Taxes linked to production and imports	55 810	66 625	76 188	82 389	90 672
R 61	2. Current taxes on income and wealth	54 450	63 141	64 698	75 534	79 093
R 72	3. Capital taxes	505	572	849	632	628
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	II. Local government (S 62)	13 613	17 561	17 140	20 026	23 997
R 20	1. Taxes linked to production and imports	13 559	17 505	10 544	11 870	14 169
R 61	2. Current taxes on income and wealth	54	56	6 596	8 156	9 828
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	III. Social security funds (S 63)	53 460	61 910	73 410	84 030	96 150
R 62	1. Actual social welfare contributions	53 460	61 910	73 410	84 030	96 150
	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	68	73	63	1 728	2 341
R 20	1. Taxes linked to production and imports	68	73	63	1 728	2 341
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	177 906	209 882	232 348	264 339	292 881

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

DEUTSCHLAND (BR)

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
39,0	40,1	37,4	36,3	36,6	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
14,4	16,1	16,3	16,2	16,0	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
1,8	1,7	1,6	1,4	1,2	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
11,6	10,5	10,0	9,4	9,7	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	4. Impôts sur les services	R 204
1,4	1,2	1,2	1,1	1,0	5. Impôts fonciers et immobiliers	R 205
0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
8,0	8,7	6,5	6,5	7,0	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
30,6	30,1	30,7	31,7	30,4	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,3	0,3	0,4	0,2	0,2	III. Impôts en capital	R 72
70,0	70,5	68,4	68,2	67,2	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
30,0	29,5	31,6	31,8	32,8	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
62,3	62,1	61,0	60,0	58,2	I. Administration centrale (S 61)	
31,4	31,7	32,8	31,2	31,0	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
30,6	30,1	27,8	28,6	27,0	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,3	0,3	0,4	0,2	0,2	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
7,7	8,4	7,4	7,6	8,2	II. Administrations locales (S 62)	
7,6	8,3	4,5	4,5	4,8	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
0,0	0,0	2,8	3,1	3,4	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
30,0	29,5	31,6	31,8	32,8	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
30,0	29,5	31,6	31,8	32,8	1. Cotisations sociales effectives	R 62
0,0	0,0	0,0	0,7	0,8	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
0,0	0,0	0,0	0,7	0,8	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

FRANCE

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Ffr				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	102 546	118 896	124 426	136 663	152 733
R 201	1. General turnover taxes	52 107	68 729	71 295	80 078	90 500
R 202	2. Import duties and agricultural levies	2 246	2 302	2 598	2 483	2 977
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	18 176	20 571	22 571	23 977	26 198
R 204	4. Taxes on services	2 755	3 206	3 626	3 697	4 189
R 205	5. Taxes on land and buildings	3 382	3 993	4 092	4 280	4 281
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	3 805	4 846	4 581	5 274	6 222
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	20 075	15 249	15 663	16 874	18 366
R 61	II. Current taxes on income and wealth	37 267	44 049	51 389	53 179	61 894
R 72	III. Capital taxes	1 444	1 429	1 944	1 561	1 902
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	141 257	164 374	177 759	191 403	216 529
R 62	V. Actual social welfare contributions	78 084	91 840	102 665	115 903	130 264
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	219 341	256 214	280 424	307 306	346 793

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Ffr				
R 20	I. Central government (S 61)	122 534	150 299	163 298	174 028	197 959
R 20	1. Taxes linked to production and imports	85 027	106 210	111 242	120 775	135 089
R 61	2. Current taxes on income and wealth	33 888	40 177	47 251	48 659	57 465
R 72	3. Capital taxes	1 444	1 429	1 944	1 561	1 902
R 62	4. Actual social welfare contributions	2 175	2 483	2 861	3 033	3 503
R 20	II. Local government (S 62)	20 863	16 518	17 277	19 028	20 061
R 20	1. Taxes linked to production and imports	17 484	12 646	13 139	14 508	15 632
R 61	2. Current taxes on income and wealth	3 379	3 872	4 138	4 520	4 429
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
R 62	III. Social security funds (S 63)	75 909	89 357	99 804	112 870	126 761
	1. Actual social welfare contributions	75 909	89 357	99 804	112 870	126 761
R 20	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	35	40	45	1 380	2 012
	1. Taxes linked to production and imports	35	40	45	1 380	2 012
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	219 341	256 214	280 424	307 306	346 793

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

FRANCE

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
		‰				
46,7	46,4	44,4	44,5	44,1	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
23,8	26,8	25,4	26,1	26,1	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
8,3	8,0	8,0	7,8	7,6	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	4. Impôts sur les services	R 204
1,5	1,6	1,5	1,4	1,2	5. Impôts fonciers et immobiliers	R 205
1,7	1,9	1,6	1,7	1,8	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
9,2	6,0	5,6	5,5	5,3	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
17,0	17,2	18,3	17,3	17,8	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,7	0,6	0,7	0,5	0,5	III. Impôts en capital	R 72
64,4	64,2	63,4	62,3	62,4	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
35,6	35,8	36,6	37,7	37,6	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
		‰				
55,9	58,7	58,2	56,6	57,1	I. Administration centrale (S 61)	
38,8	41,5	39,7	39,3	39,0	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
15,4	15,7	16,8	15,8	16,6	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,7	0,6	0,7	0,5	0,5	3. Impôts en capital	R 72
1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	4. Cotisations sociales effectives	R 62
9,5	6,4	6,2	6,2	5,7	II. Administrations locales (S 62)	
8,0	4,9	4,7	4,7	4,5	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
34,6	34,9	35,6	36,7	36,6	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
34,6	34,9	35,6	36,7	36,6	1. Cotisations sociales effectives	R 62
0,0	0,0	0,0	0,4	0,6	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
0,0	0,0	0,0	0,4	0,6	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Lit				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7) (a)	6 040 173	6 488 942	7 035 982	7 623 785	7 947 629
R 201	1. General turnover taxes	1 811 880	2 041 739	2 349 190	2 454 745	2 323 452
R 202	2. Import duties and agricultural levies	385 098	353 555	407 411	330 776	353 374
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	2 842 676	3 140 917	3 258 144	3 723 630	3 882 462
R 204	4. Taxes on services	464 385	370 539	484 785	546 632	556 199
R 205	5. Taxes on land and buildings (b)	—	—	—	—	—
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	622 480	683 183	743 506	836 473	944 886
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	251 080	248 332	279 924	280 984	293 309
R 61	II. Current taxes on income and wealth	3 128 646	3 417 978	3 464 656	3 938 288	4 685 449
R 72	III. Capital taxes	105 234	110 750	106 350	117 470	128 567
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	9 274 053	10 017 670	10 606 988	11 679 543	12 761 645
R 62	V. Actual social welfare contributions	5 374 300	5 652 000	6 712 600	7 631 600	8 501 000
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	14 648 353	15 669 670	17 319 588	19 311 143	21 262 645

(a) Item I « taxes linked to production and imports (R 20) » does not equal the sum of items 1 through 7; the discrepancy represents tax refunds which cannot be broken down by type. The amounts are as follows:

	1968	1969	1970	1971	1972
Mio Lit	-337 426	-349 323	-486 978	-549 455	-406 053

(b) Taxes on land and buildings are included in item II.

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Lit				
	I. Central government (S 61)	7 963 677	8 665 422	9 162 890	9 970 884	10 747 823
R 20	1. Taxes linked to production and imports	5 375 643	5 819 273	6 309 760	6 660 205	6 783 385
R 61	2. Current taxes on income and wealth	2 439 336	2 688 632	2 705 399	3 149 639	3 765 299
R 72	3. Capital taxes	100 298	104 917	99 831	111 040	121 439
R 62	4. Actual social welfare contributions	48 400	52 600	47 900	50 000	77 700
	II. Local government (S 62)	1 384 795	1 432 516	1 521 979	1 621 879	1 900 624
R 20	1. Taxes linked to production and imports	661 149	666 337	722 703	790 500	925 046
R 61	2. Current taxes on income and wealth	689 310	729 346	759 257	788 649	920 150
R 72	3. Capital taxes	4 936	5 833	6 519	6 430	7 128
R 62	4. Actual social welfare contributions	29 400	31 000	33 500	36 300	48 300
	III. Social security funds (S 63)	5 296 500	5 568 400	6 631 200	7 545 300	8 375 000
R 62	1. Actual social welfare contributions	5 296 500	5 568 400	6 631 200	7 545 300	8 375 000
	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	3 381	3 332	3 519	173 080	239 198
R 20	1. Taxes linked to production and imports	3 381	3 332	3 519	173 080	239 198
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	14 648 353	15 669 670	17 319 588	19 311 143	21 262 645

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

ITALIA

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
41,2	41,4	40,6	39,5	37,4	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7) (a)	R 20
12,4	13,0	13,6	12,7	10,9	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
2,6	2,3	2,4	1,7	1,7	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
19,4	20,0	18,8	19,3	18,3	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
3,2	2,4	2,8	2,8	2,6	4. Impôts sur les services	R 204
—	—	—	—	—	5. Impôts fonciers et immobiliers (b)	R 205
4,2	4,4	4,3	4,3	4,4	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
1,7	1,6	1,6	1,5	1,4	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
21,4	21,8	20,0	20,4	22,0	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	III. Impôts en capital	R 72
63,3	63,9	61,2	60,5	60,0	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
36,7	36,1	38,8	39,5	40,0	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

(a) Le total des rubriques 1 à 7 ne correspond pas à la rubrique I « impôts liés à la production et à l'importation (R 20) »; la différence représente les remboursements d'impôts qui ne peuvent être ventilés en catégories. Ils se chiffrent de la façon suivante:

	1968	1969	1970	1971	1972
Mio Lit	-337 426	-349 323	-486 978	-549 455	-406 053

(b) Ces impôts sont compris dans la rubrique II.

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
54,4	55,3	52,9	51,6	50,5	I. Administration centrale (S 61)	
36,7	37,1	36,4	34,5	31,9	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
16,7	17,2	15,6	16,3	17,7	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	3. Impôts en capital	R 72
0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	4. Cotisations sociales effectives	R 62
9,5	9,1	8,8	8,4	8,9	II. Administrations locales (S 62)	
4,5	4,3	4,2	4,1	4,4	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
4,7	4,7	4,4	4,1	4,3	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3. Impôts en capital	R 72
0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	4. Cotisations sociales effectives	R 62
36,2	35,5	38,3	39,1	39,4	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
36,2	35,5	38,3	39,1	39,4	1. Cotisations sociales effectives	R 62
0,0	0,0	0,0	0,9	1,1	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
0,0	0,0	0,0	0,9	1,1	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

NEDERLAND

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Fl				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	10 661	11 200	13 623	15 495	17 958
R 201	1. General turnover taxes	4 980	4 877	6 657	8 385	9 827
R 202	2. Import duties and agricultural levies	1 294	1 293	1 469	1 299	1 331
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	2 883	3 429	3 769	3 877	4 529
R 204	4. Taxes on services	43	46	47	33	34
R 205	5. Taxes on land and buildings	150	149	152	164	164
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	403	398	427	476	564
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	908	1 008	1 102	1 261	1 509
R 61	II. Current taxes on income and wealth	12 188	14 490	15 821	19 050	22 313
R 72	III. Capital taxes	226	251	266	296	295
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	23 075	25 941	29 710	34 841	40 566
R 62	V. Actual social welfare contributions	12 353	14 557	16 862	20 081	23 077
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	35 428	40 498	46 572	54 922	63 643

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Fl				
	I. Central government (S 61)	22 414	25 212	28 930	33 311	38 851
R 20	1. Taxes linked to production and imports	10 134	10 617	12 993	14 140	16 417
R 61	2. Current taxes on income and wealth	12 054	14 344	15 671	18 875	22 139
R 72	3. Capital taxes	226	251	266	296	295
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	II. Local government (S 62)	656	723	773	849	922
R 20	1. Taxes linked to production and imports	522	577	623	674	748
R 61	2. Current taxes on income and wealth	134	146	150	175	174
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	III. Social security funds (S 63)	12 353	14 557	16 862	20 081	23 077
R 62	1. Actual social welfare contributions	12 353	14 557	16 862	20 081	23 077
	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	5	6	7	681	793
R 20	1. Taxes linked to production and imports	5	6	7	681	793
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	35 428	40 498	46 572	54 922	63 643

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

NEDERLAND

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
30,1	27,7	29,3	28,2	28,2	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
14,1	12,0	14,3	15,3	15,4	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
3,7	3,2	3,2	2,4	2,1	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
8,2	8,5	8,1	7,1	7,1	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	4. Impôts sur les services	R 204
0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	5. Impôts fonciers et immobiliers	R 205
1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
2,6	2,5	2,4	2,3	2,4	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
34,4	35,8	34,0	34,7	35,1	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	III. Impôts en capital	R 72
65,1	64,1	63,8	63,4	63,7	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
34,9	35,9	36,2	36,6	36,3	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
63,3	62,3	62,1	60,7	61,0	I. Administration centrale (S 61)	
28,6	26,2	27,9	25,7	25,8	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
34,0	35,4	33,6	34,4	34,8	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
1,9	1,8	1,7	1,5	1,4	II. Administrations locales (S 62)	
1,5	1,4	1,3	1,2	1,2	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
34,9	35,9	36,2	36,6	36,3	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
34,9	35,9	36,2	36,6	36,3	1. Cotisations sociales effectives	R 62
0,0	0,0	0,0	1,2	1,2	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
0,0	0,0	0,0	1,2	1,2	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Fb				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	140 591	154 466	167 368	180 655	189 408
R 201	1. General turnover taxes	76 752	83 491	88 978	101 403	103 453
R 202	2. Import duties and agricultural levies	11 612	11 679	13 672	13 094	11 749
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	30 399	34 756	36 345	40 116	44 970
R 204	4. Taxes on services	2 702	4 048	3 439	3 872	4 276
R 205	5. Taxes on land and buildings (a)	—	—	—	—	—
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	9 003	9 812	9 252	8 737	10 665
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	10 123	10 680	15 682	13 433	14 295
R 61	II. Current taxes on income and wealth	105 637	123 596	144 774	166 192	196 956
R 72	III. Capital taxes	4 311	4 213	4 557	5 168	4 887
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	250 539	282 275	316 699	352 015	391 251
R 62	V. Actual social welfare contributions	103 566	115 375	137 199	156 562	179 599
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	354 105	397 650	453 898	508 577	570 850

(a) Taxes on land and buildings are included in item II.

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Fb				
R 20	I. Central government (S 61)	236 722	267 083	299 717	327 172	361 479
R 20	1. Taxes linked to production and imports	136 180	149 506	162 068	168 812	175 291
R 61	2. Current taxes on income and wealth	92 571	109 409	128 948	148 432	175 521
R 72	3. Capital taxes	4 311	4 213	4 557	5 168	4 887
R 62	4. Actual social welfare contributions	3 660	3 955	4 144	4 760	5 780
R 20	II. Local government (S 62)	18 253	20 011	22 104	24 652	29 201
R 20	1. Taxes linked to production and imports	4 228	4 759	5 103	5 548	6 176
R 61	2. Current taxes on income and wealth	13 066	14 187	15 826	17 760	21 435
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	959	1 065	1 175	1 344	1 590
R 62	III. Social security funds (S 63)	98 947	110 355	131 880	150 458	172 229
R 62	1. Actual social welfare contributions	98 947	110 355	131 880	150 458	172 229
R 20	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	183	201	197	6 295	7 941
R 20	1. Taxes linked to production and imports	183	201	197	6 295	7 941
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	354 105	397 650	453 898	508 577	570 850

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

BELGIQUE/BELGIË

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
39,7	38,8	36,9	35,5	33,2	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
21,7	21,0	19,6	19,9	18,1	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
3,2	2,9	3,0	2,6	2,1	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
8,6	8,7	8,0	7,9	7,9	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
0,8	1,0	0,8	0,8	0,7	4. Impôts sur les services	R 204
—	—	—	—	—	5. Impôts fonciers et immobiliers (a)	R 205
2,5	2,5	2,0	1,7	1,9	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
2,9	2,7	3,5	2,6	2,5	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
29,8	31,1	31,9	32,7	34,5	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	III. Impôts en capital	R 72
70,8	71,0	69,8	69,2	68,5	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
29,2	29,0	30,2	30,8	31,5	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

(a) Ces impôts sont compris dans la rubrique II.

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
66,9	67,2	66,0	64,3	63,3	I. Administration centrale (S 61)	
38,5	37,6	35,7	33,2	30,7	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
26,1	27,5	28,4	29,2	30,7	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	3. Impôts en capital	R 72
1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	4. Cotisations sociales effectives	R 62
5,2	5,0	4,9	4,8	5,1	II. Administrations locales (S 62)	
1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
3,7	3,6	3,5	3,5	3,8	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	4. Cotisations sociales effectives	R 62
27,9	27,8	29,1	29,6	30,2	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
27,9	27,8	29,1	29,6	30,2	1. Cotisations sociales effectives	R 62
0,1	0,1	0,0	1,2	1,4	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
0,1	0,1	0,0	1,2	1,4	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

LUXEMBOURG

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Flx				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	4 201	4 612	5 267	6 083	7 339
R 201	1. General turnover taxes	1 265	1 381	1 757	2 271	2 710
R 202	2. Import duties and agricultural levies	} 1 378	1 476	1 536	1 635	2 102
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods					
R 204	4. Taxes on services	100	109	54	91	103
R 205	5. Taxes on land and buildings	184	186	193	198	204
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	429	545	638	700	944
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	845	915	1 089	1 188	1 276
R 61	II. Current taxes on income and wealth	4 195	5 249	6 674	7 453	8 034
R 72	III. Capital taxes	59	83	66	70	99
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	8 455	9 944	12 007	13 606	15 472
R 62	V. Actual social welfare contributions	3 819	4 199	5 122	5 699	6 408
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	12 274	14 143	17 129	19 305	21 880

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio Flx				
	I. Central government (S 61)	6 875	8 267	10 016	11 205	12 778
R 20	1. Taxes linked to production and imports	3 127	3 465	3 905	4 466	5 557
R 61	2. Current taxes on income and wealth	3 642	4 663	5 961	6 573	7 012
R 72	3. Capital taxes	59	83	66	70	99
R 62	4. Actual social welfare contributions	47	56	84	96	110
	II. Local government (S 62)	1 566	1 662	2 004	2 323	2 581
R 20	1. Taxes linked to production and imports	1 013	1 076	1 291	1 443	1 559
R 61	2. Current taxes on income and wealth	553	586	713	880	1 022
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	III. Social security funds (S 63)	3 772	4 143	5 038	5 603	6 298
R 62	1. Actual social welfare contributions	3 772	4 143	5 038	5 603	6 298
	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	61	71	71	174	223
R 20	1. Taxes linked to production and imports	61	71	71	174	223
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	12 274	14 143	17 129	19 305	21 880

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

LUXEMBOURG

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
34,2	32,6	30,7	31,5	33,5	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
10,3	9,8	10,3	11,8	12,4	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
11,2	10,4	9,0	8,4	9,6	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
0,8	0,8	0,3	0,5	0,5	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
1,5	1,3	1,1	1,0	0,9	4. Impôts sur les services	R 204
3,5	3,9	3,7	3,6	4,3	5. Impôts fonciers et immobiliers	R 205
6,9	6,5	6,4	6,2	5,8	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
					7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
34,2	37,1	39,0	38,6	36,7	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,5	0,6	0,4	0,4	0,5	III. Impôts en capital	R 72
68,9	70,3	70,1	70,5	70,7	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
31,1	29,7	29,9	29,5	29,3	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
56,0	58,5	58,5	58,0	58,4	I. Administration centrale (S 61)	
25,5	24,5	22,8	23,1	25,4	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
29,7	33,0	34,8	34,0	32,0	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,5	0,6	0,4	0,4	0,5	3. Impôts en capital	R 72
0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	4. Cotisations sociales effectives	R 62
12,8	11,8	11,7	12,0	11,8	II. Administrations locales (S 62)	
8,3	7,6	7,5	7,5	7,1	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
4,5	4,1	4,2	4,6	4,7	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
30,7	29,3	29,4	29,0	28,8	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
30,7	29,3	29,4	29,0	28,8	1. Cotisations sociales effectives	R 62
0,5	0,5	0,4	0,9	1,0	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
0,5	0,5	0,4	0,9	1,0	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

UNITED KINGDOM

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio £				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	6 605	7 558	8 103	8 420	8 941
R 201	1. General turnover taxes	890	1 083	1 244	1 391	1 372
R 202	2. Import duties and agricultural levies	245	241	270	289	374
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	2 887	3 284	3 426	3 512	3 734
R 204	4. Taxes on services	96	111	124	151	168
R 205	5. Taxes on land and buildings	1 548	1 667	1 824	2 087	2 377
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	118	123	124	141	224
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	821	1 049	1 091	849	692
R 61	II. Current taxes on income and wealth	5 914	6 743	7 950	8 486	8 668
R 72	III. Capital taxes	380	450	383	404	483
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	12 899	14 751	16 436	17 310	18 092
R 62	V. Actual social welfare contributions	2 152	2 229	2 638	2 819	3 315
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	15 051	16 980	19 074	20 129	21 407

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968	1969	1970	1971	1972
		Mio £				
R 20	I. Central government (S 61)	11 570	13 323	14 872	15 511	16 000
R 20	1. Taxes linked to production and imports	5 057	5 891	6 279	6 333	6 564
R 61	2. Current taxes on income and wealth	5 914	6 743	7 950	8 486	8 668
R 72	3. Capital taxes	380	450	383	404	483
R 62	4. Actual social welfare contributions	219	239	260	288	285
R 20	II. Local government (S 62)	1 548	1 667	1 824	2 087	2 377
R 20	1. Taxes linked to production and imports	1 548	1 667	1 824	2 087	2 377
R 61	2. Current taxes on income and wealth	—	—	—	—	—
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
R 62	III. Social security funds (S 63)	1 933	1 990	2 378	2 531	3 030
R 62	1. Actual social welfare contributions	1 933	1 990	2 378	2 531	3 030
R 20	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	—	—	—	—	—
R 20	1. Taxes linked to production and imports	—	—	—	—	—
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	15 051	16 980	19 074	20 129	21 407

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

UNITED KINGDOM

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
43,9	44,5	42,5	41,8	41,8	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
5,9	6,4	6,5	6,9	6,4	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
1,6	1,4	1,4	1,4	1,7	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
19,2	19,3	18,0	17,4	17,4	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	4. Impôts sur les services	R 204
10,3	9,8	9,6	10,4	11,1	5. Impôts fonciers et immobiliers	R 205
0,8	0,7	0,7	0,7	1,0	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
5,5	6,2	5,7	4,2	3,2	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
39,3	39,7	41,7	42,2	40,5	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
2,5	2,7	2,0	2,0	2,3	III. Impôts en capital	R 72
85,7	86,9	86,2	86,0	84,5	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
14,3	13,1	13,8	14,0	15,5	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968	1969	1970	1971	1972	Catégorie	Code
%						
76,9	78,5	78,0	77,1	74,7	I. Administration centrale (S 61)	
33,6	34,7	32,9	31,5	30,7	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
39,3	39,7	41,7	42,2	40,5	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
2,5	2,7	2,0	2,0	2,3	3. Impôts en capital	R 72
1,5	1,4	1,4	1,4	1,3	4. Cotisations sociales effectives	R 62
10,3	9,8	9,6	10,4	11,1	II. Administrations locales (S 62)	
10,3	9,8	9,6	10,4	11,1	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
—	—	—	—	—	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
12,8	11,7	12,5	12,6	14,2	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
12,8	11,7	12,5	12,6	14,2	1. Cotisations sociales effectives	R 62
—	—	—	—	—	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
—	—	—	—	—	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

IRELAND

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73
		Mio £				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	226,84	273,40	314,06	358,06	411,96
R 201	1. General turnover taxes	27,50	40,56	66,23	79,98	100,93
R 202	2. Import duties and agricultural levies	12,00	14,00	14,50	15,00	18,00
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	134,04	159,07	165,60	180,79	197,40
R 204	4. Taxes on services	2,57	3,54	3,41	3,73	4,35
R 205	5. Taxes on land and buildings	39,26	44,05	51,11	62,00	70,25
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	5,19	5,42	5,53	7,89	11,52
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	6,28	6,76	7,68	8,67	9,51
R 61	II. Current taxes on income and wealth	100,62	115,88	146,07	184,07	205,81
R 72	III. Capital taxes	7,61	7,70	6,31	9,04	13,23
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	335,07	396,98	466,44	551,17	631,00
R 62	V. Actual social welfare contributions	29,30	34,30	41,70	51,60	63,00
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	364,37	431,28	508,14	602,77	694,00

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73
		Mio £				
	I. Central government (S 61)	295,81	352,93	415,33	489,17	560,75
R 20	1. Taxes linked to production and imports	187,58	229,35	262,95	296,06	341,71
R 61	2. Current taxes on income and wealth	100,62	115,88	146,07	184,07	205,81
R 72	3. Capital taxes	7,61	7,70	6,31	9,04	13,23
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	II. Local government (S 62)	39,26	44,05	51,11	62,00	70,25
R 20	1. Taxes linked to production and imports	39,26	44,05	51,11	62,00	70,25
R 61	2. Current taxes on income and wealth	—	—	—	—	—
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	III. Social security funds (S 63)	29,30	34,30	41,70	51,60	63,00
R 62	1. Actual social welfare contributions	29,30	34,30	41,70	51,60	63,00
	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	—	—	—	—	—
R 20	1. Taxes linked to production and imports	—	—	—	—	—
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	364,37	431,28	508,14	602,77	694,00

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie
IRELAND

1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	Catégorie	Code
%						
62,3	63,4	61,8	59,4	59,4	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
7,5	9,4	13,0	13,3	14,5	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
3,3	3,2	2,9	2,5	2,6	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
36,8	36,9	32,6	30,0	28,4	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
0,7	0,8	0,7	0,6	0,6	4. Impôts sur les services	R 204
10,8	10,2	10,1	10,3	10,1	5. Impôts fonciers et immobiliers	R 205
1,4	1,3	1,1	1,3	1,7	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
1,7	1,6	1,5	1,4	1,4	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
27,6	26,9	28,7	30,5	29,7	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
2,1	1,8	1,2	1,5	1,9	III. Impôts en capital	R 72
92,0	92,0	91,8	91,4	90,9	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
8,0	8,0	8,2	8,6	9,1	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	Catégorie	Code
%						
81,2	81,8	81,7	81,2	80,8	I. Administration centrale (S 61)	
51,5	53,2	51,7	49,1	49,2	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
27,6	26,9	28,7	30,5	29,7	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
2,1	1,8	1,2	1,5	1,9	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
10,8	10,2	10,1	10,3	10,1	II. Administrations locales (S 62)	
10,8	10,2	10,1	10,3	10,1	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
—	—	—	—	—	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
8,0	8,0	8,2	8,6	9,1	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
8,0	8,0	8,2	8,6	9,1	1. Cotisations sociales effectives	R 62
—	—	—	—	—	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
—	—	—	—	—	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

DANMARK

1. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by type

Code	Type	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73
		Mio Dkr				
R 20	I. Taxes linked to production and imports (1 to 7)	15 339	17 470	19 936	21 978	25 071
R 201	1. General turnover taxes	5 549	6 786	8 315	9 291	10 517
R 202	2. Import duties and agricultural levies	562	656	682	1 179	1 631
R 203	3. Excise duties and taxes on the consumption of goods	6 888	7 557	7 790	8 048	9 128
R 204	4. Taxes on services	79	82	89	92	91
R 205	5. Taxes on land and buildings	1 451	1 508	2 123	2 331	2 383
R 206	6. Stamp, registration and similar duties	406	453	437	507	757
R 207	7. Other taxes linked to production and imports	404	428	500	530	564
R 61	II. Current taxes on income and wealth	16 735	17 162	26 921	31 586	35 633
R 72	III. Capital taxes	174	171	169	164	275
	IV. Total tax receipts (I+II+III)	32 248	34 803	47 026	53 728	60 979
R 62	V. Actual social welfare contributions	1 749	1 887	2 156	2 426	2 834
	VI. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (IV+V)	33 997	36 690	49 182	56 154	63 813

2. Revenue from taxes and actual social welfare contributions by receiving sub-sector

Code	Type	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73
		Mio Dkr				
	I. Central government (S 61)	24 927	27 366	36 789	39 058	44 144
R 20	1. Taxes linked to production and imports	13 896	15 969	17 813	19 646	22 577
R 61	2. Current taxes on income and wealth	10 857	11 226	18 807	19 248	21 292
R 72	3. Capital taxes	174	171	169	164	275
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	II. Local government (S 62)	7 321	7 437	10 237	14 670	16 724
R 20	1. Taxes linked to production and imports	1 443	1 501	2 123	2 332	2 383
R 61	2. Current taxes on income and wealth	5 878	5 936	8 114	12 338	14 341
R 72	3. Capital taxes	—	—	—	—	—
R 62	4. Actual social welfare contributions	—	—	—	—	—
	III. Social security funds (S 63)	1 749	1 887	2 156	2 426	2 834
R 62	1. Actual social welfare contributions	1 749	1 887	2 156	2 426	2 834
	IV. Institutions of the European Communities (S 92)	—	—	—	—	111
R 20	1. Taxes linked to production and imports	—	—	—	—	111
	V. Total revenue from taxes and actual social welfare contributions (I to IV)	33 997	36 690	49 182	56 154	63 813

1. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par catégorie

DANMARK

1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	Catégorie	Code
%						
45,1	47,6	40,5	39,1	39,3	I. Impôts liés à la production et à l'importation (1 à 7)	R 20
16,3	18,5	16,9	16,5	16,5	1. Taxes générales sur le chiffre d'affaires	R 201
1,7	1,8	1,4	2,1	2,6	2. Droits d'importation et prélèvements agricoles	R 202
20,3	20,6	15,8	14,3	14,3	3. Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens	R 203
0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	4. Impôts sur les services	R 204
4,3	4,1	4,3	4,2	3,7	5. Impôts fonciers et immobiliers	R 205
1,2	1,2	0,9	0,9	1,2	6. Droits de timbre, d'enregistrement et de mutation	R 206
1,2	1,2	1,0	0,9	0,9	7. Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207
49,2	46,8	54,7	56,2	55,8	II. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	III. Impôts en capital	R 72
94,9	94,9	95,6	95,7	95,6	IV. Total des recettes fiscales (I+II+III)	
5,1	5,1	4,4	4,3	4,4	V. Cotisations sociales effectives	R 62
100	100	100	100	100	VI. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (IV+V)	

2. Recettes fiscales et cotisations sociales effectives par sous-secteur bénéficiaire

1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	Catégorie	Code
%						
73,3	74,6	74,8	69,6	69,2	I. Administration centrale (S 61)	
40,9	43,5	36,2	35,0	35,4	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
31,9	30,6	38,2	34,3	33,4	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
21,5	20,3	20,8	26,1	26,2	II. Administrations locales (S 62)	
4,2	4,1	4,3	4,2	3,7	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
17,3	16,2	16,5	22,0	22,5	2. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61
—	—	—	—	—	3. Impôts en capital	R 72
—	—	—	—	—	4. Cotisations sociales effectives	R 62
5,1	5,1	4,4	4,3	4,4	III. Administrations de sécurité sociale (S 63)	
5,1	5,1	4,4	4,3	4,4	1. Cotisations sociales effectives	R 62
—	—	—	—	0,2	IV. Institutions communautaires européennes (S 92)	
—	—	—	—	0,2	1. Impôts liés à la production et à l'importation	R 20
100	100	100	100	100	V. Total des recettes fiscales et des cotisations sociales effectives (I à IV)	

SECTION IV : Tableaux détaillés par pays

SECTION IV : Detailed tables by country

ABSCHNITT IV : Aufgegliederte Tabellen nach Ländern

SEZIONE IV : Tavole analitiche per paese

AFDELING IV : Gedetailleerde tabellen per land

Mio DM

Code		Classement Gliederung	Administrations publiques Staat (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
D 01	Impôt sur le revenu des personnes physiques établi par voie de rôle	R 61	16 272	16 989	(a) 16 718	(a) 19 176	(e) 21 670	16 272	16 989
D 02	Impôt sur les salaires	R 61	22 080	27 057	(a) 36 278	(a) 47 004 (b)	(e) 49 030 (b)	22 080	27 057
D 03	Impôt sur le produit des capitaux mobiliers	R 61	1 539	1 714	2 021	2 074	2 189	1 539	1 714
D 04	Taxe complémentaire	R 61	626	814	948	1 098	1 405	626	814
D 05	Impôt sur les sociétés	R 61	8 553	10 895	(a) 9 059	(a) 7 579	(e) 7 755	8 553	10 895
D 06	Sacrifice pour Berlin	R 61	4	3	1	2	1	4	3
D 07	Impôt sur les chiens	R 61	52	53	54	57	70	7	7
D 08	Impôt sur la chasse et la pêche	R 61	9	10	11	13	14	—	—
D 09	Impôt sur la fortune	R 61	2 261	2 458	2 877	3 123	2 994	2 261	2 458
D 10	Contribution de péréquation des charges, total:		1 585	1 499	1 586	1 444	1 383	1 585	1 499
D 10.1	— contribution courante	R 61	1 425	1 381	1 260	1 320	1 279	1 425	1 381
D 10.2	— contribution libératoire	R 72	160	118	326	124	104	160	118
D 11	Impôt sur les successions	R 72	345	454	523	508	524	345	454
D 12	Taxe sur la valeur ajoutée	R 201	16 079	26 159	26 790	30 870	34 153	16 079	26 159
D 13	Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation	R 201	6 460	7 268	11 117	11 838	12 638	6 460	7 268
D 14	Taxe sur le chiffre d'affaires (ancienne taxe)	R 201	2 620	270	—	—	—	2 620	270
D 15	Taxe compensatoire sur le chiffre d'affaires	R 201	409	14	—	—	—	409	14
D 16	Droits d'importation	R 202	2 399	2 889	2 871	(c) 1 936	(c) 1 561	2 399	2 889
D 17	Prélèvements agricoles	R 202	852	761	755	(d) 53	(d) 7	852	761
D 18	Impôt sur les huiles minérales	R 203	9 875	10 601	11 512	12 417	14 227	9 875	10 601
D 19	Impôt sur le tabac	R 203	5 992	6 233	6 536	6 863	7 826	5 992	6 233
D 20	Impôts sur les allumettes et bougies d'allumage	R 203	26	26	26	27	27	26	26
D 21	Impôt sur l'alcool	R 203	1 989	2 142	2 228	2 402	2 870	1 989	2 142
D 21	Contribution de péréquation sur l'alcool importé	R 203	—	—	—	0	3	—	—
D 22	Impôt sur les vins mousseux	R 203	199	214	233	266	295	199	214
D 23	Impôt sur la bière	R 203	1 101	1 179	1 175	1 226	1 250	1 101	1 179
D 24	Impôt sur les boissons	R 203	94	99	89	92	94	17	18
D 25	Impôt sur le sucre	R 203	129	123	125	126	129	129	123
D 55	Cotisations sucre	R 203	11	147	109	(f) —	(f) —	11	147
D 26	Impôt sur le café	R 203	1 044	1 132	1 057	1 136	1 168	1 044	1 132
D 27	Impôt sur le thé	R 203	36	38	37	34	41	36	38
D 28	Impôt sur le sel	R 203	41	41	43	41	42	41	41
D 30	Impôt sur l'acide acétique	R 203	4	4	4	4	4	4	4
D 31	Impôt sur les ampoules et appareils d'éclairage	R 203	71	89	104	104	113	71	89
D 32	Impôt sur les cartes à jouer	R 203	4	5	5	5	5	4	5
D 33	Impôt sur les assurances	R 204	500	555	617	799	937	500	555
D 34	Impôt sur les assurances contre l'incendie	R 204	77	87	96	119	170	77	87
D 36	Impôt sur les transports	R 204	87	7	3	—1	1	87	7
D 36	Impôt sur les transports de marchandises par route	R 204	—	381	439	468	46	—	381
D 37	Impôt sur le cinéma	R 204	12	12	10	7	5	2	2
D 38	Impôt sur les divertissements	R 204	75	80	78	95	93	7	7
D 39	Impôt sur les courses et loteries	R 204	504	518	566	597	636	504	518
D 40	Recettes assimilées à des impôts	R 204	713	731	810	858	917	635	638
D 41	Impôt foncier	R 205	2 473	2 590	2 683	2 801	3 004	253	263
D 42	Impôt sur les mutations foncières	R 206	374	442	465	518	587	374	442
D 42	Supplément à l'impôt sur les mutations foncières	R 206	451	551	588	653	725	8	10

(a) Y compris la surtaxe conjoncturelle.

(b) A partir de 1971, la déduction au titre de la prime d'épargne accordée dans le cadre de la loi des « 624 DM », a été supprimée.

(c) Déduction faite de la partie des droits d'importation allant aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(d) Déduction faite des prélèvements agricoles attribués aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(e) Déduction faite de la surtaxe conjoncturelle.

(f) A partir de 1971, les cotisations sucre sont attribuées aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

3. Steuereinnahmen nach Arten und Empfangenden Teilsektoren

DEUTSCHLAND (BR)

Mio DM

Zentralstaat (S 61)			Administrations locales Lokale Gebietskörperschaften (S 62)					Schlüssel	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
(a) 14 670	(a) 16 834	18 685	—	—	2 048	2 342	2 985	Veranlagte Einkommensteuer	D 01
(a) 31 788	(a) 41 252	(e) 42 258	—	—	4 490	(b) 5 752	6 772	Lohnsteuer	D 02
2 021	2 074	2 189	—	—	—	—	—	Kapitalertragsteuer	D 03
948	1 098	1 405	—	—	—	—	—	Ergänzungsabgabe	D 04
(a) 9 059	(a) 7 579	(e) 7 755	—	—	—	—	—	Körperschaftsteuer	D 05
1	2	1	—	—	—	—	—	Notopfer Berlin	D 06
7	8	13	45	46	47	49	57	Hundesteuer	D 07
—	—	—	9	10	11	13	14	Jagd- und Fischereisteuer	D 08
2 877	3 123	2 994	—	—	—	—	—	Vermögensteuer	D 09
1 586	1 444	1 383	—	—	—	—	—	Lastenausgleichsabgaben, insgesamt:	D 10
1 260	1 320	1 279	—	—	—	—	—	— Laufende Lastenausgleichsabgaben	D 10.1
326	124	104	—	—	—	—	—	— Ablösungen von Lastenausgleichsabgaben	D 10.2
523	508	524	—	—	—	—	—	Erbschaftsteuer	D 11
26 790	30 870	34 153	—	—	—	—	—	Mehrwertsteuer	D 12
11 117	11 838	12 638	—	—	—	—	—	Einfuhrumsatzsteuer	D 13
—	—	—	—	—	—	—	—	Umsatzsteuer (alt)	D 14
—	—	—	—	—	—	—	—	Umsatzausgleichsteuer	D 15
2 871	(c) 1 936	(c) 1 561	—	—	—	—	—	Zölle	D 16
755	(d) 53	(d) 7	—	—	—	—	—	Agrarabschöpfungen	D 17
11 512	12 417	14 227	—	—	—	—	—	Mineralölsteuer	D 18
6 536	6 863	7 826	—	—	—	—	—	Tabaksteuer	D 19
26	27	27	—	—	—	—	—	Zündwarensteuer und Zündwarenmonopol	D 20
2 228	2 402	2 870	—	—	—	—	—	Branntweinmonopol	D 21
—	0	3	—	—	—	—	—	Ausgleichsabgabe auf eingefuhrten Branntwein	D 21
233	266	295	—	—	—	—	—	Schaumweinsteuer	D 22
1 175	1 226	1 250	—	—	—	—	—	Biersteuer	D 23
5	3	1	77	81	84	89	93	Getränkesteuer	D 24
125	126	129	—	—	—	—	—	Zuckersteuer	D 25
109	(f) —	(f) —	—	—	—	—	—	Lagerkostenausgleich u. Produktionsabgabe f. Zucker	D 55
1 057	1 136	1 168	—	—	—	—	—	Kaffeesteuer	D 26
37	34	41	—	—	—	—	—	Teesteuer	D 27
43	41	42	—	—	—	—	—	Salzsteuer	D 28
4	4	4	—	—	—	—	—	Essigsäuresteuer	D 30
104	104	113	—	—	—	—	—	Leuchtmittelsteuer	D 31
5	5	5	—	—	—	—	—	Spielkartensteuer	D 32
617	799	937	—	—	—	—	—	Versicherungsteuer	D 33
96	119	170	—	—	—	—	—	Feuerschutzsteuer	D 34
3	—1	1	—	—	—	—	—	Beförderungsteuer	D 36
439	468	46	—	—	—	—	—	Straßengüterverkehrssteuer	D 36
1	0	0	10	10	9	7	5	Kinosteuer	D 37
4	1	1	68	73	74	94	92	Übrige Vergnügungsteuer	D 38
566	597	636	—	—	—	—	—	Rennwett- und Lotteriesteuer	D 39
720	760	820	78	93	90	98	97	Steuerähnliche Einnahmen	D 40
268	280	322	2 220	2 327	2 415	2 521	2 682	Grundsteuer	D 41
465	518	587	—	—	—	—	—	Grunderwerbsteuer	D 42
11	12	12	443	541	577	641	713	Zuschlag zur Grunderwerbsteuer	D 42

(a) Einschl. des Konjunkturzuschlags.

(b) Ab 1971 ohne Abzug der im Rahmen des 624 DM-Gesetzes gewährten Arbeitnehmersparzulagen.

(c) Ohne Zollanteil (eigene Einnahmen) der Europäischen Gemeinschaften.

(d) Soweit sie ab 1971, nicht zu den eigenen Einnahmen der Europäischen Gemeinschaften gehören.

(e) Nach Erstattung des Konjunkturzuschlags.

(f) Ab 1971 gehören der Produktionsausgleich und die Produktionsabgabe für Zucker zu den eigenen Einnahmen der Europäischen Gemeinschaften.

Mio DM

Code		Classement Gliederung	Administrations publiques Staat (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
D 44	Droit d'apport	R 206	217	347	290	349	333	217	347
D 45	Impôt sur les opérations de bourse	R 206	81	107	84	91	114	81	107
D 46	Taxe sur les valeurs mobilières	R 206	0	1	—	—	—	0	1
D 47	Impôt sur lettres de change	R 206	181	205	233	245	270	181	205
D 48	<i>Impôt sur les véhicules à moteur, total:</i>		<i>3 243</i>	<i>3 506</i>	<i>3 829</i>	<i>4 156</i>	<i>4 722</i>	<i>3 243</i>	<i>3 506</i>
D 48.1	— payé par les entreprises	R 207	1 560	1 683	1 762	1 912	2 208	1 560	1 683
D 48.2	— payé par les ménages	R 61	1 683	1 823	2 067	2 244	2 514	1 683	1 823
D 49	Impôt commercial	R 207	10 539	14 224	10 723	12 312	14 846	1 003	1 110
D 50	Impôt sur la somme des salaires	R 207	1 046	1 169	1 389	1 805	2 176	235	260
D 51	Taxe d'ouverture des débits de boissons	R 207	36	39	40	41	40	0	0
D 52	Taxe de péréquation sur les laiteries	R 207	121	—	—	—	—	121	—
D 53	Redevances administratives	R 207	887	967	1 040	1 150	1 280	607	649
Total des recettes fiscales des administrations publiques			124.378	147 899	158 875	178 581	194 390	110 765	130 338
			Institutions communautaires européennes Institutionen der Europäischen Gemeinschaften (S 92)						
D 54	Prélèvement CECA	R 207	68	73	63	63	66		
D 16	Droits d'importation	R 202	—	—	—	1 014	541		
D 17	Prélèvements agricoles	R 202	—	—	—	563	526		
D 55	Cotisations sucre	R 203	—	—	—	88	208		
Total des recettes fiscales des Institutions communautaires			68	73	63	1 728	2 341		
Total des recettes fiscales			124 446	147 972	158 938	180 309	196 731		

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio DM

	Classement Gliederung	Administrations publiques Staat (S 60)					Administration centrale Zentralstaat (S 61)				
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	26 550	30 750	36 580	42 890	49 300	—	—	—	—	—
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	23 670	27 610	32 810	36 740	41 670	—	—	—	—	—
Cotisations sociales des non-salariés	R 623	3 240	3 550	4 020	4 400	5 180	—	—	—	—	—
Total des cotisations sociales effectives	R 62	53 460	61 910	73 410	84 030	96 150	—	—	—	—	—

3. Steuereinnahmen nach Arten und empfangenden Teilsektoren (Fortsetzung)

DEUTSCHLAND (BR)

Mio DM

Zentralstaat (S 61)			Administrations locales Lokale Gebietskörperschaften (S 62)					Schlüssel	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
290	349	333	—	—	—	—	—	Gesellschaftsteuer	D 44
84	91	114	—	—	—	—	—	Börsenumsatzsteuer	D 45
—	—	—	—	—	—	—	—	Wertpapiersteuer	D 46
233	245	270	—	—	—	—	—	Wechselsteuer	D 47
3 829	4 156	4 722	—	—	—	—	—	<i>Kraftfahrzeugsteuer, insgesamt:</i>	D 48
1 762	1 912	2 208	—	—	—	—	—	— von Unternehmen gezahlt	D 48.1
2 067	2 244	2 514	—	—	—	—	—	— von privaten Haushalten gezahlt	D 48.2
4 895	5 800	6 659	9 536	13 114	5 828	6 512	8 187	Gewerbesteuer	D 49
302	338	386	811	909	1 087	1 467	1 790	Lohnsummensteuer	D 50
0	0	0	36	39	40	41	40	Schankerlaubnissteuer	D 51
—	—	—	—	—	—	—	—	Milchumlage	D 52
700	750	810	280	318	340	400	470	Verwaltungsgebühren	D 53
141 735	158 555	170 393	13 613	17 561	17 140	20 026	23 997	Steuereinnahmen des Staates insgesamt	
								EGKS-Umlage	D 54
								Zölle	D 16
								Agrarabschöpfungen	D 17
								Lagerkostenausgleich u. Produktionsabgabe für Zucker	D 55
								Steuereinnahmen der Institutionen der Europäischen Gemeinschaften insgesamt	
								Steuereinnahmen insgesamt	

4. Tatsächliche Sozialbeiträge nach Arten und empfangenden Teilsektoren

Mio DM

Administrations locales Lokale Gebietskörperschaften (S 62)					Administrations de sécurité sociale Sozialversicherung (S 63)					
1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972	
—	—	—	—	—	26 550	30 750	36 580	42 890	49 300	Tatsächliche Sozialbeiträge der Arbeitgeber
—	—	—	—	—	23 670	27 610	32 810	36 740	41 670	Arbeitnehmeranteil der tatsächlichen Sozialbeiträge
—	—	—	—	—	3 240	3 550	4 020	4 400	5 180	Sozialbeiträge von Nichtarbeitnehmern
—	—	—	—	—	53 460	61 910	73 410	84 030	96 150	Tatsächliche Sozialbeiträge insgesamt

FRANCE

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Ffr

Code		Classement	Administrations publiques (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
F 01	Impôt sur le revenu des personnes physiques (a)	R 61	20 810	24 272	25 651	26 446	31 930	20 810	24 272
F 02	Retenue à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux	R 61	25	52	67	74	85	25	52
F 03	Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	R 61	1 644	1 707	2 019	2 680	3 385	1 644	1 707
F 04	Prélèvements sur les bénéfices de la construction immobilière	R 61	110	125	107	109	130	110	125
F 05	Contribution mobilière	R 61	2 437	3 039	3 295	3 721	3 712	—	—
F 06	Prélèvement sur les salaires des conservateurs d'hypothèques	R 61	64	56	67	—	115	64	56
F 07	Impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales	R 61	9 755	12 722	17 507	17 959	20 357	9 755	12 722
F 09	Précompte dû par les sociétés au titre des bénéfices distribués	R 61	143	149	79	108	88	143	149
F 10	Taxe spéciale sur les sociétés par actions	R 61	336	—	—	—	—	336	—
F 08	Prélèvement exceptionnel sur les établissements de crédit	R 61	—	—	566	113	113	—	—
F 11	Application des règles relatives au cumul des rémunérations d'activité	R 61	11	10	12	16	30	11	10
F 12	Autres impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61	1 051	929	986	862	799	109	96
F 13	Droits sur les mutations à titre gratuit	R 72	1 444	1 429	1 944	1 561	1 902	1 444	1 429
F 14	Taxe sur la valeur ajoutée	R 201	52 059	68 720	71 285	80 068	90 500	52 059	68 720
F 15	Taxe locale sur le chiffre d'affaires	R 201	48	9	10	10	—	—	—
F 16	Droits d'importation	R 202	1 984	1 871	2 052	(b)1 237	(b)1 329	1 984	1 871
F 17	Prélèvements sur les produits agricoles importés	R 202	262	431	546	(c)146	(c)—	262	431
F 18	Taxes intérieures sur les produits pétroliers	R 203	10 520	12 493	13 523	14 685	15 964	10 520	12 493
F 19	Impôt spécial sur les tabacs et allumettes	R 207	3 836	4 181	4 312	4 602	4 961	3 836	4 181
F 20	Taxe sur les tabacs fabriqués	R 203	31	23	39	31	35	31	23
F 21	Taxe unique sur les vins et les cidres	R 203	88	—	—	—	—	88	—
F 24	Droits sur les vins, cidres, poirés, hydromels	R 203	430	466	452	424	456	430	466
F 23	Droits sur les alcools	R 203	1 709	2 151	2 475	2 504	3 138	1 709	2 151
F 23	Droits sur les bières et eaux minérales	R 203	—	144	234	267	270	—	144
F 25	Cotisations sucre	R 203	70	217	249	(d)—	(d)—	70	217
F 22	Taxes au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales	R 203	311	214	555	418	208	311	214
F 26	Taxes intérieures sur les produits tropicaux	R 203	11	11	12	11	25	11	11
F 29	Taxe unique sur la viande	R 203	553	—	—	—	—	467	—
F 28	Taxe sur les céréales	R 203	103	111	104	135	160	103	111
F 30	Taxe sur les huiles alimentaires	R 203	75	82	90	115	120	75	82
F 31	Impôt sur les poudres de chasse et de mines	R 203	9	10	9	10	—	9	10
F 32	Taxe papetière	R 203	9	9	6	6	4	9	9
F 33	Taxe sur le chauffage et l'éclairage par le gaz et l'électricité	R 203	371	395	430	445	470	—	—
F 34	Redevances sur la consommation d'eau	R 203	50	64	81	87	75	50	64
F 35	Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	R 204	1 629	1 810	2 321	2 296	2 564	1 629	1 810
F 38	Taxes sur les primes d'assurance et contribution des entreprises d'assurance	R 204	92	109	97	116	98	92	109
F 37	Contribution additionnelle aux primes d'assurance au profit du fonds de garantie des calamités agricoles	R 204	43	47	59	54	63	43	47
F 39	Prélèvement sur les primes d'assurance au profit du fonds commun des accidents du travail agricole	R 204	173	206	187	226	229	173	206
F 40	Taxe sur les transports	R 204	35	31	37	45	45	35	31

(a) Y compris la taxe complémentaire.

(b) Déduction faite de la partie des droits d'importation allant aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(c) A partir de 1971, les prélèvements agricoles sont attribués aux Communautés européennes au titre de ressources propres. Toutefois, le montant de 146 millions enregistré en 1971 en ressources des administrations publiques représente un reliquat de l'année 1970 encaissé en 1971.

(d) A partir de 1971, les cotisations sont attribuées aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

FRANCE

Mio Ffr

Administration centrale (S 61)			Administrations locales (S 62)					Code	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
25 651	26 446	31 930	—	—	—	—	—	Impôt sur le revenu des personnes physiques (a)	F 01
67	74	85	—	—	—	—	—	Retenue à la source sur certains bénéfices non commerciaux	F 02
2 019	2 680	3 385	—	—	—	—	—	Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	F 03
107	109	130	—	—	—	—	—	Prélèvements sur les bénéfices de la construction immobilière	F 04
—	—	—	2 437	3 039	3 295	3 721	3 712	Contribution mobilière	F 05
67	—	115	—	—	—	—	—	Prélèvement sur les salaires des conservateurs d'hypothèques	F 06
17 507	17 959	20 357	—	—	—	—	—	Impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales	F 07
79	108	88	—	—	—	—	—	Précompte dû par les sociétés au titre des bénéfices distribués	F 09
—	—	—	—	—	—	—	—	Taxe spéciale sur les sociétés par actions	F 10
566	113	113	—	—	—	—	—	Prélèvement exceptionnel sur les établissements de crédit	F 08
12	16	30	—	—	—	—	—	Application des règles relatives au cumul des rémunérations d'activité	F 11
143	63	82	942	833	843	799	717	Autres impôts courants sur le revenu et le patrimoine	F 12
1 944	1 561	1 902	—	—	—	—	—	Droits sur les mutations à titre gratuit	F 13
71 285	80 068	90 500	—	—	—	—	—	Taxe sur la valeur ajoutée	F 14
—	—	—	48	9	10	10	—	Taxe locale sur le chiffre d'affaires	F 15
2 052	(b)1 237	(b)1 329	—	—	—	—	—	Droits d'importation	F 16
546	(c)146	(c)—	—	—	—	—	—	Prélèvements sur les produits agricoles importés	F 17
13 523	14 685	15 964	—	—	—	—	—	Taxes intérieures sur les produits pétroliers	F 18
4 312	4 602	4 961	—	—	—	—	—	Impôt spécial sur les tabacs et allumettes	F 19
39	31	35	—	—	—	—	—	Taxe sur les tabacs fabriqués	F 20
—	—	—	—	—	—	—	—	Taxe unique sur les vins et les cidres	F 21
452	424	456	—	—	—	—	—	Droits sur les vins, cidres, poirés, hydromels	F 24
2 475	2 504	3 138	—	—	—	—	—	Droits sur les alcools	F 23
234	267	270	—	—	—	—	—	Droits sur les bières et eaux minérales	F 23
249	(d)—	(d)—	—	—	—	—	—	Cotisations sucre	F 25
555	418	208	—	—	—	—	—	Taxes au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales	F 22
12	11	25	—	—	—	—	—	Taxes intérieures sur les produits tropicaux	F 26
—	—	—	86	—	—	—	—	Taxe unique sur la viande	F 29
104	135	160	—	—	—	—	—	Taxe sur les céréales	F 28
90	115	120	—	—	—	—	—	Taxe sur les huiles alimentaires	F 30
9	10	—	—	—	—	—	—	Impôt sur les poudres de chasse et de mines	F 31
6	6	4	—	—	—	—	—	Taxe papetière	F 32
—	—	—	371	395	430	445	470	Taxe sur le chauffage et l'éclairage par le gaz et l'électricité	F 33
81	87	75	—	—	—	—	—	Redevances sur la consommation d'eau	F 34
2 321	2 296	2 564	—	—	—	—	—	Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	F 35
97	116	98	—	—	—	—	—	Taxes sur les primes d'assurance et contribution des entreprises d'assurance	F 38
59	54	63	—	—	—	—	—	Contribution additionnelle aux primes d'assurance au profit du fonds de garantie des calamités agricoles	F 37
187	226	229	—	—	—	—	—	Prélèvement sur les primes d'assurance au profit du fonds commun des accidents du travail agricole	F 39
37	45	45	—	—	—	—	—	Taxe sur les transports	F 40

Mio Ffr

Code		Classement	Administrations publiques (S 60)					Administration centrale (S61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
F 42	Impôt sur les spectacles	R 204	200	249	141	82	80	—	—
F 41	Taxe additionnelle au prix des places dans les cinémas	R 204	122	120	113	127	135	122	120
F 43	Taxe de sortie de films et taxe au profit du centre national du cinéma	R 204	9	10	18	33	38	9	10
F 44	Taxe sur le produit des jeux dans les casinos	R 204	69	82	87	103	126	62	74
F 45	Prélèvement sur les loyers	R 204	180	192	206	181	279	180	192
F 46	Taxe spéciale sur les activités financières	R 204	203	350	360	434	532	203	350
F 47	Contribution foncière des propriétés non bâties	R 205	1 326	1 617	1 605	1 623	1 632	149	155
F 48	Contribution foncière des propriétés bâties	R 205	2 056	2 376	2 487	2 657	2 649	—	—
F 49	Droits de timbre	R 206	572	730	720	799	850	572	730
F 50	Droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux à l'exclusion des mutations sur immeubles	R 206	566	577	569	631	737	566	577
F 51	Droits d'hypothèques, taxe de publicité foncière et divers droits d'enregistrement (y compris sur les mutations d'immeubles)	R 206	1 851	2 488	2 366	2 718	3 239	1 851	2 488
F 52	Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement	R 206	617	743	663	860	1 000	—	—
F 54	Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs	R 206	199	308	263	266	396	199	308
F 55	<i>Taxes sur les véhicules à moteur, total:</i>		<i>1 350</i>	<i>1 535</i>	<i>1 539</i>	<i>1 605</i>	<i>1 681</i>	<i>1 350</i>	<i>1 535</i>
F 55.1	— payées par les entreprises	R 207	469	547	506	514	531	469	547
F 55.2	— payées par les ménages	R 61	881	988	1 033	1 091	1 150	881	988
F 56	Taxe sur les salaires	R 207	10 201	4 148	3 631	3 591	3 975	3 245	3 986
F 56	Taxe sur les salaires au profit du Syndicat des transports parisiens	R 207	—	—	—	178	700	—	—
F 57	Taxe d'apprentissage	R 207	375	335	349	374	390	364	324
F 58	Contribution des patentes	R 207	5 660	6 786	7 214	7 822	7 863	—	—
F 59	Taxe spéciale sur les débits de boissons	R 207	6	7	7	7	7	6	7
F 60	Licences municipales sur les débits de boissons	R 207	30	27	26	26	27	—	—
F 61	Prélèvements sur les redevances versées par les gérants des débits de tabac	R 207	10	11	10	11	11	10	11
F 62	Taxe sur les brevets d'invention	R 207	34	39	42	46	46	34	39
F 63	Divers impôts perçus par voie du fonds de concours	R 207	47	90	94	104	55	47	90
F 64	Taxe sur les prêts du crédit foncier	R 207	116	112	113	114	73	116	112
F 65	Prélèvements sur le pari mutuel	R 207	762	812	991	1 063	1 187	762	812
F 66	Centimes pour frais d'assiette, de perception et de non-valeurs sur les impositions recouvrées par l'État pour le compte des administrations locales	R 207	254	255	248	135	300	254	255
F 68	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	R 207	21	109	120	132	153	21	109
F 67	Redevances au profit des agences financières de bassin	R 207	—	156	223	275	300	—	—
F 70	Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207	2 055	1 775	2 044	2 439	2 696	1 790	1 513
	Total des recettes fiscales des administrations publiques		141 222	164 334	177 714	190 023	214 517	120 359	147 816

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire (suite)

FRANCE

Mio Ffr

Administration centrale (S 61)			Administrations locales (S 62)					Code	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
—	—	—	200	249	141	82	80	Impôt sur les spectacles	F 42
113	127	135	—	—	—	—	—	Taxe additionnelle au prix des places dans les cinémas	F 41
18	33	38	—	—	—	—	—	Taxe de sortie de films et taxe au profit du centre national du cinéma	F 43
78	94	116	7	8	9	9	10	Taxe sur le produit des jeux dans les casinos	F 44
206	181	279	—	—	—	—	—	Prélèvement de 5 % sur les loyers	F 45
360	434	532	—	—	—	—	—	Taxe spéciale sur les activités financières	F 46
156	153	157	1 177	1 462	1 449	1 470	1 475	Contribution foncière des propriétés non bâties	F 47
—	—	—	2 056	2 376	2 487	2 657	2 649	Contribution foncière des propriétés bâties	F 48
720	799	850	—	—	—	—	—	Droits de timbre	F 49
569	631	737	—	—	—	—	—	Droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux à l'exclusion des mutations sur immeubles	F 50
2 366	2 718	3 239	—	—	—	—	—	Droits d'hypothèques, taxe de publicité foncière et divers droits d'enregistrement (y compris sur les mutations d'immeubles)	F 51
—	—	—	617	743	663	860	1 000	Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement	F 52
263	266	396	—	—	—	—	—	Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs	F 54
1 539	1 605	1 681	—	—	—	—	—	<i>Taxes sur les véhicules à moteur, total:</i>	F 55
506	514	531	—	—	—	—	—	— payées par les entreprises	F 55.1
1 033	1 091	1 150	—	—	—	—	—	— payées par les ménages	F 55.2
3 631	3 591	3 975	6 956	162	—	—	—	Taxe sur les salaires	F 56
—	—	—	—	—	—	178	700	Taxe sur les salaires au profit du Syndicat des transports parisiens	F 56
336	361	390	11	11	13	13	—	Taxe d'apprentissage	F 57
—	—	—	5 660	6 786	7 214	7 822	7 863	Contribution des patentes	F 58
7	7	7	—	—	—	—	—	Taxe spéciale sur les débits de boissons	F 59
—	—	—	30	27	26	26	27	Licences municipales sur les débits de boissons	F 60
10	11	11	—	—	—	—	—	Prélèvements sur les redevances versées par les gérants des débits de tabac	F 61
42	46	46	—	—	—	—	—	Taxe sur les brevets d'invention	F 62
94	104	55	—	—	—	—	—	Divers impôts perçus par voie du fonds de concours	F 63
113	114	73	—	—	—	—	—	Taxe sur les prêts du crédit foncier	F 64
991	1 063	1 187	—	—	—	—	—	Prélèvements sur le pari mutuel	F 65
248	135	300	—	—	—	—	—	Centimes pour frais d'assiette, de perception et de non-valeurs sur les impositions recouvrées par l'Etat pour le compte des administrations locales	F 66
120	132	153	—	—	—	—	—	Taxe spéciale pour l'usage des routes	F 68
—	—	—	—	156	223	275	300	Redevances au profit des agences financières de bassin	F 67
1 570	1 778	1 638	265	262	474	661	1 058	Autres impôts liés à la production et à l'importation	F 70
160 437	170 995	194 456	20 863	16 518	17 277	19 028	20 061	Total des recettes fiscales des administrations publiques	

FRANCE

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire (suite)

Mio Ffr

Code	Classement	Institutions communautaires européennes (S 92)					
		1968	1969	1970	1971	1972	
F 71	Prélèvement CECA	R 207	35	40	45	43	52
F 16	Droits d'importation	R 202	—	—	—	811	1 335
F 17	Prélèvements agricoles	R 202	—	—	—	289	313
F 25	Cotisations sucre	R 203	—	—	—	237	312
Total des recettes fiscales des Institutions communautaires européennes			35	40	45	1 380	2 012
Total des recettes fiscales			141 257	164 374	177 759	191 403	216 529

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Ffr

	Classement	Administrations publiques (S 60)					Administration centrale (S 61)				
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	56 951	66 744	74 651	84 550	95 124	849	963	1 157	1 158	1 313
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	15 363	17 967	20 385	23 013	25 919	1 326	1 520	1 704	1 875	2 190
Cotisations sociales des non salariés	R 623	5 770	7 129	7 629	8 340	9 221	—	—	—	—	—
Total des cotisations sociales effectives	R 62	78 084	91 840	102 665	115 903	130 264	2 175	2 483	2 861	3 033	3 503

Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire (suite)
FRANCE

	Code
Prélèvement CECA	F 71
Droits d'importation	F 16
Prélèvements agricoles	F 17
Cotisations sucre	F 25
Total des recettes fiscales des Institutions communautaires européennes	
Total des recettes fiscales	

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire
Mio Ffr

Administrations locales (S 62)					Administrations de sécurité sociale (S 63)					
1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972	
—	—	—	—	—	56 102	65 781	73 494	83 392	93 811	Cotisations sociales effectives à charge des employeurs
—	—	—	—	—	14 037	16 447	18 681	21 138	23 729	Cotisations sociales à charge des salariés
—	—	—	—	—	5 770	7 129	7 629	8 340	9 221	Cotisations sociales des non salariés
—	—	—	—	—	75 909	89 357	99 804	112 870	126 761	Total des cotisations sociales effectives

Mio Lit

Code		Classement Classificazione	Administrations publiques Amministrazioni pubbliche (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
I 01	Impôt sur le revenu de la richesse mobilière	R 61	1 278 495	1 428 139	1 443 074	1 663 454	1 921 841	1 211 073	1 357 660
I 02	Impôt complémentaire progressif sur le revenu global et impôt additionnel 10 %	R 61	271 707	313 784	320 358	362 436	476 258	261 339	302 384
I 03	Impôts sur le revenu des possesseurs de terres, sur le revenu agricole et surtaxe communale et provinciale	R 61	72 898	72 267	70 042	68 971	78 183	2 954	2 873
I 84	<i>Cotisations « Gescal » (constr. log.), total</i>		<i>109 800</i>	<i>108 900</i>	<i>120 369</i>	<i>113 832</i>	<i>126 114</i>	<i>109 800</i>	<i>108 900</i>
I 84.1	— à charge des employeurs	R 207	73 200	72 600	80 246	75 888	84 076	73 200	72 600
I 84.2	— à charge des salariés	R 61	36 600	36 300	40 123	37 944	42 038	36 600	36 300
I 04	Impôt foncier bâti et surtaxe communale et provinciale	R 61	126 107	123 449	120 120	117 860	138 347	24 391	24 763
I 05	Contribution de déversement à l'égoût	R 61	8 994	11 902	11 916	12 095	13 621	—	—
I 06	Impôt de famille	R 61	182 184	191 348	203 120	220 193	247 000	—	—
I 07	Impôt sur la valeur locative	R 61	6 864	7 640	8 617	9 471	10 716	—	—
I 08	Impôt sur les sociétés et sur les obligations	R 61	236 880	242 803	245 466	272 632	323 861	226 902	239 828
I 09	Retenue d'acomptes ou d'impôts sur les profits distribués par les sociétés	R 61	39 035	38 560	40 650	37 254	31 571	37 819	38 527
I 10	Impôt sur les activités industrielles, commerciales, artistiques et libérales et impôt additionnel provincial	R 61	161 827	183 661	181 306	189 892	212 656	—	—
I 11	Impôt de patente	R 61	1 913	1 858	1 991	1 897	2 103	—	—
I 12	Impôt unique sur l'énergie électrique produite par l'ENEL	R 61	49 719	—	—	—	—	49 719	—
I 13	<i>Impôt unique sur les jeux d'adresse et sur les concours de pronostics, total:</i>		<i>12 513</i>	<i>13 986</i>	<i>12 348</i>	<i>16 563</i>	<i>18 172</i>	<i>11 528</i>	<i>12 831</i>
I 13.1	— courant sur le revenu et le patrimoine	R 61	7 869	8 704	7 642	8 780	11 285	7 249	7 986
I 13.2	— lié à la production (quote-part de 25 %)	R 207	4 644	5 282	4 706	7 783	6 887	4 279	4 845
I 14	Impôt sur les plus-values des terrains à bâtir	R 61	16 577	19 603	27 357	24 320	27 442	—	—
I 15	Contributions d'amélioration des terres	R 61	4 444	2 295	2 447	2 771	3 105	—	—
I 16	Impôt sur les chiens	R 61	3 382	3 363	3 743	3 856	4 306	—	—
I 17	Impôt extraordinaire progressif sur le patrimoine	R 61	1 585	1 685	1 136	1 088	905	1 435	1 548
I 18	Impôt additionnel en faveur des Chambres de commerce	R 61	42 224	47 340	46 464	49 089	52 400	—	—
I 19	Impôt additionnel 5 % aux impôts du Trésor et locaux	R 61	110 407	114 785	122 345	137 959	160 612	106 465	110 752
I 20	Part de l'augmentation de la taxe additionnelle E.C.A. réservée au Trésor	R 61	111 898	121 455	122 137	143 564	173 292	109 509	118 287
I 21	Impôt additionnel 5 % aux impôts ordinaires, surtaxes aux contributions du Trésor, des communes et provinces (a)	R 61	101 357	112 799	112 005	125 032	148 618	101 357	112 799
I 22	Impôt additionnel (b)	R 61	43 056	25 803	18 541	22 678	12 538	43 056	25 803
I 23	Prorogation de l'impôt additionnel (c)	R 61	84 850	152 309	168 096	256 819	379 934	84 850	152 309
I 24	Autres impôts courants sur le revenu et le patrimoine	R 61	9 350	15 510	13 337	11 124	12 403	1 067	713
I 25	Impôt sur les successions et donations et impôt additionnel	R 72	73 365	79 481	74 714	84 017	93 185	69 483	75 007
I 26	Impôt sur la valeur globale des successions et impôt additionnel	R 72	31 869	31 269	31 636	33 453	35 382	30 815	29 910
I 27	Impôt général sur les recettes (IGE)	R 201	1 649 630	1 846 055	2 112 389	2 172 781	2 063 181	1 558 768	1 766 746

(a) Y compris les impôts additionnels en faveur de la Calabre et de Salerne.

(b) Loi du 23/12/1966 n° 1142.

(c) Loi du 7/2/1968 n° 27.

3. Entrate tributarie per tipo d'imposta e per sottosettore beneficiario

ITALIA

Mio Lit

Amministrazioni centrali (S 61)			Administrations locales Amministrazioni locali (S 62)					Codice	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
1 367 551	1 580 256	1 828 819	67 422	70 479	75 523	83 198	93 022	Imposta sui redditi di ricchezza mobile	I 01
307 052	349 234	461 671	10 368	11 400	13 306	13 202	14 587	Imposta complementare progressiva sul reddito complessivo e addizionale 10 %	I 02
3 033	1 489	2 841	69 944	69 394	67 009	67 482	75 342	Imposte sul reddito dominicale dei terreni, sul reddito agrario e sovrimposte comunali e provinciali	I 03
120 369	113 832	126 114	—	—	—	—	—	<i>Contributi « Gescal » totale:</i>	I 84
80 246	75 888	84 076	—	—	—	—	—	— a carico dei datori di lavoro	I 84.1
40 123	37 944	42 038	—	—	—	—	—	— a carico dei dipendenti	I 84.2
23 528	17 752	26 657	101 716	98 686	96 592	100 108	111 690	Imposta sul reddito dei fabbricati, sui fabbricati di lusso e sovrimposte comunali e provinciali	I 04
—	—	—	8 994	11 902	11 916	12 095	13 621	Contributo di fognatura	I 05
—	—	—	182 184	191 348	203 120	220 193	247 000	Imposta di famiglia	I 06
—	—	—	6 864	7 640	8 617	9 471	10 716	Imposta sul valore locativo	I 07
233 439	265 360	315 904	9 978	2 975	12 027	7 272	7 957	Imposta sulle società e sulle obbligazioni	I 08
40 549	37 140	31 446	1 216	33	101	114	125	Ritenuta d'acconto o d'imposta sugli utili distribuiti dalle società	I 09
—	—	—	161 827	183 661	181 306	189 892	212 656	Imposta sulle industrie, i commerci, le arti e le professioni e addizionale provinciale	I 10
—	—	—	1 913	1 858	1 991	1 897	2 103	Imposta di patente	I 11
—	—	—	—	—	—	—	—	Imposta unica sull'energia elettrica prodotta dall'ENEL	I 12
11 262	15 790	17 326	985	1 155	1 086	773	846	<i>Imposta unica sui giochi di abilità e pronostici, totale:</i>	I 13
6 970	8 370	10 760	620	718	672	410	525	— corrente sul reddito e sul patrimonio	I 13.1
4 292	7 420	6 566	365	437	414	363	321	— indiretta sulla produzione (quota del 25%)	I 13.2
—	—	—	16 577	19 603	27 357	24 320	27 442	Imposta sull'incremento di valore delle aree fabbricabili	I 14
—	—	—	4 444	2 295	2 447	2 771	3 105	Contributo di miglioria	I 15
—	—	—	3 382	3 363	3 743	3 856	4 306	Imposta sui cani	I 16
1 084	983	790	150	137	52	105	115	Imposta straordinaria progressiva sul patrimonio	I 17
—	—	—	42 224	47 340	46 464	49 089	52 400	Addizionale in favore delle Camere di commercio	I 18
118 118	133 194	155 397	3 942	4 033	4 227	4 765	5 215	Addizionale ordinaria 5% a tributi erariali e locali	I 19
117 691	139 189	168 504	2 389	3 168	4 446	4 375	4 788	Quota dell'aumento dell'addizionale ECA riservato all'Erario	I 20
112 005	125 032	148 618	—	—	—	—	—	Addizionale 5% sulle imposte ordinarie, sovrimposte a contributi erariali, comunali e provinciali (a)	I 21
18 541	22 678	12 538	—	—	—	—	—	Addizionale (b)	I 22
168 096	256 819	379 934	—	—	—	—	—	Proroga addizionale (c)	I 23
214	358	359	8 283	14 797	13 123	10 766	12 044	Altre imposte correnti sul reddito e sul patrimonio	I 24
69 743	79 155	87 810	3 882	4 474	4 971	4 862	5 375	Imposta sulle successioni e donazioni e addizionale	I 25
30 088	31 885	33 629	1 054	1 359	1 548	1 568	1 753	Imposta sul valore netto globale dell'asse ereditario e addizionale	I 26
2 019 406	2 072 974	1 954 570	90 862	79 309	92 983	99 807	108 611	Imposta generale sull'entrata (IGE)	I 27

(a) Compresa addizionale pro-Salernitano e pro-Calabria.

(b) Di cui alla legge 23/12/1966 n° 1142.

(c) Di cui alla legge 7/2/1968 n° 27.

Mio Lit

Code		Classement Classifi- cazione	Administrations publiques Amministrazioni pubbliche (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
I 28	Impôt de compensation sur les produits industriels importés	R 201	162 250	195 684	236 801	281 964	260 271	159 569	193 377
I 29	Droits d'importation	R 202	190 139	174 143	239 619	(a)166 754	(a)126 826	187 436	171 808
I 30	Prélèvements agricoles	R 202	194 959	179 412	167 792	(b) —	(b) —	194 959	179 412
I 31	Impôt sur les huiles minérales	R 203	1 210 176	1 509 673	1 534 592	1 868 832	1 895 237	1 193 492	1 493 391
I 31	Surtaxe de frontière sur les huiles minérales	R 203	17 429	16 874	5 758	15 640	28 219	17 222	16 555
I 33	Impôt sur les gaz de pétrole	R 203	32 952	42 118	46 494	67 268	64 039	32 952	42 118
I 34	Impôt sur le méthane	R 203	7 928	8 143	9 195	8 466	9 202	7 928	8 143
I 35	Impôt sur le tabac	R 203	691 047	703 022	771 709	774 446	808 628	659 106	674 408
I 36	Impôt sur les papiers, tubes pour cigarettes, briquets et allumettes	R 203	26 776	26 127	26 434	24 771	26 456	26 776	26 127
I 37	Impôt sur les alcools	R 203	47 209	52 388	62 531	80 728	88 383	47 102	52 301
I 38	Impôt sur la bière	R 203	25 614	27 336	28 277	30 336	31 275	24 983	26 838
I 39	Impôt sur le sucre	R 203	43 688	43 087	39 210	38 829	42 207	43 201	42 697
I 40	Impôt sur les matières édulcorantes	R 203	653	698	809	845	1 008	653	698
I 41	Impôt sur le café	R 203	72 940	75 714	72 555	78 965	84 210	70 896	73 613
I 42	Impôt sur les succédanés du café	R 203	648	676	622	551	522	648	676
I 43	Impôt sur le cacao	R 203	7 508	6 683	5 002	6 153	3 127	7 507	6 683
I 44	Impôt sur les bananes	R 203	24 469	29 527	28 000	36 543	38 406	24 469	29 527
I 45	Impôt sur le sel	R 203	21 466	20 795	21 752	22 566	22 103	21 466	20 795
I 46	Impôt sur les huiles végétales et animales	R 203	8 334	6 994	7 691	9 009	11 022	8 218	6 936
I 47	Impôt sur la margarine	R 203	539	607	694	765	807	539	607
I 48	Impôt sur les filés	R 203	22 996	15 001	4 137	4 012	4 606	22 626	14 555
I 49	Impôt sur le gaz, l'énergie électrique et impôt additionnel à charge de l'ENEL	R 203	134 395	65 913	65 532	68 907	68 659	123 912	59 820
I 50	Impôt sur la production d'énergie électrique	F 203	830	774	746	742	750	—	—
I 51	Impôt sur les appareils d'éclairage	R 203	3 676	3 601	3 766	3 571	3 237	3 676	3 601
I 52	Recettes tirées de la vente de produits de dénaturation et marques de l'Etat	R 203	15 476	16 478	19 689	22 249	25 857	15 476	16 478
I 53	Impôts communaux de consommation	R 203	405 207	438 503	464 476	510 650	569 300	—	—
I 54	Surtaxes de frontière	R 203	18 094	26 516	35 296	40 121	43 689	17 985	26 244
I 55	Impôt sur les disques	R 203	1 574	1 466	1 667	1 796	1 516	1 569	1 466
I 56	Droits de timbres sur les cartes à jouer	R 203	1 052	2 203	1 510	1 392	1 949	1 052	2 203
I 57	Impôt sur les assurances	R 204	65 600	65 908	59 412	86 344	99 134	65 581	65 867
I 58	Droits du Trésor sur les spectacles publics	R 204	55 468	61 027	61 507	72 233	78 892	53 034	58 263
I 59	Loto, loteries et concours de pronostics	R 204	142 108	51 020	137 059	106 556	82 713	141 919	50 857
I 60	Taxes sur les concessions gouvernementales	R 204	79 241	44 861	75 792	106 342	99 394	73 191	38 739
I 61	Recettes spéciales	R 204	76 319	81 892	105 994	119 549	112 737	70 387	76 301
I 62	Droit spécial sur les péages sur les autoroutes	R 204	—	—	—	15 865	15 552	—	—
I 63	Taxes radiophoniques	R 204	470	17 814	8 908	—7 918	6 925	—1 459	16 005
I 64	Recettes des casinos, droits spéciaux et droits de débarquement	R 204	7 217	8 084	9 631	10 538	12 116	—	—
I 65	Impôt sur la publicité	R 204	16 268	16 708	7 883	17 554	28 140	16 189	16 627
I 66	Impôt sur la publicité similaire, ordinaire et spéciale	R 204	4 744	4 585	5 293	4 970	5 509	—	—
I 67	Droits de timbre sur les documents de transport	R 204	12 306	13 358	13 306	14 599	15 087	11 998	13 025
I 68	Droits de timbre	R 206	234 647	260 397	294 663	288 519	317 118	210 663	236 627
I 69	Droits d'enregistrement et contribution additionnelle	R 206	314 298	347 604	370 959	463 183	531 292	297 235	329 519
I 70	Impôt remplaçant certains droits d'enregistrement et de timbre (à l'exclusion de l'impôt sur les assurances)	R 206	8 335	3 468	3 127	738	1 912	8 335	3 468
I 71	Impôt sur les contrats de bourse	R 206	1 980	3 407	2 870	2 761	3 090	1 980	3 407
I 72	Impôt sur les hypothèques et impôt additionnel	R 206	63 220	68 307	71 887	81 272	91 474	57 814	62 558

(a) Déduction faite de la partie des droits d'importation allant aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(b) A partir de 1971, les prélèvements agricoles sont attribués aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

3. Entrate tributarie per tipo d'imposta e per sottosettore beneficiario (segue)

ITALIA

Mio Lit

Amministrazioni centrali (S 61)			Administrations locales Amministrazioni locali (S 61)					Codice	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
233 669	276 417	257 568	2 681	2 307	3 132	5 547	2 703	Imposta di conguaglio sui prodotti industriali importati	I 28
236 665	(a)166 646	(a)124 744	2 703	2 335	2 954	108	2 082	Dazi d'importazione	I 29
167 792	(b)—	(b)—	—	—	—	—	—	Prelievi agricoli	I 30
1 519 189	1 853 481	1 870 848	16 684	16 282	15 403	15 351	24 389	Imposta sugli olii minerali	I 31
5 655	15 640	28 101	207	319	103	—	118	Sovrimposte di confine sugli olii minerali	I 31
46 494	67 268	64 039	—	—	—	—	—	Imposta sui gas di petrolio	I 33
9 195	8 466	9 202	—	—	—	—	—	Imposta sul metano	I 34
734 635	735 443	767 588	31 941	28 614	37 074	39 003	41 040	Imposta sul tabacco	I 35
26 434	24 771	26 456	—	—	—	—	—	Imposta sulle cartine, sui tubetti per sigarette, apparecchi di accensione e fiammiferi	I 36
62 443	80 640	88 243	107	87	88	88	140	Imposta sugli spiriti	I 37
27 869	29 929	30 628	631	498	408	407	647	Imposta sulla birra	I 38
38 941	38 561	41 781	487	390	269	268	426	Imposta sullo zucchero	I 39
809	845	1 008	—	—	—	—	—	Imposta sulle materie zuccherine	I 40
70 113	76 754	81 790	2 044	2 101	2 442	2 211	2 420	Imposta sul caffè	I 41
622	551	522	—	—	—	—	—	Imposta sui surrogati del caffè	I 42
4 996	6 150	3 124	1	—	6	3	3	Imposta sul cacao	I 43
27 849	36 543	38 406	—	—	151	—	—	Imposta sulle banane	I 44
21 752	22 566	22 103	—	—	—	—	—	Imposta sul sale	I 45
7 655	8 973	10 965	116	58	36	36	57	Imposta sugli olii vegetali et animali	I 46
694	765	807	—	—	—	—	—	Imposta sulla margarina	I 47
4 103	3 978	4 552	370	446	34	34	54	Imposta sui filati	I 48
58 641	61 586	61 330	10 483	6 093	6 891	7 321	7 329	Imposta sul gas, energia elettrica e addizionale a carico dell'ENEL	I 49
—	—	—	830	774	746	742	750	Imposta sulla produzione di energia elettrica	I 50
3 766	3 571	3 237	—	—	—	—	—	Imposta sulle lampadine elettriche	I 51
19 689	22 249	25 857	—	—	—	—	—	Proventi della vendita dei denaturanti e dei contrassegni di Stato	I 52
—	—	—	405 207	438 503	464 476	510 650	569 300	Imposte comunali di consumo	I 53
34 857	39 247	42 732	109	272	439	874	957	Sovrimposte di confine	I 54
1 667	1 796	1 516	5	—	—	—	—	Imposta sui dischi fonografici	I 55
1 510	1 392	1 949	—	—	—	—	—	Bollo sulle carte da gioco	I 56
59 362	86 344	99 134	19	41	50	—	—	Imposta sulle assicurazioni	I 57
58 530	68 241	74 713	2 434	2 764	2 977	3 992	4 179	Diritti erariali sui pubblici spettacoli	I 58
136 837	106 298	82 521	189	163	222	258	192	Lotto, lotterie e concorsi pronostici	I 59
66 538	94 430	85 822	6 050	6 122	9 254	11 912	13 572	Tasse sulle concessioni governative	I 60
100 346	112 784	105 085	5 932	5 591	5 648	6 765	7 652	Proventi speciali	I 61
—	15 865	15 552	—	—	—	—	—	Diritto speciale sui pedaggi autostradali	I 62
8 499	—8 391	6 573	1 929	1 809	409	473	352	Tributi radiofonici	I 63
—	—	—	7 217	8 084	9 631	10 538	12 116	Proventi casinó, diritti speciali e diritti di sbarco	I 64
7 795	17 463	28 050	79	81	88	91	90	Imposta sulla pubblicità	I 65
—	—	—	4 744	4 585	5 293	4 970	5 509	Imposta di pubblicità affine, ordinaria e speciale	I 66
12 968	14 111	14 578	308	333	338	488	509	Bollo sui documenti di trasporto	I 67
271 902	263 826	288 730	23 984	23 770	22 761	24 693	28 388	Imposta di bollo	I 68
350 561	438 961	505 700	17 063	18 085	20 398	24 222	25 592	Imposta di registro e addizionale	I 69
3 127	738	1 912	—	—	—	—	—	Imposta in surrogazione del registro e del bollo (esclusa l'imposta sulle assicurazioni)	I 70
2 870	2 761	3 090	—	—	—	—	—	Imposta sui contratti di borsa	I 71
65 929	73 999	83 354	5 406	5 749	5 958	7 273	8 120	Imposta ipotecaria e addizionale	I 72

(a) Al netto della quota dei dazi doganali spettante alle Comunità europee a titolo di risorse proprie.

(b) A partire dall'anno 1971, i prelievi agricoli sono attribuiti alle Comunità europee quali risorse proprie.

Mio Lit

Code	Classement Classifi- cazione	Administrations publiques Amministrazioni pubbliche (S 60)					Administration centrale (S 61)		
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	
I 73									
I 73.1	R 207	187 519	204 534	231 187	258 511	285 111	180 039	195 959	
I 73.2	R 61	85 264	83 565	98 390	101 158	114 044	81 863	80 063	
I 74	R 207	102 255	120 969	132 797	157 353	171 067	98 176	115 896	
I 74	R 207	8 096	—	—	—	—	—	—	
I 75	R 207	1 820	—	—	—	—	—	—	
I 76	R 207	5 227	5 180	5 733	6 278	7 112	—	—	
I 77	R 207	2 008	2 282	2 054	2 436	2 836	600	642	
I 78	R 207	26 464	23 949	26 837	30 971	33 451	26 464	23 949	
I 79	R 207	516	509	1 435	1 097	126	506	496	
I 80	R 207	45 104	56 915	57 004	51 792	22 975	45 104	56 915	
I 81	R 207	—	—	—	—	17 200	—	—	
	R 61	64 318	70 903	68 860	84 488	100 295	64 318	70 903	
	R 20	337 426	349 323	486 978	549 455	406 053	337 426	349 323	
	R 61	48 149	51 256	69 034	84 732	70 948	28 943	30 699	
		9 270 672	10 014 338	10 603 469	11 506 463	12 522 447	7 915 277	8 612 822	
		Institutions communautaires européennes Istituzioni comunitarie europee (S 92)							
I 82	R 207	3 381	3 332	3 519	3 581	4 602			
I 29	R 202	—	—	—	31 048	79 113			
I 30	R 202	—	—	—	132 974	147 435			
I 83	R 203	—	—	—	5 477	8 048			
		3 381	3 332	3 519	173 080	239 198			
		9 274 053	10 017 670	10 606 988	11 679 543	12 761 645			

(a) Droits divers payés aux autres organismes de l'administration centrale.

(b) Droits de navigation, autres droits sur les formalités douanières et sur le trafic de perfectionnement.

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Lit

	Classement Classifi- cazione	Administrations publiques Amministrazioni pubbliche (S 60)					Administration centrale Amministrazioni centrali (S 61)				
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	4 255,4	4 473,7	5 198,2	5 914,9	6 532,9	—	—	—	—	—
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	906,9	966,3	1 277,3	1 462,5	1 698,1	48,4	52,6	47,9	50,0	77,7
Cotisations sociales des non-salariés	R 623	212,0	212,0	237,1	254,2	270,0	—	—	—	—	—
Total des cotisations sociales effectives	R 62	5 374,3	5 652,0	6 712,6	7 631,6	8 501,0	48,4	52,6	47,9	50,0	77,7

3. Entrate tributarie per tipo d'imposta e per sottosettore beneficiario (segue)

ITALIA

Mio Lit

Amministrazioni centrali (S 61)			Administrations locales Amministrazioni locali (S 62)					Codice	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
220 564	248 446	207 483	7 480	8 575	10 623	10 065	77 628	Tasse automobilistiche e addizionale, totale:	I 73
93 960	97 142	82 993	3 401	3 502	4 430	4 016	31 051	— pagate dalle imprese	I 73.1
126 604	151 304	124 490	4 079	5 073	6 193	6 049	46 577	— pagate dalle famiglie	I 73.2
—	—	—	8 096	—	—	—	—	Imposta di licenza	I 74
—	—	—	1 820	—	—	—	—	Imposta sulle macchine per il caffè espresso	I 75
—	—	—	5 227	5 180	5 733	6 278	7 112	Imposta sulle insegne	I 76
605	718	771	1 408	1 640	1 449	1 718	2 065	Imposta di soggiorno, cura e turismo	I 77
26 837	30 971	33 451	—	—	—	—	—	Entrate tributarie degli altri enti delle amministrazioni centrali (a)	I 78
1 420	1 097	126	10	13	15	—	—	Altre imposte indirette sulla produzione	I 79
57 004	51 792	22 975	—	—	—	—	—	Altre imposte indirette sulle importazioni (b)	I 80
—	—	—	—	—	—	—	17 200	Imposte delle Regioni a statuto ordinario	I 81
68 860	84 488	100 295	—	—	—	—	—	Aggi di riscossione relativi alle imposte correnti sul reddito e il patrimonio	
486 978	549 455	406 053	—	—	—	—	—	meno: Rimborsi d'imposte	
48 059	61 951	45 762	19 206	20 557	20 975	22 781	25 186		
9 114 990	9 920 884	10 670 123	1 355 395	1 401 516	1 488 479	1 585 579	1 852 324	Totale delle entrate tributarie delle amministrazioni pubbliche	
								Prelievo CECA	I 82
								Dazi d'importazione	I 29
								Prelievi agricoli	I 30
								Contributi zucchero	I 83
								Totale delle entrate tributarie delle Istituzioni comunitarie europee	
								Totale delle entrate tributarie	

(a) Diritti vari pagati ad altri enti e gestioni delle amministrazioni centrali.

(b) Diritti marittimi ed altri diritti per servizi marittimi, traffico di perfezionamento.

4. Contributi sociali effettivi per tipo e per sottosettore beneficiario

Mio Lit

Administrations locales Amministrazioni locali (S 62)					Administrations de sécurité sociale Enti di previdenza e assistenza sociale (S 63)					
1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972	
—	—	—	—	—	4 255,4	4 473,7	5 192,8	5 914,9	6 532,9	Contributi sociali effettivi a carico dei datori di lavoro
29,4	31,0	33,5	36,3	48,3	829,1	882,7	1.195,9	1.376,2	1 572,1	Contributi sociali a carico dei lavoratori dipendenti
—	—	—	—	—	212,0	212,0	237,1	254,2	270,0	Contributi sociali dei lavoratori indipendenti
29,4	31,0	33,5	36,3	48,3	5 296,5	5 568,4	6 631,2	7 545,3	8 375,0	Totale dei contributi sociali effettivi

NEDERLAND

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Fl

Code		Classement Indeling	Administrations publiques Overheid (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
N 01	Impôt sur le revenu des personnes physiques	R 61	3 984	4 132	4 421	4 959	5 854	3 984	4 132
N 02	Impôt sur les salaires	R 61	4 756	5 988	7 101	9 096	10 991	4 756	5 988
N 03	Impôt sur les dividendes	R 61	374	497	492	450	455	374	497
N 04	Impôt sur les rémunérations d'administrateurs des sociétés	R 61	33	34	30	5	1	33	34
N 05	Impôt personnel	R 61	125	136	139	169	186	—	—
N 06	Impôt sur les sociétés	R 61	2 531	3 193	3 047	3 791	4 158	2 531	3 193
N 07	Impôts sur les gains aux jeux de hasard	R 61	5	6	8	9	9	5	6
N 08	Impôt sur les chiens	R 61	9	10	10	11	11	—	—
N 09	Impôt sur les résidences secondaires	R 61	—	—	1	1	1	—	—
N 10	Impôt sur la fortune	R 61	239	352	382	329	367	239	352
N 11	Droits de succession	R 72	226	251	266	296	295	226	251
N 12	Taxe sur la valeur ajoutée	R 201	—	(a)4 463	(a)6 614	(a)8 354	9 827	—	(a)4 463
N 13	Taxe sur le chiffre d'affaires (ancienne taxe)	R 201	4 980	414	43	31	—	4 980	414
N 14	Droits d'importation	R 202	759	804	916	(b) 640	(b) 582	759	804
N 15	Prélèvements agricoles	R 202	535	489	553	(c) —	(c) —	535	489
N 16	Droits d'accise sur l'essence	R 203	1 213	1 316	1 476	1 544	1 889	1 213	1 316
N 17	Droits d'accise sur les huiles minérales	R 203	260	287	288	238	244	260	287
N 18	Droits d'accise sur le tabac	R 203	831	852	886	884	961	831	852
N 19	Droits d'accise sur les vins et autres boissons mousseuses	R 203	38	48	52	58	81	38	48
N 39	Droits d'accise sur les boissons non alcoolisées	R 203	—	—	—	—	61	—	—
N 20	Droits d'accise sur la bière	R 203	116	135	162	180	193	116	135
N 21	Droits d'accise sur les alcools	R 203	322	414	466	432	531	322	414
N 22	Droits d'accise sur le sucre	R 203	103	71	26	26	26	103	71
N 23	Taxe spéciale de consommation sur les voitures particulières	R 203	—	306	413	499	507	—	306
N 24	Impôt sur l'assurance contre l'incendie	R 204	6	9	10	9	14	—	—
N 25	Taxe sur les spectacles	R 204	37	37	37	24	20	—	—
N 26	Impôt foncier	R 205	150	149	152	164	164	51	51
N 27	Droits d'enregistrement	R 206	296	293	314	343	54	296	293
N 28	Impôt sur les opérations de bourse	R 206	16	18	17	20	23	16	18
N 29	Autres droits de timbre	R 206	91	87	96	113	15	91	87
N 29	Autres droits sur les actes juridiques	R 206	—	—	—	—	472	—	—
N 30	Taxe sur les véhicules automobiles, total:		542	584	678	799	962	542	584
N 30.1	— payée par les entreprises	R 207	410	442	488	569	682	410	442
N 30.2	— payée par les ménages	R 61	132	142	190	230	280	132	142
N 31	Taxe sur les rejets dans les eaux soumises à la juridiction de l'Etat	R 207	—	—	—	13	37	—	—
N 34	Taxe vicinale, taxe de voirie, sur les canaux et égouts	R 207	227	257	287	322	361	—	—
N 35	Taxe sur les touristes	R 207	—	—	—	—	3	—	—
N 32	Droit de licence	R 207	5	7	5	6	7	—	—
N 33	Contributions aux « waterschappen »	R 207	148	169	184	205	261	—	—
N 36	Prélèvements administratifs au profit des organisations professionnelles de droit public	R 207	113	127	131	140	150	113	127
Total des recettes fiscales des administrations publiques			23 070	25 935	29 703	34 160	39 773	22 414	25 212

(a) Déduction faite des remboursements de la taxe sur le chiffre d'affaires sur les stocks existant au 1^{er} janvier 1969: 790 Mio Fl. en 1969; 425 Mio Fl. en 1970; 387 Mio Fl. en 1971.

(b) Déduction faite de la partie des droits d'importation allant aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(c) A partir de 1971 les prélèvements agricoles sont attribués aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

3. Belastingontvangsten naar belastingsoorten en naar ontvangende subsectoren

NEDERLAND

Mio Fl

Centrale overheid (S 61)			Administrations locales Lagere publiekrechtelijke lichamen (S 62)					Code	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
4 421	4 959	5 854	—	—	—	—	—	Inkomstenbelasting	N 01
7 101	9 096	10 991	—	—	—	—	—	Loonbelasting	N 02
492	450	455	—	—	—	—	—	Dividendbelasting	N 03
30	5	1	—	—	—	—	—	Commissarissenbelasting	N 04
—	6	24	125	136	139	163	162	Personele belasting	N 05
3 047	3 791	4 158	—	—	—	—	—	Vennootschapsbelasting	N 06
8	9	9	—	—	—	—	—	Kansspelbelasting	N 07
—	—	—	9	10	10	11	11	Hondenbelasting	N 08
—	—	—	—	—	1	1	1	Woonforensenbelasting	N 09
382	329	367	—	—	—	—	—	Vermogensbelasting	N 10
266	296	295	—	—	—	—	—	Successierechten	N 11
(a)6 614	(a)8 354	9 827	—	—	—	—	—	Belasting over de toegevoegde waarde	N 12
43	31	—	—	—	—	—	—	Omzetbelasting (oude)	N 13
916	(b) 640	(b) 582	—	—	—	—	—	Invoerrechten	N 14
553	(c) —	(c) —	—	—	—	—	—	Heffingen op landbouwprodukten	N 15
1 476	1 544	1 889	—	—	—	—	—	Accijns op benzine	N 16
288	238	244	—	—	—	—	—	Accijns op minerale oliën	N 17
886	884	961	—	—	—	—	—	Accijns op tabak	N 18
52	58	81	—	—	—	—	—	Accijns op wijn en andere gegiste dranken	N 19
—	—	61	—	—	—	—	—	Accijns op alcoholvrije dranken	N 39
162	180	193	—	—	—	—	—	Accijns op bier	N 20
466	432	531	—	—	—	—	—	Accijns op gedistilleerd	N 21
26	26	26	—	—	—	—	—	Accijns op suiker	N 22
413	499	507	—	—	—	—	—	Bijzondere verbruiksbelasting op personen- auto's	N 23
—	—	—	6	9	10	9	14	Belasting op verzekering tegen brandschade	N 24
—	—	—	37	37	37	24	20	Vermakelijkheidsbelasting	N 25
52	56	82	99	98	100	108	82	Grondbelasting	N 26
314	343	54	—	—	—	—	—	Rechten van registratie	N 27
17	20	23	—	—	—	—	—	Beursbelasting	N 28
96	113	15	—	—	—	—	—	Overige rechten van zegel	N 29
—	—	472	—	—	—	—	—	Overige belastingen van rechtsverkeer	N 29
678	799	962	—	—	—	—	—	<i>Motorrijtuigenbelasting, totaal:</i>	N 30
488	569	682	—	—	—	—	—	— betaald door bedrijven	N 30.1
190	230	280	—	—	—	—	—	— betaald door gezinshuishoudingen	N 30.2
—	13	37	—	—	—	—	—	Heffing wegens lozing van afvalstoffen op Rijkswateren	N 31
—	—	—	227	257	287	322	361	Wegen-, straat-, vaart-, baat- en rioolbelas- ting	N 34
—	—	—	—	—	—	—	3	Toeristenbelasting	N 35
—	—	—	5	7	5	6	7	Vergunnings- en verlofrecht	N 32
—	—	—	148	169	184	205	261	Waterschapslasten	N 33
131	140	150	—	—	—	—	—	Administratieve heffingen krachtens verorde- ningsbesluiten	N 36
28 930	33 311	38 851	656	723	773	849	922	Totaal belastingontvangsten van de overheid	

a) Op dit bedrag is in mindering gebracht de restitutie omzetbelasting op voorraden per 1 Januari 1969: 790 Mio Fl. in 1969; 425 Mio Fl. in 1970; 387 Mio Fl. in 1971.

b) Na aftrek van het gedeelte van de invoerrechten dat als eigen middelen aan de Europese Gemeenschappen toevloeit.

c) Vanaf 1971 vloeien de heffingen op landbouwprodukten als eigen middelen toe aan de Europese Gemeenschappen.

NEDERLAND

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire (suite)

Mio Fl

Code		Classement Indeling	Institutions communautaires européennes Europese gemeenschapsinstellingen (S 92)				
			1968	1969	1970	1971	1972
N 37	Prélèvement CECA	R 207	5	6	7	6	8
N 14	Droits d'importation	R 202	—	—	—	232	330
N 15	Prélèvements agricoles	R 202	—	—	—	427	419
N 38	Cotisations sucre	R 203	—	—	—	16	36
Total des recettes fiscales des Institutions communautaires européennes			5	6	7	681	793
Total des recettes fiscales			23 075	25 941	29 710	34 841	40 556

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Fl

	Classifi- cation Indeling	Administrations publiques Overheid (S 60)					Administration centrale Centrale overheid (S 61)				
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	5 338	6 466	7 530	8 968	10 028	—	—	—	—	—
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	5 659	6 661	7 841	9 441	11 157	—	—	—	—	—
Cotisations sociales des non-salariés	R 623	1 356	1 430	1 491	1 672	1 892	—	—	—	—	—
Total des cotisations sociales effectives	R 62	12 353	14 557	16 862	20 081	23 077	—	—	—	—	—

3. Belastingontvangsten naar belastingsoorten en naar ontvangende subsectoren (vervolg) NEDERLAND

	Code
EGKS-heffingen	N 37
Invoerrechten	N 14
Heffingen op landbouwprodukten	N 15
Bijdragen suiker	N 38
Totaal belastingontvangsten van de Europese Gemeenschapsinstellingen	
Totaal belastingontvangsten	

4. Werkelijke sociale verzekeringspremies naar soorten en naar ontvangende subsectoren

Mio Fl

Administrations locales Lagere publiekrechtelijke lichamen (S 62)					Administrations de sécurité sociale Sociale verzekeringsinstellingen (S 63)					
1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972	
—	—	—	—	—	5 338	6 466	7 530	8 968	10 028	Werkelijke sociale verzekeringspremies ten laste van de werkgever
—	—	—	—	—	5 659	6 661	7 841	9 441	11 157	Sociale verzekeringspremies ten laste van de werknemers
—	—	—	—	—	1 356	1 430	1 491	1 672	1 892	Sociale verzekeringspremies van niet werknemers
—	—	—	—	—	12 353	14 557	16 862	20 081	23 077	Totaal der werkelijke sociale verzekeringspremies

BELGIQUE

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Fb

Code		Classement Indeling	Administrations publiques Overheid (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
B 01	<i>Impôt sur le revenu des personnes physiques</i>	R 61	82 194	95 020	109 876	127 102	152 556	72 313	84 385
B 01.1	Précompte immobilier	R 61	8 165	8 435	8 770	9 635	11 429	930	805
B 01.2	Précompte mobilier	R 61	6 210	7 302	8 248	9 811	10 062	6 210	7 302
B 01.3	Précompte professionnel	R 61	43 617	50 594	59 674	70 432	84 670	43 617	50 594
B 01.4	Impôt versé par anticipation par les non-salariés	R 61	7 725	10 297	9 974	10 773	15 993	7 725	10 297
B 01.5	Impôt des non-résidents	R 61	51	40	22	45	66	25	30
B 01.6	Impôt sur le revenu global perçu par voie de rôle (a)	R 61	16 426	18 352	23 188	26 406	30 336	13 806	15 357
B 02	<i>Impôt des sociétés</i>	R 61	20 935	25 735	30 885	36 138	41 182	17 975	22 435
B 02.1	Précompte immobilier	R 61	2 405	2 650	2 960	3 395	3 995	235	250
B 02.2	Précompte mobilier	R 61	3 090	4 100	5 100	6 020	6 350	3 090	4 100
B 02.3	Impôt versé par anticipation par les non-salariés	R 61	13 070	16 100	18 910	21 063	24 462	12 110	15 050
B 02.4	Impôt des non-résidents	R 61							
B 02.5	Impôt sur le revenu global perçu par voie de rôle (a)	R 61	2 370	2 885	3 915	5 660	6 375	2 370	2 885
B 03	Anciens impôts sur le revenu	R 61	135	234	105	24	—	135	234
B 04	Amendes - impôts sur le revenu	R 61	39	54	32	30	47	39	54
B 05	Autres impôts sur le revenu	R 61	455	541	1 755	682	818	455	541
B 06	Droits de succession et droits sur les donations	R 72	4 311	4 213	4 557	5 168	4 887	4 311	4 213
B 07	Taxe sur la valeur ajoutée (b)	R 201	—	—	—	100 852	102 740	—	—
B 08	Taxes assimilées au timbre (c)	R 201	76 752	83 491	88 978	551	713	76 752	88 491
B 09	Droits d'entrée	R 202	8 013	7 930	9 407	(d)6 351	(d)4 755	8 013	7 930
B 10	Prélèvements agricoles	R 202	3 599	3 749	4 265	(e) 909	—	3 599	3 749
B 11	Droits d'accise sur les huiles minérales	R 203	17 990	20 705	22 281	24 183	26 591	17 990	20 705
B 12	Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autre hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	R 203	36	57	53	53	56	36	57
B 13	Droits d'accise sur le tabac	R 203	6 821	8 112	7 969	8 453	9 459	6 821	8 112
B 14	Droits d'accise sur les eaux-de-vie	R 203	1 024	1 088	1 172	1 238	1 348	1 024	1 088
B 15	Taxe de consommation sur les alcools et eaux-de-vie	R 203	1 288	1 349	1 462	1 555	1 685	1 288	1 349
B 16	Droits d'accise sur les boissons fermentées mousseuses	R 203	70	73	79	107	127	70	73
B 17	Droits d'accise sur les boissons fermentées de fruits	R 203	679	722	652	768	903	679	722
B 18	Droits d'accise sur les bières (f)	R 203	1 642	1 724	1 722	2 335	2 640	1 642	1 724
B 19	Droits d'accise sur les eaux de boisson et les limonades	R 203	644	728	753	954	1 277	644	728
B 20	Droits d'accise sur les sucres et sirops de raffinage	R 203	205	198	202	207	209	205	198
B 21	Taxe annuelle sur les contrats d'assurance	R 204	1 639	2 647	2 182	2 398	2 600	1 639	2 647
B 22	Taxe sur les jeux et paris	R 204	535	570	629	754	882	535	570
B 23	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	R 204	528	831	628	720	794	528	831
B 24	Droits de timbre (g)	R 206	900	900	1 000	1 000	1 100	900	900
B 25	Droits d'enregistrement	R 206	7 607	8 345	7 705	7 160	8 929	7 607	8 345

(a) Solde de l'impôt sur le revenu global après déduction des différents précomptes imputables.

(b) Y compris la taxe sur les exportations et la taxation dégressive sur les biens d'investissement; en 1972, déduction faite du remboursement des taxes incorporées dans les stocks.

(c) Taxe de transmission, de facture, de luxe, sur les transports et locations mobilières, sur les paiements de loyers de coffres-forts, d'affichage jusque 1970; à partir de 1971: taxes assimilées au timbre non remplacées par la T.V.A. (taxes d'affichage, sur la chasse, sur les prestations des intermédiaires d'assurances et recettes diverses perçues au moyen de timbres fiscaux.

(d) Déduction de la partie des droits d'entrée allant aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(e) A partir de 1971 les prélèvements agricoles sont attribués aux Communautés européennes au titre de ressources propres. Toutefois, le montant de 909 millions enregistré en ressources des administrations publiques, représente un reliquat de l'année 1970 encaissé au cours de l'année 1971.

(f) Y compris droit d'accise spécial sur la bière fabriquée ou importée: 618 millions en 1971.

(g) Estimation.

3. Belastingontvangsten naar belastingsoorten en naar ontvangende subsectoren

BELGIË

Mio Fb

Centrale overheid (S 61)			Administrations locales Lagere publiekrechtelijke lichamen (S 62)					Code	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
98 118	113 979	136 478	9 881	10 635	11 758	13 123	16 078	Inkomstenbelasting ten laste van de natuurlijke personen	B 01
816	855	930	7 235	7 630	7 954	8 780	10 499	Onroerende voorheffing	B 01.1
8 248	9 811	10 062	—	—	—	—	—	Roerende voorheffing	B 01.2
59 674	70 432	84 670	—	—	—	—	—	Bedrijfsvoorheffing	B 01.3
9 974	10 773	15 993	—	—	—	—	—	Belasting vooraf gestort door de niet-loontrekkers	B 01.4
14	20	34	26	10	8	25	32	Belasting ten laste van de niet-verblijfhouders	B 01.5
19 392	22 088	24 789	2 620	2 995	3 796	4 318	5 547	Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren (a)	B 01.6
27 045	31 727	36 062	2 960	3 300	3 840	4 411	5 120	Inkomstenbelasting ten laste van de vennootschappen	B 02
280	305	325	2 170	2 400	2 680	3 090	3 670	Onroerende voorheffing	B 02.1
5 100	6 020	6 350	—	—	—	—	—	Roerende voorheffing	B 02.2
17 600	19 100	22 622	790	900	1 160	1 321	1 450	Belasting vooraf gestort door de niet-loontrekkers	B 02.3
150	642	390	—	—	—	—	—	Belasting ten laste van de niet-verblijfhouders	B 02.4
3 915	5 660	6 375	—	—	—	—	—	Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren (a)	B 02.5
105	24	—	—	—	—	—	—	Oude inkomstenbelastingen	B 03
32	30	47	—	—	—	—	—	Boeten i.z. inkomstenbelastingen	B 04
1 755	682	818	—	—	—	—	—	Overige belastingen op het inkomen	B 05
4 557	5 168	4 887	—	—	—	—	—	Successierechten en taksen op schenkingen	B 06
—	100 852	102 740	—	—	—	—	—	Belasting over de toegevoegde waarde (b)	B 07
88 978	551	713	—	—	—	—	—	Met zegel gelijkgestelde taksen (c)	B 08
9 407	(d)6 351	(d)4 755	—	—	—	—	—	Invoerrechten	N 09
4 265	(e) 909	—	—	—	—	—	—	Heffingen op landbouwprodukten	B 10
22 281	24 183	26 591	—	—	—	—	—	Accijns op minerale oliën	B 11
53	53	56	—	—	—	—	—	Accijns op benzol, vloeibaar aardgas en andere vloeibare koolwaterstofgassen	B 12
7 969	8 453	9 459	—	—	—	—	—	Accijns op tabak	B 13
1 172	1 238	1 348	—	—	—	—	—	Accijns op brandewijn	B 14
1 462	1 555	1 685	—	—	—	—	—	Verbruikstaks op alcohol en brandewijn	B 15
79	107	127	—	—	—	—	—	Accijns op mousserende gegiste dranken	B 16
652	768	903	—	—	—	—	—	Accijns op gegiste vruchtendranken	B 17
1 722	2 335	2 640	—	—	—	—	—	Accijns op bier (f)	B 18
753	954	1 277	—	—	—	—	—	Accijns op drinkwater en limonade	B 19
202	207	209	—	—	—	—	—	Accijns op suiker en raffinagestroop	B 20
2 182	2 398	2 600	—	—	—	—	—	Jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten	B 21
629	754	882	—	—	—	—	—	Belasting op de spelen en de weddenschappen	B 22
628	720	794	—	—	—	—	—	Belasting op de automatische ontspannings-toestellen	B 23
1 000	1 000	1 100	—	—	—	—	—	Zegelrechten (g)	B 24
7 705	7 160	8 929	—	—	—	—	—	Registratierechten	B 25

(a) Saldo van de belasting op het globaal inkomen na aftrek van de verschillende voorheffingen.

(b) Met inbegrip van de taks op de uitvoer en de afnemende belasting op investeringsgoederen, in 1972 verminderd met de terugbetaling van de belastingen begrepen in de voorraden.

(c) Overdrachtstaks, factuurtaks, weledetaks, taks op het vervoer en op de roerende verhueringen, op de betalingen wegens huurprijs van brandkasten in de banken, aanplakkingstaks tot 1970; vanaf 1971: met het zegel gelijkgestelde belastingen die niet vervangen worden door de B.T.W. (aanplakkingstaks, taks op de jacht, taks op de prestaties van tussenpersonen bij verzekeringen, allerlei rechten die gekweten worden door middel van fiscale zegels).

(d) Na aftrek van het gedeelte van de invoerrechten dat als eigen middelen aan de Europese Gemeenschappen toevloei.

(e) Vanaf 1971 vloeien de heffingen op landbouwprodukten als eigen middelen toe aan de Europese Gemeenschappen. Het bedrag van 909 miljoen, geboekt als middelen van de Overheid vertegenwoordigt een overschot van het jaar 1970 ontvangen in de loop van het jaar 1971.

(f) Met inbegrip van het speciaal accijnsrecht op gefabriceerd of ingevoerd bier: 618 miljoen in 1971.

(g) Raming.

BELGIQUE

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire (suite)

Mio Fb

Code		Classement Indeling	Administrations publiques Overheid (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
B 26	Droits d'hypothèque	R 206	122	142	118	134	177	122	142
B 27	Taxe sur les opérations de bourse et de reports	R 206	287	319	319	324	330	287	319
B 28	Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	R 206	87	106	110	119	129	87	106
B 29	<i>Taxe de circulation sur les véhicules automobiles:</i>		5 415	5 170	4 739	5 219	4 940	4 982	4 750
B 29.1	— payée par les entreprises	R 207	3 536	3 158	2 618	3 003	2 587	3 328	2 990
B 29.2	— payée par les ménages	R 61	1 879	2 012	2 121	2 216	2 353	1 654	1 760
B 30	Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées ou spiritueuses	R 207	90	96	109	117	146	90	96
B 31	Annuités de brevets	R 207	93	99	102	105	98	93	99
B 32	Droits de greffe	R 207	88	152	187	170	176	88	152
B 33	Amendes impôts liés à la production	R 207	146	146	193	231	347	146	146
B 34	Autres impôts liés à la production (h)	R 207	5 987	6 828	12 276	9 609	10 669	1 967	2 237
Total des recettes fiscales des administrations publiques			250 356	282 074	316 502	345 720	383 310	233 062	263 128
			Institutions communautaires européennes Europese gemeenschapsinstellingen (S 92)						
B 35	Prélèvement CECA	R 207	183	201	197	198	272		
B 09	Droits d'entrée	R 202	—	—	—	2 439	4 358		
B 10	Prélèvements agricoles	R 202	—	—	—	3 395	2 636		
B 36	Cotisations sucre	R 203	—	—	—	263	675		
Total des recettes fiscales des Institutions communautaires européennes			183	201	197	6 295	7 941		
Total des recettes fiscales			250 539	282 275	316 699	352 015	391 251		

(h) Impôts indirects des collectivités locales non ventilés, solde à encaisser par la Belgique sur les recettes communes de l'U.E.B.L., taxe d'abattement et taxes pour alimenter le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, etc.

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Fb

	Classifi- cation Indeling	Administrations publiques Overheid (S 60)					Administrations centrale Centrale overheid (S 61)				
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	65 968	74 134	88 164	101 794	118 388	—	—	—	—	—
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	30 481	34 024	40 690	45 468	50 144	3 660	3 955	4 144	4 760	5 780
Cotisations sociales des non-salariés	R 623	7 117	7 217	8 345	9 300	11 067	—	—	—	—	—
Total des cotisations sociales effectives	R 62	103 566	115 375	137 199	156 562	179 599	3 660	3 955	4 144	4 760	5 780

3. Belastingontvangsten naar belastingsoorten en naar ontvangende subsectoren (vervolg)

BELGIË

Mio Fb

Centrale overheid (S 61)			Administrations locales Lagere publiekrechtelijke lichamen (S 62)					Code	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
118	134	177	—	—	—	—	—	Hypotheekrechten	B 26
319	324	330	—	—	—	—	—	Taks op de beursverrichtingen	B 27
110	119	129	—	—	—	—	—	Jaarlijkse taks op de ter beurs genoteerde titels	B 28
4 335	4 875	4 545	433	420	404	344	395	Verkeersbelasting op de autovoertuigen:	B 29
2 442	2 885	2 429	208	168	176	118	158	— betaald door bedrijven	B 29.1
1 893	1 990	2 116	225	252	228	226	237	— betaald door gezinshuishoudingen	B 29.2
109	117	146	—	—	—	—	—	Openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken	B 30
102	105	98	—	—	—	—	—	Annuïteiten van brevetten	B 31
187	170	176	—	—	—	—	—	Griffierechten	B 32
193	231	347	—	—	—	—	—	Boeten i.z. indirecte belastingen	B 33
7 349	4 179	4 651	4 020	4 591	4 927	5 430	6 018	Overige indirecte belastingen (h)	B 34
295 573	322 412	355 699	17 294	18 946	20 929	23 308	27 611	Totaal belastingontvangsten van de overheid	
								EGKS-heffingen	B 35
								Invoerrechten	B 09
								Heffingen op landbouwprodukten	B 10
								Bijdragen suiker	B 36
								Totaal belastingontvangsten van Europese gemeenschapsinstellingen	
								Totaal belastingontvangsten	

(h) Niet onderverdeelde indirecte belastingen van de lagere publiekrechtelijke lichamen en het saldo door België te incasseren op de gemeenschappelijke ontvangsten van de B.L.E.U., slachttaks, belasting ten bate van het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconvertie, e.a.

4. Werkelijke sociale verzekeringspremies naar soorten en naar ontvangende subsectoren

Mio Fb

Administrations locales Lagere publiekrechtelijke lichamen (S 62)					Administrations de sécurité sociale Sociale verzekeringsinstellingen (S 63)					
1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972	
—	—	—	—	—	65 968	74 134	88 164	101 794	118 388	Werkelijke sociale verzekeringspremies ten laste van de werkgevers
959	1 065	1 175	1 344	1 590	25 862	29 004	35 371	39 364	42 774	Sociale verzekeringspremies ten laste van de werknemers
—	—	—	—	—	7 117	7 217	8 345	9 300	11 067	Sociale verzekeringspremies van niet-werknemers
959	1 065	1 175	1 344	1 590	98 947	110 355	131 880	150 458	172 229	Totaal der werkelijke sociale verzekeringspremies

LUXEMBOURG

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Flx

Code		Classement Gliederung	Administrations publiques Staat (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
L 01	Impôt sur le revenu des personnes physiques	R 61	1 285	1 250	1 359	1 658	2 009	1 054	1 025
L 02	Impôt sur les traitements et salaires	R 61	1 694	1 904	2 493	3 120	3 544	1 389	1 561
L 03	Impôt sur le revenu des capitaux	R 61	108	129	197	232	185	108	129
L 04	Impôt sur certains revenus des non-résidents	R 61	11	13	12	10	11	11	13
L 05	Impôt spécial sur les tantièmes	R 61	23	25	34	38	37	23	25
L 06	Impôt sur le revenu des collectivités	R 61	805	1 635	2 269	(a)2 070	1 882	805	1 635
L 07	Prélèvements sur les gains des paris relatifs aux épreuves sportives	R 61	1	1	1	1	1	1	1
L 08	Impôt sur la fortune	R 61	184	204	214	222	256	184	204
L 09	Droits de succession	R 72	59	83	66	70	99	59	83
L 10	Taxe sur la valeur ajoutée	R 201	—	—	1 166	2 119	2 639	—	—
L 11	Impôt sur le chiffre d'affaires (b)	R 201	1 265	1 381	591	152	71	1 139	1 243
L 12	Part du Luxembourg dans les recettes de l'UEBL (c)	R 202	1 249	1 358	1 454	(d)1 409	(d)1 829	1 249	1 358
L 13	Prélèvements agricoles	R 202	27	12	0	(e) —	—	27	12
L 14	Droits d'accise sur les huiles minérales (f)	R 203	—	—	—	45	34	—	—
L 15	Produit de la majoration de l'impôt sur les combustibles	R 203	25	22	—	—	—	25	22
L 16	Droits d'accise sur l'alcool éthylique	R 203	33	32	32	29	33	33	32
L 17	Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	R 203	44	52	50	46	66	44	52
L 18	Taxe sur les assurances	R 204	44	48	51	57	66	44	48
L 19	Taxe sur les transports	R 204	54	59	2	—	—	54	59
L 20	Taxe d'atterrissage	R 204	—	—	—	32	35	—	—
L 21	Prélèvement sur les sommes brutes engagées sur les paris	R 204	2	2	1	2	2	2	2
L 22	Impôt foncier	R 205	184	186	193	198	204	—	—
L 23	Droits de timbre	R 206	21	30	47	35	21	21	30
L 24	Droits d'enregistrement	R 206	189	244	240	262	477	189	244
L 25	Droits d'hypothèque	R 206	22	27	30	32	39	22	27
L 26	Taxe d'abonnement sur les titres des sociétés	R 206	197	244	321	371	407	197	244
L 27	Taxe sur les véhicules automoteurs, total:		168	177	190	204	218	133	141
L 27.1	— payée par les entreprises	R 207	84	89	95	102	109	66	71
L 27.2	— payée par les ménages	R 61	84	88	95	102	109	67	70
L 28	Impôt commercial	R 207	535	572	720	785	844	—	—
L 29	Impôt sur la somme des salaires	R 207	127	132	146	173	187	—	—
L 30	Taxe des cabarets	R 207	8	12	10	11	10	8	12
L 31	Taxe de séjour	R 207	23	30	37	39	31	—	—
L 32	Autres impôts liés à la production	R 207	7	9	10	10	12	7	9
Total des recettes fiscales des administrations publiques			8 394	9 873	11 936	13 432	15 249	6 828	8 211
			Institutions communautaires européennes Institutionen der Europäischen Gemeinschaften (S 92)						
L 33	Prélèvement CECA	R 207	61	71	71	68	83		
L 12	Droits de douane	R 202	—	—	—	100	135		
L 13	Prélèvements agricoles	R 202	—	—	—	6	5		
Total des recettes fiscales des Institutions communautaires			61	71	71	174	223		
Total des recettes fiscales			8 455	9 944	12 007	13 606	15 472		

(a) Y compris la surtaxe exceptionnelle conjoncturelle.

(b) Y compris la taxe d'importation.

(c) Y compris certains droits d'accise.

(d) Déduction faite de la partie des droits d'importation allant aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(e) A partir de 1971 les prélèvements agricoles sont attribués aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(f) Pour les années 1968, 1969 et 1970 les droits d'accise sur les huiles minérales sont compris dans la rubrique L 12.

3. Steuereinnahmen nach Arten und empfangenden Teilsektoren

LUXEMBOURG

Mio Flx

Zentralstaat (S 61)			Administrations locales Lokale Gebietskörperschaften (S 62)					Schlüssel	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
1 114	1 360	1 647	231	225	245	298	362	Veranlagte Einkommensteuer	L 01
2 044	2 558	2 906	305	343	449	562	638	Lohnsteuer	L 02
197	232	185	—	—	—	—	—	Kapitalertragsteuer	L 03
12	10	11	—	—	—	—	—	Einkommensteuer von Gebietsfremden	L 04
34	38	37	—	—	—	—	—	Aufsichtsratssteuer	L 05
2 269	(a)2 070	1 882	—	—	—	—	—	Körperschaftsteuer	L 06
1	1	1	—	—	—	—	—	Steuer auf Gewinne bei Sportwetten	L 07
214	222	256	—	—	—	—	—	Vermögensteuer	L 08
66	70	99	—	—	—	—	—	Erbschaftssteuer	L 09
1 049	1 907	2 375	—	—	117	212	264	Mehrwertsteuer	L 10
532	136	64	126	138	59	16	7	Umsatzsteuer (b)	L 11
1 454	(d)1 409	1 829	—	—	—	—	—	Anteil Luxemburgs an den BLWU-Einnahmen (c)	L 12
0	(e)—	—	—	—	—	—	—	Agrarabschöpfungen	L 13
—	45	34	—	—	—	—	—	Mineralölsteuer (f)	L 14
—	—	—	—	—	—	—	—	Zuschlag zur Brennstoffsteuer	L 15
32	29	33	—	—	—	—	—	Akzise auf Alkohol	L 16
50	46	66	—	—	—	—	—	Konsumtaxe auf Alkohol	L 17
51	57	66	—	—	—	—	—	Versicherungsteuer	L 18
2	—	—	—	—	—	—	—	Transportsteuer	L 19
—	32	35	—	—	—	—	—	Landetaxe	L 20
1	2	2	—	—	—	—	—	Steuer auf Einsätze bei Sportwetten	L 21
—	—	—	184	186	193	198	204	Grundsteuer	L 22
47	35	21	—	—	—	—	—	Stempelgebühren	L 23
240	262	477	—	—	—	—	—	Eintragungsgebühren	L 24
30	32	39	—	—	—	—	—	Hypothekengebühren	L 25
321	371	407	—	—	—	—	—	Emissionsteuer	L 26
152	164	174	35	36	38	40	44	Kraftfahrzeugsteuer, insgesamt:	L 27
76	82	87	18	18	19	20	22	— von Unternehmen gezahlt	L 27.1
76	82	87	17	18	19	20	22	— von privaten Haushalten gezahlt	L 27.2
—	—	—	535	572	720	785	844	Gewerbesteuer	L 28
—	—	—	127	132	146	173	187	Lohnsummensteuer	L 29
10	11	10	—	—	—	—	—	Schankerlaubnissteuer	L 30
—	—	—	23	30	37	39	31	Kur- bzw. Aufenthaltstaxen	L 31
10	10	12	—	—	—	—	—	Sonstige Produktionsteuern	L 32
9 932	11 109	12 668	1 566	1 662	2 004	2 323	2 581	Steuereinnahmen des Staates insgesamt	
								EGKS-Umlage	L 33
								Zölle	L 12
								Agrarabschöpfungen	L 13
								Steuereinnahmen der Institutionen der Europäischen Gemeinschaften insgesamt	
								Steuereinnahmen insgesamt	

(a) Einschl. des außerordentlichen Konjunkturzuschlages.
 (b) Einschl. Umsatzausgleichsteuer.
 (c) Einschl. bestimmter Verbrauchssteuern.
 (d) Ohne Zollanteil (eigene Einnahmen) der Europäischen Gemeinschaften.
 (e) Ab 1971 gehören die Agrarabschöpfungen zu den eigenen Einnahmen der Europäischen Gemeinschaften.
 (f) Für die Jahre 1968, 1969 und 1970 ist die Mineralölsteuer in der Rubrik L 12 enthalten.

LUXEMBOURG

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Flx

	Classement Gliederung	Administrations publiques Staat (S 60)					Administration centrale Zentralstaat (S 61)				
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	2 174	2 364	2 716	3 070	3 470	—	—	—	—	—
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	1 394	1 570	2 054	2 267	2 573	37	44	66	75	86
Cotisations sociales des non-salariés	R 623	251	265	352	362	365	10	12	18	21	24
Total des cotisations sociales effectives	R 62	3 819	4 199	5 122	5 699	6 408	47	56	84	96	110

4. Tatsächliche Sozialbeiträge nach Arten und empfangenden Teilsektoren

LUXEMBOURG

Mio Flx

Administrations locales Lokale Gebietskörperschaften (S 62)					Administrations de sécurité sociale Sozialversicherung (S 63)					
1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972	
—	—	—	—	—	2 174	2 364	2 716	3 070	3 470	Tatsächliche Sozialbeiträge der Arbeitgeber
—	—	—	—	—	1 357	1 526	1 988	2 192	2 487	Arbeitnehmeranteil der tatsächlichen Sozialbeiträge
—	—	—	—	—	241	253	334	341	341	Sozialbeiträge von Nichtarbeitnehmern
—	—	—	—	—	3 772	4 143	5 038	5 603	6 298	Tatsächliche Sozialbeiträge insgesamt

UNITED KINGDOM

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

Mio £

Code		Classement Classification	Administrations publiques General government (S 60)					Administration centrale (S 61)	
			1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969
UK 01	<i>Impôts sur le revenu:</i>	R 61	4 168	4 773	5 520	6 184	6 374	4 168	4 773
UK 01.1	— salaires et traitements	R 61	2 855	3 311	3 954	4 426	4 515	2 855	3 311
UK 01.2	— revenus fonciers	R 61	117	117	141	153	159	117	117
UK 01.3	— dividendes, intérêts et revenus de l'entreprise	R 61	1 081	1 215	1 285	1 457	1 537	1 081	1 215
UK 01.4	— transferts courants des administrations publiques aux ménages	R 61	115	130	140	148	163	115	130
UK 02	Surtaxe	R 61	220	240	266	286	333	220	240
UK 03	Impôt sur les profits	R 61	12	4	2	1	1	12	4
UK 04	Impôt sur les sociétés	R 61	1 248	1 313	1 645	1 521	1 436	1 248	1 313
UK 05	Impôt sur les gains en capital	R 61	53	169	251	231	251	53	169
UK 06	Impôt sur les plus-values foncières	R 61	6	19	26	14	10	6	19
UK 07	Droits de succession	R 72	374	372	378	404	483	374	372
UK 08	Contribution spéciale	R 72	6	78	5	—	—	6	78
UK 09	Impôt sur les achats	R 201	898	1 085	1 245	1 391	1 372	898	1 085
	<i>moins: remboursements à l'exportation</i>		—8	—2	—1	—	—	—8	—2
UK 10	Droits protecteurs (a)	R 202	224	221	250	268	351	224	221
UK 11	Droits sur les huiles minérales (b)	R 203	1 081	1 278	1 368	1 434	1 517	1 081	1 278
	<i>moins: remboursements à l'exportation</i>		—45	—11	—5	—3	—4	—45	—11
UK 12	<i>Droits sur le tabac:</i>								
UK 12.1	— élément protecteur	R 202	12	12	12	11	11	12	12
UK 12.2	— élément non-protecteur	R 203	1 072	1 153	1 138	1 091	1 160	1 072	1 153
UK 13	Droits sur les allumettes	R 203	9	9	9	9	9	9	9
UK 14	Droits sur les appareils d'allumage	R 203	2	2	2	2	2	2	2
UK 15	Droits sur les alcools	R 203	319	327	374	410	455	319	327
UK 16	<i>Droits sur les vins</i>								
UK 16.1	— élément protecteur	R 202	9	8	8	10	11	9	8
UK 16.2	— élément non-protecteur	R 203	54	70	77	89	104	54	70
UK 17	Droits sur la bière	R 203	395	450	460	479	492	395	450
UK 18	Autres droits sur les biens	R 203	—	6	3	1	—	—	6
UK 19	Droits sur les jeux et paris	R 205	96	111	124	151	168	96	111
UK 20	Contributions foncières (« Rates »)	R 205	1 548	1 667	1 824	2 087	2 377	—	—
UK 21	Droits de timbre sur les transactions en valeurs mobilières	R 206	58	57	54	70	118	58	57
UK 22	Droits de timbre sur les autres transactions	R 206	60	66	70	71	106	60	66
UK 23	<i>Taxe sur les véhicules à moteur, total</i>		375	428	453	466	488	375	428
UK 23.1	— payée par les entreprises	R 207	178	206	215	219	226	178	206
	<i>moins: remboursements à l'exportation</i>		—10	—3	—2	—2	—1	—10	—3
UK 23.2	— payée par les ménages	R 61	207	225	240	249	263	207	225
UK 24	Taxe sélective sur l'emploi	R 207	619	808	844	554	415	619	808
UK 25	Contributions supplémentaires pour les opérateurs de télévision	R 207	26	26	22	17	16	26	26
UK 26	Royalties	R 207	1	2	4	44	14	1	2
UK 27	Autres impôts liés à la production et à l'importation	R 207	7	10	8	17	22	7	10
	Total des recettes fiscales		12 899	14 751	16 436	17 310	18 092	11 351	13 084

(a) Autres que ceux sur le tabac et les vins.

(b) Bien que techniquement il s'agisse d'un droit d'importation, ce droit a été classé, pour des raisons de comparabilité internationale, dans la catégorie R 203 « Droits d'accise et impôts sur la consommation des biens ».

3. Tax receipts by type of tax and by receiving sub-sector

UNITED KINGDOM

Mio £

Central government (S 61)			Administrations locales Local government (S 62)					Code	
1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972		
5 520	6 184	6 374	—	—	—	—	—	<i>Income tax:</i>	UK 01
3 954	4 426	4 515	—	—	—	—	—	— on wages and salaries	UK 01.1
141	153	159	—	—	—	—	—	— on rent of land and buildings	UK 01.2
1 285	1 457	1 537	—	—	—	—	—	— on dividends, interest and trading incomes	UK 01.3
140	148	163	—	—	—	—	—	— on current grants from public authorities to personal sector	UK 01.4
266	286	333	—	—	—	—	—	Surtax	UK 02
2	1	1	—	—	—	—	—	Profits tax	UK 03
1 645	1 521	1 436	—	—	—	—	—	Corporation tax	UK 04
251	231	251	—	—	—	—	—	Taxes on capital gains	UK 05
26	14	10	—	—	—	—	—	Betterment levy	UK 06
378	404	483	—	—	—	—	—	Death duties	UK 07
5	—	—	—	—	—	—	—	Special charge	UK 08
1 245	1 391	1 372	—	—	—	—	—	Purchase tax	UK 09
—1	—	—	—	—	—	—	—	<i>less: export rebates</i>	
250	268	352	—	—	—	—	—	Protective duties (a)	UK 10
1 368	1 434	1 517	—	—	—	—	—	Duty on hydrocarbon oils (b)	UK 11
—5	—3	—4	—	—	—	—	—	<i>less: export rebates</i>	
12	11	11	—	—	—	—	—	<i>Duty on tobacco:</i>	UK 12
1 138	1 091	1 150	—	—	—	—	—	— protective element	UK 12.1
9	9	8	—	—	—	—	—	— non protective element	UK 12.2
2	2	2	—	—	—	—	—	Duty on matches	UK 13
374	410	455	—	—	—	—	—	Duty on mechanical lighters	UK 14
8	10	11	—	—	—	—	—	Duty on spirits	UK 15
77	89	104	—	—	—	—	—	<i>Duty on wines</i>	UK 16
460	479	492	—	—	—	—	—	— protective element	UK 16.1
3	1	—	—	—	—	—	—	— non protective element	UK 16.2
124	151	168	—	—	—	—	—	Duty on beer	UK 17
—	—	—	—	—	—	—	—	Other duties on goods	UK 18
54	70	118	1 548	1 667	1 824	2 087	2 377	Duty on betting and gaming	UK 19
70	71	106	—	—	—	—	—	Rates	UK 20
453	466	488	—	—	—	—	—	Stamp duties on transfer of stocks and shares	UK 21
215	219	226	—	—	—	—	—	Stamp duties on other transactions	UK 22
—2	—2	—1	—	—	—	—	—	<i>Motor vehicle duties total:</i>	UK 23
240	249	263	—	—	—	—	—	— paid by producers	UK 23.1
844	554	415	—	—	—	—	—	<i>less: export rebates</i>	
22	17	16	—	—	—	—	—	— paid by households	UK 23.2
4	44	14	—	—	—	—	—	Selective employment tax	UK 24
8	17	22	—	—	—	—	—	Television contractors (additional payments)	UK 25
—	—	—	—	—	—	—	—	Royalties	UK 26
—	—	—	—	—	—	—	—	Other taxes linked to production and imports	UK 27
14 612	15 223	15 715	1 548	1 667	1 824	2 087	2 377	Total tax receipts	

(a) Other than on tobacco and wine.

(b) Although technically an import duty, this duty has been classified under the category R 203 « Excise duties and taxes on the consumption of goods » for international comparability reasons.

Mio £

	Classement Classifi- cation	Administrations publiques General government (S 60)					Administration centrale Central government (S 61)				
		1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	1 099	1 141	1 356	1 459	1 710	77	90	114	142	141
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	960	988	1 175	1 248	1 473	128	134	132	131	129
Cotisations sociales des non-salariés	R 623	93	100	107	112	132	14	15	14	15	15
Total des cotisations sociales effectives	R 62	2 152	2 229	2 638	2 819	3 315	219	239	260	288	285

4. Actual social welfare contributions by type and by receiving sub-sector

UNITED KINGDOM

Mio £

Administrations locales Local government (S 62)					Administrations de sécurité sociale Social security funds (S 63)					
1968	1969	1970	1971	1972	1968	1969	1970	1971	1972	
—	—	—	—	—	1 022	1 051	1 242	1 317	1 569	Employers' actual social welfare contributions
—	—	—	—	—	832	854	1 043	1 117	1 344	Employees' social welfare contributions
—	—	—	—	—	79	85	93	97	117	Social welfare contributions by self-employed and non-employed persons
—	—	—	—	—	1 933	1 990	2 378	2 531	3 030	Total actual social welfare contributions

IRELAND

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

Mio £

Code	Classement Classification	Administrations publiques General government (S 60)					Administration centrale (S 61)		
		1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1968/69	1969/70	
Irl 01	Impôt sur le revenu	R 61	77,31	89,70	112,84	148,47	173,68	77,31	89,70
Irl 02	Surtaxe	R 61	3,38	3,58	3,81	4,38		3,38	3,58
Irl 03	Impôt sur les profits des sociétés	R 61	12,86	14,85	20,34	21,09	21,15	12,86	14,85
Irl 04	Autres impôts sur le revenu	R 61	0,21	0,36	0,51	0,47	0,25	0,21	0,36
Irl 05	Droits de succession	R 72	7,61	7,70	6,31	9,04	13,23	7,61	7,70
Irl 06	Taxe sur la valeur ajoutée	R 201	—	—	—	—	32,03	—	—
Irl 07	Taxe sur le chiffre d'affaires (ancienne taxe)	R 201	17,89	20,34	41,19	50,28	42,75	17,89	20,34
Irl 08	Taxe sur les ventes (ancienne taxe)	R 201	9,61	20,22	25,04	29,70	26,15	9,61	20,22
Irl 09	Droits d'importation (éléments protecteurs)	R 202	12,00	14,00	14,50	15,00	(a)18,00	12,00	14,00
Irl 10	Droits sur les huiles minérales légères	R 203	31,19	36,23	39,75	42,61	45,62	31,19	36,23
Irl 11	Droits sur les autres huiles minérales	R 203	5,68	6,86	7,38	7,54	8,32	5,68	6,86
Irl 12	Droits sur le tabac	R 203	47,70	53,30	50,50	53,00	55,50	47,70	53,30
Irl 13	Droits sur les allumettes	R 203	0,49	0,50	0,52	0,56	0,58	0,49	0,50
Irl 14	Droits sur les alcools	R 203	16,40	20,90	22,80	26,60	30,70	16,40	20,90
Irl 15	Droits sur les vins	R 203	1,15	1,64	1,87	1,92	2,24	1,15	1,64
Irl 16	Droits sur la bière	R 203	23,99	31,91	33,52	38,62	41,50	23,99	31,91
Irl 17	Droits sur les cidres et poirés	R 203	0,04	0,04	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04
Irl 18	Droits sur les eaux minérales	R 203	0,90	0,99	1,11	1,29	1,40	0,90	0,99
Irl 19	Droits sur les pneumatiques	R 203	0,80	0,90	1,00	1,00	1,00	0,80	0,90
Irl 20	Droits sur les pièces et les accessoires des véhicules à moteur	R 203	5,70	5,80	7,10	7,60	10,50	5,70	5,80
Irl 21	Taxe sur les assurances	R 204	0,11	0,12	0,14	0,18	0,19	0,11	0,12
Irl 22	Taxe sur les loteries	R 204	0,82	1,02	1,00	1,03	1,03	0,82	1,02
Irl 23	Taxe sur les paris	R 204	1,55	2,02	1,92	2,07	2,70	1,55	2,02
Irl 24	Taxes radiophoniques	R 204	0,09	0,38	0,35	0,45	0,43	0,09	0,38
Irl 25	Contributions foncières (« Rates »)	R 205	39,26	44,05	51,11	62,00	70,25	—	—
Irl 26	Droits de timbre	R 206	4,20	4,34	4,47	6,53	9,69	4,20	4,34
Irl 27	Droits et redevances	R 206	0,99	1,08	1,06	1,36	1,83	0,99	1,08
Irl 28	Taxe sur les véhicules à moteur, total		12,47	13,43	15,58	17,56	19,51	12,47	13,43
Irl 28.1	— payée par les entreprises	R 207	5,61	6,04	7,01	7,90	8,78	5,61	6,04
Irl 28.2	— payée par les ménages	R 61	6,86	7,39	8,57	9,66	10,73	6,86	7,39
Irl 29	Droits de licence	R 207	0,37	0,41	0,38	0,44	0,48	0,37	0,41
Irl 30	Autres impôts liés à la production	R 207	0,30	0,31	0,29	0,33	0,25	0,30	0,31
Total des recettes fiscales			335,07	396,98	466,44	551,17	631,00	295,81	352,93

(a) y compris 0,12 Mio £ au titre de prélèvements agricoles.

IRELAND

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio £

	Classement Classification	Administrations publiques General government (S 60)					Administration centrale Central government (S 61)				
		1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	16,6	18,9	22,7	26,8	31,2	—	—	—	—	—
Cotisations sociales à charges des salariés	R 622	12,7	15,4	19,0	24,8	31,8	—	—	—	—	
Cotisations sociales des non-salariés	R 623										
Total des cotisations sociales effectives	R 62	29,3	34,3	41,7	51,6	63,0	—	—	—	—	

3. Tax receipts by type of tax and by receiving sub-sector

IRELAND

Mio £

Central government (S 61)			Administrations locales Local government (S 62)					Code	
1970/71	1971/72	1972/73	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73		
112,84	148,47	173,68	—	—	—	—	—	Income tax	Irl 01
3,81	4,38	—	—	—	—	—	—	Surtax	Irl 02
20,34	21,09	21,15	—	—	—	—	—	Corporation profits tax	Irl 03
0,51	0,47	0,25	—	—	—	—	—	Other income tax	Irl 04
6,31	9,04	13,23	—	—	—	—	—	Estate duties	Irl 05
—	—	32,03	—	—	—	—	—	Value added tax	Irl 06
41,19	50,28	42,75	—	—	—	—	—	Turnover tax (old tax)	Irl 07
25,04	29,70	26,15	—	—	—	—	—	Wholesale tax (old tax)	Irl 08
14,50	15,00	(a)18,00	—	—	—	—	—	Customs duties (protective)	Irl 09
39,75	42,61	45,62	—	—	—	—	—	Duty on mineral hydrocarbon light oil	Irl 10
7,38	7,54	8,32	—	—	—	—	—	Duty on other sorts - oil	Irl 11
50,50	53,00	55,50	—	—	—	—	—	Duty on tobacco	Irl 12
0,52	0,56	0,58	—	—	—	—	—	Duty on matches	Irl 13
22,80	26,60	30,70	—	—	—	—	—	Duty on spirits	Irl 14
1,87	1,92	2,24	—	—	—	—	—	Duty on wine	Irl 15
33,52	38,62	41,50	—	—	—	—	—	Duty on beer	Irl 16
0,05	0,05	0,04	—	—	—	—	—	Duty on cider and perry	Irl 17
1,11	1,29	1,40	—	—	—	—	—	Duty on table water	Irl 18
1,00	1,00	1,00	—	—	—	—	—	Duty on tyres and tubes	Irl 19
7,10	7,60	10,50	—	—	—	—	—	Duty on motor vehicle parts and accessories	Irl 20
0,14	0,18	0,19	—	—	—	—	—	Taxes on insurance policies	Irl 21
1,00	1,03	1,03	—	—	—	—	—	Sweepstake duties	Irl 22
1,92	2,07	2,70	—	—	—	—	—	Betting taxes	Irl 23
0,35	0,45	0,43	—	—	—	—	—	Broadcasting licence fees	Irl 24
—	—	—	39,26	44,05	51,11	62,00	70,25	Rates	Irl 25
4,47	6,53	9,69	—	—	—	—	—	Stamp duties	Irl 26
1,06	1,36	1,83	—	—	—	—	—	Fee stamps	Irl 27
15,58	17,56	19,51	—	—	—	—	—	Motor vehicles duties	Irl 28
7,01	7,90	8,78	—	—	—	—	—	— paid by enterprises	Irl 28.1
8,57	9,66	10,73	—	—	—	—	—	— paid by households	Irl 28.2
0,38	0,44	0,48	—	—	—	—	—	Licences	Irl 29
0,29	0,33	0,25	—	—	—	—	—	Other taxes linked to production	Irl 30
415,33	489,17	560,75	39,26	44,05	51,11	62,00	70,25	Total tax receipts	

(a) including 0,12 Mio £ of agricultural levies

4. Actual social welfare contributions by type and by receiving sub-sector

IRELAND

Mio £

Administrations locales Local government (S 62)					Administrations de sécurité sociale Social security funds (S 63)					
1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	
—	—	—	—	—	16,6	18,9	22,7	26,8	31,2	Employers' actual social welfare contributions Employees' social welfare contributions Social welfare contributions by self-employed and non-employed persons
—	—	—	—	—	12,7	15,4	19,0	24,8	31,8	
—	—	—	—	—	29,3	34,3	41,7	51,6	63,0	Total actual social welfare contributions

DANMARK

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Dkr

Code		Classement Klassifikation	Administrations publiques Öffentlig sektor (S 60)					Administration centrale (61)	
			1968/69	1969/70	1970/71	1971/72 (a)	1972/73	1968/69	1969/70
DK 01	Impôt sur le revenu des personnes physiques	R 61	13 769	13 726	22 673	26 428	30 321	8 073	7 983
DK 02	Cotisations pour pensions de vieillesse assises sur le revenu	R 61	1 066	1 262	1 637	2 439	2 119	1 066	1 262
DK 03	Taxe ecclésiastique assise sur le revenu	R 61	266	300	380	386	450	266	300
DK 04	Impôt extraordinaire sur le revenu	R 61	117	122	231	228	447	78	81
DK 05	Impôt sur le revenu des sociétés	R 61	933	1 019	1 176	1 256	1 412	793	868
DK 06	Impôt sur les gains aux loteries	R 61	14	14	16	17	18	14	14
DK 07	Taxe sur les chiens	R 61	3	1	—	—	—	—	—
DK 08	Taxe sur la chasse	R 61	6	6	6	6	6	6	6
DK 09	Impôt sur le patrimoine	R 61	295	272	266	266	256	295	272
DK 10	Impôt sur les successions et donations	R 72	174	171	169	164	275	174	171
DK 11	Taxe sur la valeur ajoutée	R 201	5 549	6 786	8 315	9 291	10 517	5 549	6 786
DK 12	Droits d'importation	R 202	562	656	682	634	598(b)	562	656
DK 13	Droits temporaires sur les importations	R 202	—	—	—	545	920(b)	—	—
DK 14	Prélèvements agricoles	R 202	—	—	—	—	2(b)	—	—
DK 15	Droits sur l'essence	R 203	1 255	1 403	1 477	1 552	1 618	1 255	1 403
DK 16	Droits sur la vente des véhicules à moteurs	R 203	1 131	1 500	1 501	1 379	1 889	1 131	1 500
DK 17	Droits sur le tabac	R 203	2 049	2 125	2 146	2 221	2 413	2 049	2 125
DK 18	Droits sur les allumettes et les briquets	R 203	6	6	6	8	7	6	6
DK 19	Droits sur les alcools	R 203	490	504	568	661	769	490	504
DK 20	Droits sur les alcools consommés dans les restaurants	R 203	157	113	81	—	—	157	113
DK 21	Droits sur le vin	R 203	167	190	221	224	258	167	190
DK 22	Droits sur la bière	R 203	910	978	1 044	1 126	1 210	910	978
DK 23	Droits sur les eaux minérales	R 203	116	128	128	138	144	116	128
DK 24	Droits sur le café et sur les produits contenant du café	R 203	3	3	3	3	20	3	3
DK 25	Droits sur les chocolats et les produits de la confiserie	R 203	285	253	272	277	288	285	253
DK 26	Droits sur les glaces	R 203	46	52	52	51	50	46	52
DK 27	Droits sur les parfums	R 203	100	115	117	123	134	100	115
DK 28	Droits sur les appareils de radio et de télévision	R 203	46	54	78	97	118	46	54
DK 29	Droits sur les disques	R 203	13	15	18	18	18	13	15
DK 30	Droits sur les lampes d'éclairage et les fusibles	R 203	50	51	57	58	62	50	51
DK 31	Droits sur les cartes à jouer	R 203	1	1	1	1	1	1	1
DK 32	Droits sur le papier et le carton	R 203	52	55	8	—	—	52	55
DK 33	Droits sur les calendriers	R 203	3	3	3	4	3	3	3
DK 34	Autres droits sur les biens	R 203	8	8	9	107	126	8	8
DK 35	Taxe sur les courses de chevaux	R 204	23	24	23	21	22	21	22
DK 36	Taxe sur les concours de pronostics	R 204	41	42	52	56	56	41	42
DK 37	Taxe sur les places dans les cinémas et dans les concerts	R 204	15	16	14	15	13	15	16
DK 38	Impôts fonciers	R 205	1 451	1 508	2 123	2 331	2 383	26	26
DK 39	Droits de timbre (c)	R 206	406	453	437	507	757	406	453
DK 40	Taxe sur les véhicules à moteur, total:		554	769	953	1 014	1 082	554	769
DK 40.1	— payée par les entreprises	R 207	288	329	417	454	478	288	329
DK 40.2	— payée par les ménages	R 61	266	440	536	560	604	266	440
DK 41	Droits sur les banques, les caisses d'épargne et les entreprises d'assurances	R 207	8	9	10	12	13	8	9
DK 42	Droits sur les frais de justice (d)	R 207	75	56	38	38	40	75	56
DK 43	Autres impôts liés à la production	R 207	33	34	35	26	33	17	17
	Total des recettes fiscales des administrations publiques		32 248	34 803	47 026	53 728	60 868	24 927	27 366

(a) A partir de l'année 1971/1972 il s'agit pour les droits de douane et les droits d'accise de données établies sur la base de droits constatés. Pour les années de 1968/1969 à 1970/ il s'agit de données de caisse.

(b) Déduction faite de la partie allant aux Communautés européennes au titre de ressources propres.

(c) Droits de timbre sur les contrats et sur les documents relatifs aux assurances. A partir de l'année 1972/1973 y compris un droit spécial sur les mutations immobilières.

(d) A partir de l'année 1969/1970 une partie de ces droits est comprise dans la rubrique DK 39.

3. Indtægter fra skatter fordelt efter art og modtagende del-sektor

DANMARK

Mio Dkr

Staten (S 61)			Administrations locales Kommunerne (S 62)					Kode	
1970/71	1971/72 (a)	1972/73	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73		
14 811	14 351	16 341	5 696	5 743	7862	12 077	13 980	Personlig indkomstskat	DK 01
1 637	2 439	2 119	—	—	—	—	—	Folkepensionsbidrag	DK 02
380	386	450	—	—	—	—	—	Kirkeskat	DK 03
154	152	298	39	41	77	76	149	Særlig indkomstskat	DK 04
1 001	1 071	1 200	140	151	175	185	212	Selskabsskat	DK 05
16	17	18	—	—	—	—	—	Afgift af gevinster ved lotterispil	DK 06
—	—	—	3	1	—	—	—	Hundeskat	DK 07
6	6	6	—	—	—	—	—	Jagttegnsaft	DK 08
266	266	256	—	—	—	—	—	Formueskat	DK 09
169	164	275	—	—	—	—	—	Afgift af arv og gave	DK 10
8 315	9 291	10 517	—	—	—	—	—	Moms	DK 11
682	634	598(b)	—	—	—	—	—	Told	DK 12
—	545	920(b)	—	—	—	—	—	Midlertidig importafgift (b)	DK 13
—	—	2(b)	—	—	—	—	—	Landbrugsimportafgifter	DK 14
1 477	1 552	1 618	—	—	—	—	—	Benzinafgift	DK 15
1 501	1 379	1 889	—	—	—	—	—	Omsætningsafgift af motorkøretøjer	DK 16
2 146	2 221	2 413	—	—	—	—	—	Tobaksafgift	DK 17
6	8	7	—	—	—	—	—	Afgift af cigartændere og tændstikker	DK 18
568	661	769	—	—	—	—	—	Afgift af spiritus m.v.	DK 19
81	—	—	—	—	—	—	—	Afg. af stærke drikke f. restaurationsvirksomheder	DK 20
221	224	258	—	—	—	—	—	Afgift af vin og frugtvin	DK 21
1 044	1 126	1 210	—	—	—	—	—	Afgift af øl	DK 22
128	138	144	—	—	—	—	—	Afgift af mineralvand	DK 23
3	3	20	—	—	—	—	—	Afgift af kaffe, kaffeekstrakt m.v.	DK 24
272	277	288	—	—	—	—	—	Afgift af chokolade og sukkerverer	DK 25
52	51	50	—	—	—	—	—	Afgift af konsumis	DK 26
117	123	134	—	—	—	—	—	Afgift af parfume	DK 27
78	97	118	—	—	—	—	—	Afgift af radio og fjernsynsmottagere	DK 28
18	18	18	—	—	—	—	—	Afgift af gramfonoplader	DK 29
57	58	62	—	—	—	—	—	Afgift af glødelamper og sikringer	DK 30
1	1	1	—	—	—	—	—	Afgift af spillekort	DK 31
8	—	—	—	—	—	—	—	Afgift af papir og pap	DK 32
3	4	3	—	—	—	—	—	Almanakafgift	DK 33
9	107	126	—	—	—	—	—	Andre Afgifter	DK 34
21	19	20	2	2	2	2	2	Afgift af spil v. væddeløb	DK 35
52	56	56	—	—	—	—	—	Afgift af tipning	DK 36
14	15	13	—	—	—	—	—	Afgift af biograf- og koncertbilletter	DK 37
21	20	21	1 425	1 482	2 102	2 311	2 362	Ejendomsskatter	DK 38
437	507	757	—	—	—	—	—	Stempelafgifter (c)	DK 39
953	—	—	—	—	—	—	—	Vægtafgift af motorkøretøjer	DK 40
417	454	478	—	—	—	—	—	— betalt af virksomheder	DK 40.1
536	560	604	—	—	—	—	—	— betalt af husholdninger	DK 40.2
10	12	13	—	—	—	—	—	Afgift af banker, sparekasser og forsikrings-selsk.	DK 41
38	38	40	—	—	—	—	—	Retsafgifter (d)	DK 42
16	7	14	16	17	19	19	19	Andre skatter paa produktion	DK 43
36 789	39 058	44 144	7 321	7 437	10 237	14 670	16 724	Samlede indtægter fra skatter i offentlig sektor	

(a) Fra 1971/1972 er told og forbrugs afgifter opgjort som indtægter. For aarene fra 1968/1969 til 1970/1971 som indbetalinger.

(b) Efter fradrag af de europæiske fællesskabers egne midler.

(c) Stempelafgifter paa kontrakter og paa forsikringsdokumenter. Fra 1972/1973 er inkluderet særlig afgift ved overdragelse af fast ejendom.

(d) Fra 1969/1970 delvis inkluderet i rubrik DK 39.

DANMARK

3. Recettes fiscales par type d'impôt et par sous-secteur bénéficiaire (suite)

Mio Dkr

		Classement Klassifikation	Institutions communautaires européennes De europæiske Fælleskabers Institutioner (S 92)				
			1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73
DK 12	Droits d'importation	R 202	—	—	—	—	109
DK 14	Prélèvements agricoles	R 202	—	—	—	—	2
	Total des recettes fiscales des Institutions communautaires européennes		—	—	—	—	111
	Total des recettes fiscales		32 248	34 803	47 026	53 728	60 979

4. Cotisations sociales effectives par type et par sous-secteur bénéficiaire

Mio Dkr

	Classement Klassifikation	Administrations publiques Offentlig sektor (S 60)					Administration centrale Staten (S 61)				
		1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73
Cotisations sociales effectives à charge des employeurs	R 621	649	706	795	860	1 036	—	—	—	—	—
Cotisations sociales à charge des salariés	R 622	1 100	1 181	1 361	1 566	1 798	—	—	—	—	—
Cotisations sociales des non-salariés	R 623	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des cotisations sociales effectives	R 62	1 749	1 887	2 156	2 426	2 834	—	—	—	—	—

3. Indtægter fra skatter fordelt efter art og modtagende del-sektor (fortsat)

DANMARK

	Kode
Told	DK 12
Landbrugsimportafgifter	DK 14
Samlede indtægter fra skatter i de europæiske Fællesskabers Institutioner	
Samlede indtægter fra skatter	

4. Faktiske sociale bidrag fordelt efter art og modtagende del-sektor

Mio Dkr

Administrations locales Kommunerne (S 62)					Administrations de sécurité sociale Sociale sikringsordninger (S 63)					
1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	
—	—	—	—	—	649	706	795	860	1 036	Faktiske sociale bidrag betalt af arbejdsgiverne
—	—	—	—	—	1 100	1 181	1 361	1 566	1 798	Faktiske sociale bidrag betalt af arbejdstagerne
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Faktiske sociale bidrag betalt af selvstændige og ikke arbejdende personer
—	—	—	—	—	1 749	1 887	2 156	2 426	2 834	Samlede faktiske sociale bidrag

VERÖFFENTLICHUNGEN

PUBLICATIONS

PUBBLICAZIONI

UITGAVEN

PUBLICATIONS

TITEL	TITRE	Preis Einzelnummer Price per issue Prezzo di ogni numero					Prix par numéro Price annual subscription Prezzo abbonamento annuo							
		DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb	DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb			
PERIODISCHE VERÖFFENTLICHUNGEN	PUBLICATIONS PÉRIODIQUES													
Allgemeine Statistik (violett) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch 11 Hefte jährlich	Statistiques générales (violett) allemand / français / italien / néerlandais / anglais 11 numéros par an	5,50	8,50	950	5,50	75	51,50	78,—	8 750	51,—	700			
Regionalstatistik - Jahrbuch (violett) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch	Statistiques régionales - annuaire (violett) allemand / français / italien / néerlandais / anglais	14,50	22,50	2 500	14,50	200	—	—	—	—	—			
Volkwirtschaftliche Gesamtrechnungen - Jahrbuch (violett) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch	Comptes Nationaux - annuaire (violett) allemand / français / italien / néerlandais / anglais	14,50	22,50	2 500	14,50	200	—	—	—	—	—			
Zahlungsbilanzen - Jahrbuch (violett) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch	Balances des paiements - annuaire (violett) allemand / français / italien / néerlandais / anglais	11,—	17,—	1 900	11,—	150	—	—	—	—	—			
Steuerstatistik - Jahrbuch (violett) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch	Statistiques fiscales - annuaire (violett) français / allemand / italien / néerlandais / anglais	11,—	17,—	1 900	11,—	150	—	—	—	—	—			
Statistische Grundzahlen deutsch, französisch, italienisch, niederländisch, englisch, dänisch	Statistiques de base allemand, français, italien, néerlandais, anglais, danois	7,50	11,50	1 250	7,50	100	—	—	—	—	—			
Außenhandel : Monatsstatistik (rot) deutsch / französisch 11 Hefte jährlich	Commerce extérieur : Statistique mensuelle (rouge) allemand / français 11 numéros par an	5,50	8,50	950	5,50	75	51,50	78,—	8 750	51,—	700			
Außenhandel : Analytische Übersichten (Nimexe) (rot); jährlich (Jan.-Dez.) (1971) deutsch / französisch	Commerce extérieur : Tableaux analytiques (Nimexe) (rouge); publication annuelle (jan.-déc.) (1971) allemand / français													
Band A — Landwirtschaftliche Erzeugnisse	Volume A — Produits agricoles	22,—	33,50	3 750	22,—	300								
Band B — Mineralische Stoffe	Volume B — Produits minéraux	11,—	17,—	1 900	11,—	150								
Band C — Chemische Erzeugnisse	Volume C — Produits chimiques	22,—	33,50	3 750	22,—	300								
Band D — Kunststoffe, Leder	Volume D — Matières plastiques, cuir	18,50	28,—	3 150	18,50	250								
Band E — Holz, papier, Kork	Volume E — Bois, papier, liège	15,—	22,50	2 500	15,—	200								
Band F — Spinnstoffe, Schuhe	Volume F — Matières textiles, chaussures	22,—	33,50	3 750	22,—	300								
Band G — Steine, Gips, Keramik, Glas	Volume G — Pierres, plâtre, céramique, verre	15,—	22,50	2 500	15,—	200								
Band H — Eisen und Stahl	Volume H — Fonte, fer et acier	18,50	28,—	3 150	18,50	250								
Band I — Unedle Metalle	Volume I — Autres métaux communs	18,50	28,—	3 150	18,50	250								
Band J — Maschinen, Apparate	Volume J — Machines, appareils	22,—	33,50	3 750	22,—	300								
Band K — Beförderungsmittel	Volume K — Matériel de transport	11,—	17,—	1 900	11,—	150								
Band L — Präzisionsinstrumente, Optik	Volume L — Instruments de précision, optique	18,50	28,—	3 150	18,50	250								
Jahrbuch (Länder / Waren) Spezialpreis 12 Bände	Annuaire (pays-produits) Prix spécial 12 volumes	22,—	33,50	3 750	22,—	300	169,—	255,50	28 750	167,—	2 300			
Außenhandel : Analytische Übersichten - CST (rot) (1971) deutsch / französisch jährlich Band Export Band Import	Commerce extérieur : Tableaux analytiques - CST (rouge) (1971) allemand / français publication annuelle Volume Export Volume Import	29,50	44,50	5 000	29,—	400	22,—	33,50	3 750	22,—	300			
Außenhandel : Länderverzeichnis - NCP (rot) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch jährlich	Commerce extérieur : Nomenclature des pays - NCP (rouge) allemand / français / italien / néerlandais publication annuelle	5,50	8,50	950	5,50	75	—	—	—	—	—			
Außenhandel : Erzeugnisse EGKS (rot) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch jährlich	Commerce extérieur : Produits CECA (rouge) allemand / français / italien / néerlandais publication annuelle	18,50	28,—	3 150	18,50	250	—	—	—	—	—			

TITOLO	TITEL	TITLE
PUBBLICAZIONI PERIODICHE	PERIODIEKE UITGAVEN	PERIODICAL PUBLICATIONS
Statistiche generali (viola) <i>tedesco / francese / italiano / olandese / inglese</i> 11 numeri all'anno	Algemene statistiek (paars) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels</i> 11 nummers per jaar	General Statistics (purple) <i>German / French / Italian / Dutch / English</i> 11 issues per year
Statistiche regionali - annuario (viola) <i>tedesco / francese / italiano / olandese / inglese</i>	Regionaalstatistiek - jaarboek (paars) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels</i>	Regional Statistics - yearbook (purple) <i>German / French / Italian / Dutch / English</i>
Conti nazionali - annuario (viola) <i>tedesco / francese / italiano / olandese / inglese</i>	Nationale rekeningen - jaarboek (paars) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels</i>	National Accounts - yearbook (purple) <i>German / French / Italian / Dutch / English</i>
Bilance dei pagamenti - annuario (viola) <i>tedesco / francese / italiano / olandese / inglese</i>	Betalingsbalansen - jaarboek (paars) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels</i>	Balances of Payments - yearbook (purple) <i>German / French / Italian / Dutch / English</i>
Statistiche fiscali - annuario (viola) <i>tedesco / francese / italiano / olandese / inglese</i>	Belastingstatistiek - jaarboek (paars) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels</i>	Tax Statistics - yearbook (purple) <i>German / French / Italian / Dutch / English</i>
Statistiche generali della Comunità <i>tedesco, francese, italiano, olandese, inglese, danese</i>	Basisstatistieken <i>Duits, Frans, Italiaans, Nederlands, Engels, Deens</i>	Basic Statistics <i>German, French, Italian, Dutch, English, Danish</i>
Commercio estero : Statistica mensile (rosso) <i>tedesco / francese</i> 11 numeri all'anno	Buitenlandse handel : Maandstatistiek (rood) <i>Duits / Frans</i> 11 nummers per jaar	Foreign Trade : Monthly Statistics (red) <i>German / French</i> 11 issues per year
Commercio estero : Tavole analitiche - (Nimexe) (rosso); pubblicazione annuale (gen.-dic.) (1971) <i>tedesco / francese</i> Volume A — Prodotti agricoli Volume B — Prodotti minerali Volume C — Prodotti chimici Volume D — Materie plastiche, cuoio Volume E — Legno, carta, sughero Volume F — Materie tessili, calzature Volume G — Pietre, gesso, ceramica, vetro Volume H — Ghisa, ferro e acciaio Volume I — Altri metalli comuni Volume J — Macchine ed apparecchi Volume K — Materiale da trasporto Volume L — Strumenti di precisione, ottica Annuario (paesi-prodotti) Prezzo speciale 12 volumi	Buitenlandse handel : Analytische tabellen (Nimexe) (rood); jaarlijks (jan.-dec.) (1971) <i>Duits / Frans</i> Deel A — Landbouwprodukten Deel B — Minerale produkten Deel C — Chemische produkten Deel D — Plastische stoffen, leder Deel E — Hout, papier, kurk Deel F — Textielstoffen, schoeisel Deel G — Steen, gips, keramiek, glas Deel H — Gietijzer, ijzer en staal Deel I — Onedele metalen Deel J — Machines en toestellen Deel K — Vervoermaterieel Deel L — Precisie-instrumenten, optische toestellen Jaarboek (landen-produkten) Speciale prijs 12 delen	Foreign Trade : Analytical Tables (Nimexe) (red); yearly (Jan.-Dec.) (1971) <i>German / French</i> Volume A — Agricultural products Volume B — Mineral products Volume C — Chemical products Volume D — Plastic materials, leather Volume E — Wood, paper, cork Volume F — Textiles, footwear Volume G — Articles of stone, of plaster, ceramic products, glass and glassware Volume H — Iron and steel, and articles thereof Volume I — Basemetals Volume J — Machinery and mechanical appliances Volume K — Transport equipment Volume L — Precision instruments, optics Yearbook (countries-products) Special price for 12 volumes
Commercio estero : Tavole analitiche - CST (rosso) (1971) <i>tedesco / francese</i> pubblicazione annuale Volume Export Volume Import	Buitenlandse handel : Analytische tabellen - CST (rood) (1971) <i>Duits / Frans</i> jaarlijkse uitgave Deel Export Deel Import	Foreign Trade : Analytical Tables - CST (red) (1971) <i>German / French</i> Yearly publication Volume Export Volume Import
Commercio estero : Nomenclatura dei paesi - NCP (rosso) <i>tedesco / francese / italiano / olandese</i> pubblicazione annuale	Buitenlandse handel : Gemeenschappelijke landenlijst - NCP (rood) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands</i> jaarlijks	Foreign Trade : Standard Country Nomenclature - NCP (red) <i>German / French / Italian / Dutch</i> yearly
Commercio estero : Prodotti CECA (rosso) <i>tedesco / francese / italiano / olandese</i> pubblicazione annuale	Buitenlandse handel : Produkten EGKS (rood) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands</i> jaarlijks	Foreign Trade : ECSC Products (red) <i>German / French / Italian / Dutch</i> yearly

TITEL	TITRE	Preis Einzelnummer Price per issue Prezzo di ogni numero					Prix par numéro Prijis per nummer					Preis Jahresabonnement Price annual subscription Prezzo abbonamento annuo					Prix abonnement annuel Prijs jaarabonnement				
		DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb	DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb	DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb	DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb
		PERIODISCHE VERÖFFENTLICHUNGEN																			
Überseeische Assoziierte: Rückblickendes Jahrbuch des Außenhandels der AASM (1959-1966) - Per Land (olivgrün) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch (Mauretanien, Mali, Obervolta, Niger, Senegal, Elfenbeinküste, Togo, Dahomey, Kamerun, Tschad, Zentralafrika, Gabun, Kongo (Brazzaville), Madagaskar)		Associés d'outre-mer: Annuaire rétrospectif du commerce extérieur des EAMA (1959-1966) par pays (vert-olive) allemand / français / italien / néerlandais / anglais (Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Togo, Dahomey, Cameroun, Tchad, Rép. Centrafricaine, Gabon, Congo-Brazzaville, Madagascar)		7,50	11,50	1 250	7,25	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Überseeische Assoziierte: Rückblickendes Jahrbuch des Außenhandels der AASM (1967-1969) (olivgrün) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch in 2 Bänden - je Band		Associés d'outre-mer: Annuaire rétrospectif du commerce extérieur des EAMA (1967-1969) (vert-olive) allemand / français / italien / néerlandais / anglais en 2 volumes - par numéro		7,50	11,50	1 250	7,25	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Überseeische Assoziierte: Rückblickendes Jahrbuch des Außenhandels der AASM (1969-1970) (olivgrün) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch in 2 Bänden - je Band		Associés d'outre-mer: Annuaire rétrospectif du commerce extérieur des EAMA (1969-1970) (vert-olive) allemand / français / italien / néerlandais / anglais en 2 volumes - par numéro		11,—	17,—	1 900	11,—	150	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Überseeische Assoziierte: Statistisches Jahrbuch der AOM (olivgrün) französisch		Associés d'outre-mer: Annuaire Statistique des AOM (vert-olive) französisch		7,50	11,50	1 250	7,50	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Energiestatistik (rubinrot) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch / englisch vierteljährlich Jahrbuch (im Abonnement eingeschl.)		Statistiques de l'énergie (rubis) allemand / français / italien / néerlandais / anglais publication trimestrielle annuaire (compris dans l'abonnement)		11,— 18,50	17,— 28,—	1 900 3 150	11,— 18,50	150 250	51,50 —	78,— —	8 750 —	51,— —	700 —	—	—	—	—	—	—	—	—
Industriestatistik (blau) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch vierteljährlich Jahrbuch (im Abonnement eingeschl.)		Statistiques industrielles (bleu) allemand / français / italien / néerlandais publication trimestrielle annuaire (compris dans l'abonnement)		9,50 14,50	14,— 22,50	1 600 2 500	9,50 14,50	125 200	42,50 —	64,50 —	7 200 —	42,— —	575 —	—	—	—	—	—	—	—	—
Eisen und Stahl (blau) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch zweimonatlich Jahrbuch 1964, 1966, 1968, 1970 (nicht im Abonnement eingeschlossen)		Sidérurgie (bleu) allemand / français / italien / néerlandais publication bimestrielle annuaire 1964, 1966, 1968, 1970 (non compris dans l'abonnement)		9,50 14,50	14,— 22,50	1 600 2 500	9,50 14,50	125 200	40,50 —	61,50 —	6 900 —	40,— —	550 —	—	—	—	—	—	—	—	—
Sozialstatistik (gelb) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch; oder: deutsch / französisch 6 Hefte jährlich Jahrbuch (nicht im Abonnement eingeschlossen)		Statistiques sociales (jaune) allemand / français / italien / néerlandais; ou: allemand / français 6 numéros par an annuaire (non compris dans l'abonnement)		11,— 18,50	17,— 28,—	1 900 3 150	11,— 18,50	150 250	55,— —	83,50 —	9 400 —	54,50 —	750 —	—	—	—	—	—	—	—	—
Agrarstatistik (grün) deutsch / französisch 6 Hefte jährlich Jahrbuch (im Abonnement eingeschlossen)		Statistique agricole (vert) allemand / français 6 numéros par an Annuaire (compris dans l'abonnement)		9,50	14,—	1 600	9,50	125	40,50	61,50	6 900	40,—	550	—	—	—	—	—	—	—	—
Verkehrstatistik (karmesinrot) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch Jahrbuch		Statistiques des Transports (cramoisi) allemand / français / italien / néerlandais Annuaire		7,50	11,50	1 250	7,50	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

TITOLO	TITEL	TITLE
<p>PUBBLICAZIONI PERIODICHE</p>	<p>PERIODIEKE UITGAVEN</p>	<p>PERIODICAL PUBLICATIONS</p>
<p>Associati d'oltremare : Annuario retrospettivo del commercio estero degli SAMA (1959-1966) - per paese (verde oliva) tedesco / francese / italiano / olandese / inglese (Mauritania, Mali, Alto Volta, Niger, Senegal, Costa d'Avorio, Togo, Dahomey, Camerun, Ciad, Centrafrica, Gabon, Congo (Brazzaville), Madagascar)</p>	<p>Overzeese geassocieerden : Retrospectief jaarboek van de buitenlandse handel van de GASM (1959-1966) per land (olijfgroen) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels (Maurentanië, Mali, uoven-Volta, Niger, Senegal, Ivoorkust, Togo, Dahomey, Kameroen, Tsjaad, Centraal-Afrika, Gabon, Kongo (Brazzaville), Madagaskar)</p>	<p>Overseas Associates : Retrospective Yearbook of Foreign Trade of the AASM by Country (1959-1966) (olive-green) German / French / Italian / Dutch / English (Mauritania, Mali, Upper Volta, Niger, Senegal, Ivory Cost, Togo, Dahomey, Cameroon, Chad, Central African Republic, Gabon, Congo (Brazzaville), Madagascar)</p>
<p>Associati d'oltremare : Annuario retrospettivo del commercio estero degli SAMA (1967-1969) (verde oliva) tedesco / francese / italiano / olandese / inglese 2 numeri - prezzo unitario</p>	<p>Overzeese geassocieerden : Retrospectief jaarboek van de buitenlandse handel van de GASM (1967-1969) (olijfgroen) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels in 2 delen, per deel</p>	<p>Overseas Associates : Retrospective Yearbook of Foreign Trade of the AASM (1967-1969) (olive-green) German / French / Italian / Dutch / English in 2 volumes - each volume</p>
<p>Associati d'oltremare : Annuario retrospettivo del commercio estero degli SAMA (1969-1970) (verde oliva) tedesco / francese / italiano / olandese / inglese 2 numeri - prezzo unitario</p>	<p>Overzeese geassocieerden : Retrospectief jaarboek van de buitenlandse handel van de GASM (1969-1970) (olijfgroen) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels in 2 delen, per deel</p>	<p>Overseas Associates : Retrospective Yearbook of Foreign Trade of the AASM (1969-1970) (olive-green) German / French / Italian / Dutch / English in 2 volumes - each volume</p>
<p>Associati d'oltremare : Annuario statistico degli AOM (verde oliva) francese</p>	<p>Overzeese geassocieerden : Statistisch jaarboek voor de AOM (olijfgroen) Frans</p>	<p>Overseas Associates : Statistical Yearbook of the AOM (olive-green) French</p>
<p>Statistiche dell'energia (rubino) tedesco / francese / italiano / olandese / inglese pubblicazione trimestrale annuario (compreso nell'abbonamento)</p>	<p>Energiestatistiek (robijn) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands / Engels driemaandelijks jaarboek (begrepen in het abonnement)</p>	<p>Energy Statistics (ruby) German / French / Italian / Dutch / English quarterly Yearbook (included in the subscription)</p>
<p>Statistiche dell'industria (blu) tedesco / francese / italiano / olandese pubblicazione trimestrale annuario (compreso nell'abbonamento)</p>	<p>Industriestatistiek (blauw) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands driemaandelijks jaarboek (begrepen in het abonnement)</p>	<p>Industrial Statistics (blue) German / French / Italian / Dutch quarterly Yearbook (included in the subscription)</p>
<p>Siderurgia (blu) tedesco / francese / italiano / olandese pubblicazione bimestrale annuario 1964, 1966, 1968, 1970 (non compreso nell'abbonamento)</p>	<p>Ijzer en staal (blauw) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands tweemaandelijks jaarboek 1964, 1966, 1968, 1970 (niet begrepen in het abonnement)</p>	<p>Iron and Steel (blue) German / French / Italian / Dutch bimonthly Yearbook 1964, 1966, 1968, 1970 (not included in the subscription)</p>
<p>Statistiche sociali (giallo) tedesco / francese / italiano / olandese o : tedesco / francese 6 numeri all'anno annuario (non compreso nell'abbonamento)</p>	<p>Sociale statistiek (geel) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands of : Duits / Frans 6 nummers per jaar jaarboek (niet begrepen in het abonnement)</p>	<p>Social Statistics (yellow) German / French / Italian / Dutch or : German / French 6 issues yearly Yearbook (not included in the subscription)</p>
<p>Statistica agraria (verde) tedesco / francese 6 numeri all'anno Annuario (compreso nell'abbonamento)</p>	<p>Landbouwstatistiek (groen) Duits / Frans 6 nummers per jaar jaarboek (begrepen in het abonnement)</p>	<p>Agricultural Statistics (green) German / French 6 issues yearly Yearbook (included in the subscription)</p>
<p>Statistica dei trasporti (cremisi) tedesco / francese / italiano / olandese annuario</p>	<p>Vervoersstatistiek (karmozijn) Duits / Frans / Italiaans / Nederlands jaarboek</p>	<p>Transport Statistics (crimson) German / French / Italian / Dutch Yearbook</p>

TITEL	TITRE	Preis Einzelnummer Price per issue Prezzo di ogni numero					Preis Jahresabonnement Price annual subscription Prezzo abbonamento annuo													
		par numéro Prijs per nummer					Prix abon- nement annuel Prijs jaar- abonnement													
		DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb	DM	Ffr	Lit.	Fl	Fb									
EINZELVERÖFFENTLICHUNGEN	PUBLICATIONS NON PÉRIODIQUES																			
Sozialstatistik : Sonderreihe "Wirtschaftsrechnungen" (gelb) (Ausgabe 1966-1967) deutsch / französisch und italienisch / niederländisch 7 Hefte, bestehend aus jeweils einem Text- und einem Tabellenteil Einzelheft	Statistiques sociales : Série spéciale « Budgets familiaux » (jaune) (édition 1966-1967) allemand / français et italien / néerlandais 7 numéros, comprenant chacun un exposé et des tableaux par numéro	16,—	20,—	2 500	14,50	200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sozialstatistik : Sonderreihe „Erhebung über die Struktur und Verteilung der Löhne“ (gelb) 8 Bände Gesamtausgabe	Statistiques sociales : Série spéciale « Enquête sur la structure et la répartition des salaires » (jaune) 8 volumes série complète	15,— 88,—	22,— 133,—	2 500 15 000	14,50 87,—	200 1 200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agrarstatistik : Sonderreihe „Gründerhebung über die Struktur der landwirtschaftlichen Betriebe. Zusammenfassende Ergebnisse nach Erhebungsbezirken“. Je Heft	Statistique agricole : Série spéciale « Enquête de base sur la structure des exploitations agricoles. Résultats récapitulatifs par circonscription d'enquête » par numéro	9,50	14,—	1 560	9,—	125	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Allgemeine Statistik : Sonderreihe „Die Input-Output-Tabellen 1965“ (violett) französisch und Sprache des betreffenden Landes Abonnement für die ersten 6 Bände	Statistiques générales : Série spéciale. Les Tableaux Entrées-Sorties 1965 - (violett) français + langue du pays concerné abonnement pour les 6 premiers volumes	11,— 51,30	16,70 77,80	1 870 8 750	11,— 51,—	150 700	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Allgemeine Statistik : Sondernummer : „Europäisches System“ volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen ESG deutsch, französisch, italienisch, niederländisch	Statistiques générales : Numéro spécial « Système européen de comptes économiques intégrés » - SEC allemand, français, italien, néerlandais	18,35	27,80	3 120	18,—	250	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Allgemeine Systematik der Wirtschaftszweige in den Europäischen Gemeinschaften (NACE) deutsch / französisch und italienisch / niederländisch Ausgabe 1970	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (NACE) allemand / français et italien / néerlandais édition 1970	9,50	14,—	1 560	9,—	125	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Internationales Warenverzeichnis für den Außenhandel (CST) (rot) deutsch / französisch / italienisch / niederländisch	Classification statistique et tarifaire pour le commerce international (CST) (rouge) allemand / français / italien / néerlandais	4,—	5,—	620	3,60	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Einheitliches Güterverzeichnis für die Verkehrstatistik (NST) Ausgabe 1968 deutsch / französisch / italienisch / niederländisch	Nomenclature uniforme de marchandises pour les statistiques de transport (NST) édition 1968 allemand / français / italien / néerlandais	4,—	5,—	620	3,60	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Harmonisierte Nomenklatur für die Außenhandelsstatistiken der EWG-Länder (NIMEXE) (rot) deutsch, französisch, italienisch, niederländisch, Vollständiger Text - Ausgabe 1969 + Austauschblätter 1970 + 1971 + 1972	Nomenclature harmonisée pour les statistiques du commerce extérieur des pays de la CEE (NIMEXE) (rouge) allemand, français, italien, néerlandais Texte intégral - Édition 1969 + supplément 1970 + 1971 + 1972	60,—	83,—	9 370	54,50	750	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Englisch (grau) Vollständiger Text 1971 Vollständiger Text 1972	Anglais (gris) Texte intégral 1971 Texte intégral 1972	60,— 60,—	83,— 83,—	9 370 9 370	54,50 54,50	750 750	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

TITOLO	TITEL	TITLE
<p>PUBBLICAZIONI NON PERIODICHE</p> <p>Statistiche sociali : Serie speciale « Bilanci familiari » (giallo) (edizione 1966-1967) <i>tedesco / francese e italiano / olandese</i> 7 numeri, comprendenti ciascuno un testo e tabelle prezzo unitario</p> <p>Statistiche sociali : Serie speciale « Indagine sulla struttura e sulla ripartizione dei salari » (giallo) 8 volumi serie completa</p> <p>Statistica agraria : Serie speciale « indagine di base sulla struttura delle aziende agricole - Risultati riassuntivi per circoscrizione d'indagine » prezzo unitario</p> <p>Statistiche generali : Serie speciale « Tavole Input-Output 1965 » (viola) <i>francese + lingua del paese in oggetto</i> abbonamento per i primi 6 volumi</p> <p>Statistiche generali : Numero speciale « Sistema europeo di conti economici integrati » SEC <i>tedesco, francese, italiano, olandese</i></p> <p>Nomenclatura generale delle attività economiche nelle Comunità europee (NACE) <i>Tedesco / francese e italiano / olandese</i> edizione 1970</p> <p>Classificazione statistica e tariffaria per il commercio internazionale (CST) (rosso) <i>tedesco / francese / italiano / olandese</i></p> <p>Nomenclatura uniforme delle merci per la statistica dei trasporti (NST) - Edizione 1968 <i>tedesco / francese / italiano / olandese</i></p> <p>Nomenclatura armonizzata per le statistiche del commercio estero dei paesi della CEE (NIMEXE) (rosso) <i>tedesco, francese, italiano, olandese</i> Testo integrale - Edizione 1969 + supplemento 1970 + 1971 + 1972</p> <p><i>Inglese (grigio)</i> Testo integrale 1971 Testo integrale 1972</p>	<p>NIET-PERIODIEKE UITGAVEN</p> <p>Sociale statistiek : Bijzondere reeks „Budget-onderzoek” (geel) (uitgave 1966-1967) <i>Duits / Frans en Italiaans / Nederlands</i> 7 nummers met elk een tekstgedeelte en een tabellengedeelte per nummer</p> <p>Sociale statistiek : Bijzondere reeks „Enquête naar de structuur en de verdeling der lonen” (geel) 8 delen volledige serie</p> <p>Landbouwstatistiek : Bijzondere reeks „Basis-enquête inzake de structuur van de landbouw-bedrijven - Samengevatte resultaten per enquêtegebied” per nummer</p> <p>Algemene statistiek : bijzondere reeks „Input-Output tabellen 1965” (paars) <i>Frans + de taal van het betrokken land</i> abonnement voor de eerste 6 delen</p> <p>Algemene statistiek : Speciaal nummer „Europees stelsel van economische rekeningen” ESER <i>Duits, Frans, Italiaans, Nederlands</i></p> <p>Algemene systematische bedrijfsindeling in de Europese Gemeenschappen (NACE) <i>Duits / Frans en Italiaans / Nederlands</i> uitgave 1970</p> <p>Classificatie voor statistiek en tarief van de internationale handel (CST) (rood) <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands</i></p> <p>Eenvormige goederennomenclatuur voor de vervoersstatistieken (NST) - Uitgave 1968 <i>Duits / Frans / Italiaans / Nederlands</i></p> <p>Geharmoniseerde Nomenclatuur voor de Statistieken van de Buitenlandse Handel van de Lid-staten van de EEG (NIMEXE) (rood) <i>Duits, Frans, Italiaans, Nederlands</i> volledige tekst - uitgave 1969 + supplement 1970 + 1971 + 1972</p> <p><i>Engels (grijs)</i> Volledige tekst 1971 Volledige tekst 1972</p>	<p>NON-PERIODICAL PUBLICATIONS</p> <p>Social Statistics : Special Series of Economic Accounts (yellow) (1966-1967 edition) <i>German / French, and Italian / Dutch</i> 7 issues, each containing text and tables per issue</p> <p>Social Statistics : Special Series “Survey on the structure and distribution of wages” (yellow) 8 volumes complete series</p> <p>Agricultural Statistics : Special Series “Basis survey on the structure of agricultural holdings - Summary results according to survey areas” per issue</p> <p>General Statistics : Special Series „The Input-Output Tables 1965” (purple) <i>French + the language of the country concerned</i> The series of the first 6 issues</p> <p>General Statistics : Special issue “European system of integrated economic accounts” ESA <i>German, French, Italian, Dutch</i></p> <p>General Nomenclature of Economic Activities in the European Communities (NACE) <i>German / French, and Italian / Dutch</i> 1970 issue</p> <p>Statistical and Tariff Classification for International Trade (CST) (red) <i>German / French / Italian / Dutch</i></p> <p>Standard Goods Nomenclature for Transport Statistics (NST) - 1968 issue <i>German / French / Italian / Dutch</i></p> <p>Harmonized Nomenclature for the Foreign Trade Statistics of the EEC Countries (NIMEXE) (red) <i>German, French, Italian, Dutch</i> Full Text - 1969 issue + supplement 1970 + 1971 + 1972</p> <p><i>English (grey)</i> Full text 1971 Full text 1972</p>

**OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
STATISTICAL OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
STATISTISCHES AMT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN
ISTITUTO STATISTICO DELLE COMUNITÀ EUROPEE
BUREAU VOOR DE STATISTIEK DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN
DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS STATISTISKE KONTOR**

J. Mayer **Directeur général / General Director / Generaldirektor / Direttore generale / Directeur-generaal / Generaldirektør**

E. Hentgen **Assistant / Assistent / Assistent / Assistente / Assistent / Assistent**

Directeurs / Directors / Direktoren / Direttori / Directeuren / Direktører

G. Bertaud **Méthodologie statistique, traitement de l'information / Statistical methods, information processing / Statistische Methoden, Informationswesen / Metodologia statistica, trattamento dell'informazione / Methodologie van de statistiek, informatieverwerking / Statistiske metoder, information**

V. Paretti **Statistiques générales et comptes nationaux / General statistics and national accounts / Allgemeine Statistik und Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung / Statistiche generali e conti nazionali / Algemene statistiek en nationale rekeningen / Almen statistik og nationalregnskab**

D. Harris **Statistiques démographiques et sociales / Demographical and social statistics / Bevölkerungs- und Sozialstatistik / Statistiche demografiche e sociali / Sociale en bevolkingsstatistiek / Befolknings- og socialstatistik**

S. Louwes **Statistiques de l'agriculture, des forêts et des pêches / Agriculture, forests and fisheries statistics / Statistik der Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Fischerei / Statistiche dell'agricoltura, delle foreste e della pesca / Landbouw-, bosbouw- en visserijstatistiek / Landbrugs-, skovbrugs- og fiskeristatistik**

F. Grotius **Statistiques de l'énergie, de l'industrie et de l'artisanat / Energy, industry and craft statistics / Energie-, Industrie- und Handwerksstatistik / Statistiche dell'energia, dell'industria e dell'artigianato / Energie-, industrie- en ambachtsstatistiek / Energi-, industri- og håndværksstatistik**

S. Ronchetti **Statistiques des commerces, transports et services / Trade, transport and services statistics / Handels-, Transport- und Dienstleistungsstatistik / Statistiche dei commerci, trasporti e servizi / Handels-, vervoers- en dienstverleningsstatistiek / Handels-, transport- og servicestatistik**

Cette publication est vendue, par numéro, au prix de Ffr 17, — ou Fb 150. S'adresser aux bureaux de vente indiqués ci-dessous :

This publication is delivered by the following sales agents at the price of: single copies : £ 1.25 :

Diese Veröffentlichung kann zum Einzelpreis von DM 11, — durch die nachstehend aufgeführten Vertriebsstellen bezogen werden :

Questa pubblicazione è in vendita al prezzo di Lit. 1900 il numero. Ogni richiesta va rivolta agli uffici di vendita seguenti :

Deze publikatie kost Fl. 11, — resp. Bf 150 per nummer en is verkrijgbaar bij onderstaande verkoop kantoren :

Denne publikation kan købes gennem nedenstående salgssteder til en pris af kr. 22,50 pr. hæfte :

BELGIË-BELGIQUE	BELGISCH STAATSBLAD, Leuvenseweg 40, 1000 Brussel — PCR 50-80 MONITEUR BELGE, 40, rue de Louvain, 1000 Bruxelles — CCP 50-80
DANMARK	J. H. SCHULTZ — Boghandel — Møntergade 19, DK 1116 København K
DEUTSCHLAND (BR)	VERLAG BUNDESANZEIGER, 5 Köln 1 — Postfach 108006, Fernschreiber : Anzeiger Bonn 08.882.595, Postscheckkonto : 83.400 Köln
IRELAND	STATIONERY OFFICE — The Controller — Beggar's Bush — Dublin 4
FRANCE	SERVICE DE VENTE EN FRANCE DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES — Journal officiel, 26, rue Desaix — 75 732 Paris — Cedex 15 ^e — Tél. (1) 3 06 51 00 — C.C.P. : Paris 23-96
ITALIA	LIBRERIA DELLO STATO, Piazza G. Verdi, 10 — 00198 Roma — CCP : e 1/2640. Agenzie : 00187 ROMA — Via del Tritone, 61/A e 61/B e Via XX Settembre (Palazzo Ministero delle finanze) • 20121 MILANO — Galleria Vittorio Emanuele, 3 • 50129 FIRENZE — Via Cavour, 46/R • 80121 NAPOLI — Via Chiaia, 5 • 16121 GENOVA — Via XII Ottobre, 172 • 40125 BOLOGNA — Strada Maggiore, 23/A
LUXEMBOURG	OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Luxembourg, Boîte postale 1003 et 29, rue Aldringen, Bibliothèque — CCP 191-90, compte courant bancaire : Banque Internationale du Luxembourg 8-109/6003/300.
NEDERLAND	STAATSDRUKKERIJ- EN UITGEVERIJBEDRIJF, Christoffel Plantijnstraat, 's-Gravenhage, Postgirorekening 42 53 00
UNITED KINGDOM	H. M. STATIONERY OFFICE, P.O. Box 569, London S.E. 1
AUTRES PAYS OTHER COUNTRIES ANDERE LÄNDER ALTRI PAESI ANDERE LANDEN ANDRE LANDE	} OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Luxembourg, Boîte postale 1003

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
OFFICE FOR OFFICIAL PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
AMT FÜR AMTLICHE VERÖFFENTLICHUNGEN DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN
UFFICIO DELLE PUBBLICAZIONI UFFICIALI DELLE COMUNITÀ EUROPEE
BUREAU VOOR OFFICIËLE PUBLIKATIES DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN
KONTORET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS OFFICIELLE PUBLIKATIONER

Boîte postale 1003 - Luxembourg

6369

CA73063696AC